

**L'illusion des quatorze points**  
**Au sujet du « droit d'auto-détermination national »**  
**en tant qu'arme de guerre et ses répercussions destructrices en Europe centrale**  
Par *Markus Osterrieder*

**La question des nationalités de l'Europe centrale**

Il y a encore cent ans, l'espace européen entre les mers Baltique, Noire et Adriatique, était une région du monde dans laquelle tous les importants courants de l'humanité se rencontraient avec leurs particularités religieuses, culturelles, ethniques, linguistiques et sociales. L'image de l'humanité soudée et de l'individu d'avenir se libérant de toutes les entraves d'extraction planait, en tant qu'invitation spirituelle, au-dessus du monde d'expérience immédiate des habitants de cette région. Le penseur et écrivain juif, Elias Canetti, né en 1905, se souvient de son enfance dans la ville bulgare de Ručuk :

« Ručuk, sur le Danube inférieur, où je vins au monde, était une ville merveilleuse pour un enfant, et si je dis qu'elle se trouve en Bulgarie, je donne d'elle une idée insuffisante, car vivaient là des êtres humains de provenances les plus diverses ; en une seule journée, on pouvait entendre parler sept ou huit langues. Outre les Bulgares, qui venaient souvent de la campagne, il y avait encore beaucoup de Turcs, qui habitaient leur propre quartier et jouxtant celui-ci, le quartier des Espagnols, qui était le nôtre. Il y avait des Grecs, des Albanais, des Arméniens, des Tziganes. Des deux berges opposées du Danube venaient des Roumains ; ma nourrice, dont je ne me souviens plus, était roumaine. Il y avait aussi, disséminés, des Russes. Enfant je n'avais aucun aperçu sur cette multiplicité, mais je commençai à en percevoir sans cesse ses effets. »<sup>1</sup>

Au sommet nord de cette région, sur la terrain lituanien, appartenant alors à l'Empire russe des tzars, grandit l'écrivain polonais né en 1911, Czeslaw Milosz.

« À la campagne on parlait lituanien et en partie polonais. La petite ville, où l'on portait nos produits cultivés à vendre, employait le polonais pour la vie quotidienne ou le yddisch. Mais le gendarme déjà, avec son sabre traînant, le percepteur, le contrôleur des chemins de fer, qui pour l'administration étaient importés, s'adressaient en russe aux natifs, dans l'hypothèse que chacun dût comprendre la langue de l'administration. »<sup>2</sup>

Assurément : cette multiplicité de communautés ethniques, linguistiques, religieuses ou bien sociales, lesquelles souvent à partir du tournant du 19<sup>ème</sup> au 20<sup>ème</sup> siècle seulement, devinrent conscientes en tant que telles, faisait naître une multiplicité pareille de points de frictions, d'oppositions, de conflits et d'antipathies. Pourtant sur l'être humain devenu adulte — ce que montrent les récits de Canetti, Milosz et d'autres — un tel environnement exerçait une incitation, stimulation et défi incomparables. Dans cette bigarrure, l'élément individuel pouvait se détacher particulièrement nettement de tout un chacun et avec cela, cette tolérance-là, pouvait se déployer qui grandissait et s'exerçait dans la rencontre quotidienne. En même temps, les conditions étaient telles qu'elles en appelaient aux *forces de conscience* des êtres humains individuels ; l'être humain devait pénétrer tout à fait éveillé la *connaissance* de ce mystère de la multiplicité populaire.

L'éveil de la personnalité humaine s'accomplissait depuis la fin du Moyen-Âge dans tout l'Europe, mais les conditions continuèrent d'agir, précisément dans l'espace est et sud de l'Europe centrale, de manière telle qu'ici le Je individuel de l'être humain, détaché de tout cadre étatique, pouvait entrer potentiellement dans une relation directe avec son semblable. Ce n'étaient ni l'État ni l'Église qui pouvaient ici fonder l'essence commune (quoique naturellement il et elle le tentèrent), mais au contraire et seulement sur la durée, la quête du « Tu » et de l'individu parlant en « Tu ». C'est l'une des raisons spirituelles, pour laquelle dans cet espace eut lieu un tel « mélange de peuples ». On pourrait appeler ce phénomène le *défi européen central*, qui n'a pas été reconnu ni

---

<sup>1</sup> Elias Canetti : *Die gerettete Zunge. Geschichte meiner Jugend [La langue sauvée. Histoire de ma jeunesse]*, Édition en livre de poche Francfort-sur-le-Main, 1979, p.10.

<sup>2</sup> Czeslaw Milosz : *West und Östliches Gelände [Contrées d'Ouest et d'Est]*, édition en livre de poche, Munich 1986, p.22.

appréhendé au 20<sup>ème</sup> siècle passé ; au lieu de cela *cette* Europe centrale-*ci* alla irrémédiablement à sa ruine dans deux guerres mondiales et une guerre froide. Le défi, qui se trouvait à son fondement, persiste nonobstant désormais en son entier en tant que problème culturel européen.

Dans l'Europe occidentale et septentrionale, les espaces d'installation et les délimitations ethniques sont tracés relativement clairement : Castillans, Basques et Catalans, en Espagne ; Bretons, Alsaciens, Catalans, Basques, Occitans, en France ; anglo-saxons, Gallois, Écossais et Irlandais, au Royaume Uni ; Flamands et Wallons en Belgique — avec toute la problématique de vie ensemble et en dépit d'une urbanisation progressive, des frontières de colonisation et de langage existent nettement reconnaissables et cela depuis déjà bien longtemps. Dans le centre et le sud-est de l'Europe, il en a été autrement, sur la base de processus historiques. Depuis le Moyen-Âge, continuellement de nouveaux colons s'y établirent dans les régions situées entre la mer Baltique, la mer Adriatique et la mer Noire. Les monarchies aux peuples multiples des Habsbourg et des Jagellon, furent des formations complexes ; dont les oppositions, avec l'aide d'un génie dynastique (monarchie habsbourgeoise) ou bien un lien d'union alimenté par un sentiment de vie, tout aussi génial (la *Respublica* polono-lituanien-ruthénienne), étaient solidairement maintenues — dans ces deux cas, l'élément génial agissait à vrai dire encore dans l'inconscient de la nature humaine, et ne pouvait pas être élevé dans la conscience de veille.

L'influence du concept de culture de Herder soutint certes, au tournant du 18<sup>ème</sup> au 19<sup>ème</sup> siècles dans le centre-est et sud-est de l'Europe, l'éveil du sentiment de soi des peuples, en le restreignant pourtant à l'idée que chaque peuple possède le droit à son libre déploiement et à l'autonomie de ses particularités culturelles et linguistiques. Ceci eût été réalisable dans le cadre d'une fédération, configurée en répondant aux exigences modernes. Mais, par Napoléon, l'idée de l'État national — telle qu'elle avait été formulée par la Révolution française — fut transposée en direction du centre-est de l'Europe et dans l'espace danubien, où elle se mélangea avec le concept de culture de Herder, en y amenant, sur la base des circonstances particulières régnant dans cet espace, des tensions difficilement résolubles. Moins on fut cependant capable, dans les décennies suivantes, de maintenir séparées les unes des autres la sphère culturelle-linguistique de nationalité, la sphère politique-juridique de la société civile et celle de la « communauté de descendance », reposant sur l'héritage des forces du sang, plus s'aggravèrent les configurations conflictuelles entre les groupes ethniques individuels<sup>3</sup>. Car les oppositions nationales étaient mélangées en plus à des facteurs religieux et sociaux. Ainsi, par exemple, un magnat polonais était aussi catholique et grand propriétaire foncier, alors qu'un fermier ukrainien appartenait à la foi orthodoxe, ou selon le cas de foi unie, était serf ; au même moment, la bourgeoisie se composait en majorité d'Allemands et de Juifs et se reconnaissait de confessions protestante ou juive selon le cas.

Qu'il soit encore une fois souligné que dans l'ouest et le nord de l'Europe, la formation de la personnalité individuelle au moyen des qualités qui vivent dans la culture nationale propre, est durablement favorisée. Cela ne concerne pas ainsi l'Europe du centre et de l'est. À l'individualisation des êtres humains singuliers correspondait la multiplicité ethnique et linguistique de petits et de plus petits groupes ethniques qui jamais ne furent dissous dans une *melting pot* selon le modèle [nord-, *ndt*]américain. Précisément parce qu'ici, les êtres humains, en tant que phénomènes d'apparition accompagnant l'urbanisation, furent plus intensément insérés dans des contextes de peuples et de parentés, l'individualité dut croître en sortant de l'arrière-plan ethnique, en surmontant son origine au moyen de plus en plus de rencontres, à renouveler sans cesse, avec le « Tu » d'autrui. Ce n'est aucunement un hasard si, à la fin de cette phase de l'évolution centrale-européenne, dans la monarchie danubienne habsbourgeoise, prit naissance une forme musicale, dans laquelle se reconnaissaient tous les peuples de l'empire et qui mettait devant les yeux et les oreilles

---

<sup>3</sup> La définition ethnique, telle qu'elle repose à la base de la République Fédérale d'Allemagne, voit le « peuple » comme une communauté de descendance et rend dépendante, conformément à cela, l'acquisition de la citoyenneté d'État à l'origine ethnique. À l'opposé de cela, se trouve le concept politiquement et juridiquement défini de la Révolution française qui voit « la nation » fondée dans l'accord des représentations du monde, des institutions et des institutions politiques. Les programmes d'unification et de centralisation ne s'ensuivent pas ici au sens d'une volonté de dominance ethnique, mais au contraire, sur la base d'une raison d'État supra-ordonnée. Le modèle suisse, fondé sur le fédéralisme, définit divers groupes ethniques, dans leur libre volonté d'appartenir à la nation en tant que communautés d'institutions, d'intérêts et d'histoire, qui ont été presque « contractuellement » inscrites noir sur blanc.

cet état de flottement rythmique musical : la valse. Cette danse à deux — dans laquelle les danseurs se mêlent en une figure de communauté, où doit exister la confiance mutuelle, en tant que condition de base, afin que chaque partenaire ne soit pas *lâché* en plein milieu du mouvement, sinon il se verrait projeté d'une manière inconsistante dans l'espace — fut une image artistique réelle de la vie ensemble des êtres humains individuels et des peuples dans cette partie du continent.

Pourtant, dans le même laps de temps, en particulier après 1842, agissait la propagation du nationalisme, en association à la compréhension matérialiste du monde et de l'être humain, avec de funestes conséquences. Précisément dans le centre et l'est de l'Europe, le vide spirituel qui était en train de naître fut comblé de représentations qui voulaient porter un jugement sur l'être humain, uniquement à partir des manières de voir mécanistes et biologistes. Dans le sillage des conquêtes napoléoniennes, s'était enflammé un nationalisme dans le centre et l'est européens, qui assimilait le bien idéal de la Révolution française, mais en retirait ses propres conclusions. Autrement qu'en Europe occidentale, à l'est du Rhin ; nation [*Nation*] et nationalité [*Volkstum*] devinrent des concepts signifiant la même chose. Et de plus en plus fréquemment, l'entrelacs quotidien et réciproque des groupes ethniques fut interprété comme une lutte concurrentielle pour la survie des « races de peuples ». La valse laisse, certes, naître la sensibilité correcte que l'essence d'un peuple porte à sa connaissance dans la *sphère de l'âme*. Pourtant c'eût été la tâche des êtres humains de la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, de transférer cette sensibilité dans des concepts de plus en plus concrets, ce qui eût dû déboucher dans une *connaissance spirituelle*. On laissa échoir ce moment. Sous l'effet du matérialisme, on compta le corps physique et l'extraction selon le sang, au nombre des caractères les plus importants de l'appartenance au peuple. En 1848, la possibilité était encore donnée à l'humanité européenne (au fond seulement à la bourgeoisie européenne), avec l'aide d'une contention de conscience, de créer des conditions pour sortir et réorganiser le social qui allât au devant des exigences de l'époque nouvelle. Une génération plus tard, cela n'était plus suffisant ; désormais les êtres humains devaient pleinement s'éveiller en esprit, pour compenser les répercussions destructrices de leur sommeil [et paresse, *ndt*] d'âme.

Ce n'est pas inutilement que l'historien tchèque, qui voyait loin, František Palacký, en 1849 avait déjà renvoyé au caractère l'urgence de la question cognitive et à la manière de la transposer dans la configuration politique et sociale :

« Ce qu'était, encore aux 16<sup>ème</sup> et 17<sup>ème</sup> siècles, l'idée ecclésiastique et religieuse, c'est pour notre époque le principe de la nationalité. [...] Toutes les régions et personnes, en particulier en Autriche, qui sont encore dans une relation nationale indifférente ou apathique, n'en seront plus là dans 10, 20 ou 30 ans et ainsi des motifs qui, dans la vie de l'État, se fondent sur des comportements de nationalité — et beaucoup semblent à présent encore être bien insignifiants, acquerront une importance toujours plus péremptoire. Tout homme de gouvernement, qui voudrait se dissimuler la vérité de cet axiome, ou bien carrément la contester, s'abandonnerait ici à une illusion grosse de malheurs ; extravagant serait aussi tout endiguement de ce courant d'époque, et toutes les découvertes humaines et antidotes contre le même, n'auraient bel et bien aucun autre effet, que de souffler contre le vent, au moyen de quoi sa direction ne peut ni être détournée, ni modifiée. »<sup>4</sup>

Particulièrement fragile aux conséquences spirituelles de cette incurie, fut précisément ce peuple-là qui avait à élaborer tous les préalables d'une résolution de la « question nationale » : les Allemands. Ici l'échec dans la confrontation idéale d'avec le matérialisme eut des conséquences si funestes pour la raison que l'ensemble de l'évolution culturelle dans l'espace de l'Europe centrale était renvoyé à l'appréhension des énergies spirituelles du Je. Cet espace fut pour ainsi dire des lieux d'épreuve sociale du développement de la conscience moderne, parce qu'ici rien ne devait plus être abandonné à l'instinct, mais en même temps, toutes les idées, avec lesquelles les Allemands avaient activé leur propre caractère radical, furent activées jusque dans leurs ultimes conséquences existentielles.

---

<sup>4</sup> *Über Centralisation und nationale Gleichberechtigung in Österreich* [Sur la centralisation et l'auto-justification en Autriche, *Národní Noviny* du 23 décembre 1849, dans : František Palacký : *Österreichs Staatsidee*. Prague 1866, pp.89 et suiv.

En Autriche-Hongrie, des Allemands d'esprit « raciste [*völkisch*] », traçaient déjà depuis longtemps le tableau du spectre effrayant d'une « slavisation » de la monarchie. Des représentants de disposition d'esprit pangermaniste ou partisans de la grande Allemagne, tels que Georg Ritter von Schönerer, K.H. Wolf et Lanz von Liebenfels, allèrent au devant, avant tout, d'une clientèle agitée des milieux étudiants — avec un fond d'idées racistes et une vénération de l'empire wilhelmin, de la même façon qu'ils se soulevèrent en 1897/98, en réaction aux ordonnances prétendument « anti-allemandes » du gouvernement Badeni, en Bohême et Moravie.<sup>5</sup> On pouvait en appeler au philosophe de la culture bien connu, Paul de Lagarde qui, dans les années 70 tardives avait expliqué que l'on devait germaniser les Tchèques, les laisser se faire absorber dans les « Allemands comme les meilleurs êtres humains », au cas où ils ne voulussent point librement se subordonner à la domination allemande.<sup>6</sup> Ce n'est pas à partir de 1933, mais au contraire dès 1894 que l'on pouvait emprunter à la revue impériale allemande *Alldeutschen Blätter* [*Feuilles pangermanistes*] la recommandation suivante :

« L'ancienne poussée vers l'Est [ou « obscur instinct » selon Goethe, *ndt*] doit être ranimée. Vers l'est et le sud-est nous devons gagner un espace de coudée franche, pour garantir à la race germanique les conditions de vie, dont elle a besoin pour le plein déploiement de ces énergies, même si là-dessus de tels petits peuples minoritaires comme les Tchèques, Slovènes et Slovaques, qui en appellent au principe des nationalités, devaient en perdre leur existence inutile pour la civilisation. »<sup>7</sup>

Une « justification d'existence » pour ces « petites populations minoritaires », il n'y en aurait pas, car ce serait la tâche du peuple allemand de les « absorber par un *travail de germanisation* [*Verdeutschungsarbeit*, actuellement, certes traduit par « traduction allemande », mais à l'époque il s'agissait, ni plus ni moins d'une « bochisation », pour préciser : « tu dégages ou je te crève ! » *ndt*] »<sup>8</sup> Si l'on n'y parvenait pas, alors on devrait prendre la résolution, « d'expulser simplement la population non-allemande cisleithanienne [la partie autrichienne de la double-monarchie habsbourgeoise], au pis aller l'indemniser, mais faire *tabula rasa* et en faire après une colonie allemande. »<sup>9</sup> Adolph Harpf — un collaborateur aux cahiers racistes [*Völkisch*], *Ostara*, paraissant en Autriche, qui comptait parmi les lectures préférées du jeune Hitler — éleva la prétention, en 1905, dans son ouvrage *Der völkische Kampf der Ostmarkdeutschen* [*le combat raciste des Allemands de la Marche de l'est*] jusqu'à écrire : « le combat raciste se démène furieusement de la mer Baltique à la mer Adriatique. » La germanité est repoussée par l'offensive slave « de la Bohême jusqu'à la Carniole [ancien nom de la Slovénie, *ndt*] » ; le Slave serait « effectivement à effacer par la germanité avec un grand sérieux [*mit blutiger Ernst*] », cela étant, il coûterait cher aux Allemands de donner la grosse becquée à l'ennemi le plus ulcéré de notre peuple. »<sup>10</sup> En évaluant le conflit des nationalités, dans les milieux pangermanistes et racistes, en premier lieu comme un problème biologique-démographique, on en arriva à la conclusion que « dans la lutte des nationalités, cela dépendait seulement de la production des êtres humains. »<sup>11</sup> Par

<sup>5</sup> Sur l'activité des pangermanistes en Autriche, voir Andrew G. Whiteside : *Georg Ritter von Schönerer. Alldeutsschland und sein Prophet* [*La plus grande Allemagne et son prophète*], Graz-Vienne-Cologne 1981, ici les p.168 et suiv. Voir aussi Brigitte Hamann : *Hitlers Wien. Lehrjahre eines Diktators* [*La Vienne d'Hitler. Années d'apprentissage d'un dictateur*] Édition du livre de poche, Munich-Zurich 1998, pp.337-363.

<sup>6</sup> Peter Burian : *Deutschland und das Nationalitätenproblem der Habsburgermonarchie aus deutscher Sicht* [*L'Allemagne et le problème des nationalités de la monarchie habsbourgeoise à partir d'une perspective allemande*] dans *Deutschland und Österreich. Ein bilaterales Gesichts buch* [*Allemagne et Autriche. Un livre de compte historique bilatéral*] Édité par Robert A. Kann, Friedrich Prinz. Vienne-Munich 1980, pp.394-411, ici p.408.

<sup>7</sup> « Deutschland Weltstellung und der Weiterbau am deutschen Nationalstaat [La situation mondiale de l'Allemagne et la poursuite de l'édification de l'État national allemand] », *Alldeutsche Blätter*, janvier 1894 ; cité par Jiří Kořalka : *Všeměckný svaz a česká otázka koncem 19 století*. Prague 1963, p.57.

<sup>8</sup> *Alldeutsche Blätter*, octobre 1895, cité *ebenda* 60.

<sup>9</sup> *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts. Von einem Deutsch* [*L'Allemagne au commencement du 20<sup>ème</sup> siècle. Par un Allemand*] Berlin 1900, pp.212 et suiv., cit. *ebenda* 63.

<sup>10</sup> Voir Friedrich Heer : *Der Glaube des Adolf Hitler. Anatomie einer politischen Religiosität* [*La foi en Adolf Hitler. Anatomie d'une religiosité politique*]. Munich-Esslingen 1968, pp.39 et suiv.

<sup>11</sup> Selon le moignon de conseil gouvernemental supérieur, actif dans le ministère de l'agriculture, alias Ekkehart Ostmann ; cité d'après Fritz Fischer : *Griff nach der Weltmacht. Die Kriegspolitik der kaiserlichen Deutschland* [*Main mise sur la puissance mondiale. La politique de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918.*] Édition Paperback, Königstein/livre de poche (lp) 21979, p.143.

conséquent, comme le formula un article-éditorial de la revue *Reichsbote [Courrier du Reich]* du 14 mars 1913, « chaque guerre allemande de l'avenir — serait — une guerre de race, une guerre pour une puissance populaire et une autonomie raciste pour la colonisation du sol, slave ou germanique. »<sup>12</sup> Le conseiller à la cour Class, fonctionnaire impérial allemand et dans son temps libre, président de « l'union pangermaniste », engagée « pour la race », recommanda en 1913 :

« L'objectif à avoir solidement en vue s'appelle donc : dans toutes les circonstances, écarter tous les peuples étrangers non germaniques aussi vite que possible des régions de l'empire et les y tenir éloignés ensuite durablement. [...] En soi le peuple est éternel, vigueur éternelle de propagation, qui s'élève au-dessus de la personnalité singulière. Et il restera éternel si les germes du déclin, après avoir été reconnus, sont radicalement tués »<sup>13</sup>

Précisément chez le champion de l'émancipation slave, comme le sociologue tchèque Tomáš Garrigue Masaryk (1850-1937), qui fut le premier président d'état de la République de Tchécoslovaquie en 1919, la propagande anti-slave des pangermanistes laissa derrière elle une impression durablement mauvaise. Pour caractériser cette attitude anti-slave et militariste des nationalistes allemands, laquelle était ainsi discréditée par lui, Masaryk citait volontiers, pendant la première Guerre mondiale, un endroit de la « lettre ouverte aux Allemands en Autriche » de Theodor Mommsen de l'année 1897, qui avait engendré dans les régions de la Bohême beaucoup de mauvais sang :

« Et à présent les apôtres de la « barbarisation » sont à l'œuvre pour enterrer l'œuvre allemande d'un demi-millénaire dans l'abîme de leur inculture. [...] L'Autriche est, aussi longtemps que le ciment allemand en maintient la cohésion, [...] un grand État. Soyez dur ! Le crâne des Tchèques ne veut pas entendre raison, mais il est aussi accessible aux coups ! [...] Il s'agit de tout ; succomber c'est l'anéantissement. »<sup>14</sup>

Quoique Masaryk, avec les années, combattit de plus en plus résolument les rejets pangermanistes en Bohême et Moravie, il intervint en même temps pour une médiation entre Tchèques et Allemands, c'est la raison pour laquelle dans ces années-là, il maîtrisait essentiellement mieux l'allemand dans l'expression écrite que le tchèque et tomba dans le discrédit auprès de ces compatriotes qui le traitaient de temps à autre comme « germanophile ».<sup>15</sup>

Masaryk reconnut et critiquait la déchéance de la vie culturelle allemande, le chemin de « Weimar vers Potsdam » comme une évolution, par laquelle l'Allemagne s'est isolée de plus en plus à l'intérieur de la culture européenne dans son ensemble :

« La Prusse et l'Allemagne étaient véritablement le césarisme organisé. [...] Les idéaux d'humanité de Lessing, Herder, Goethe, Kant, Schiller, qui ont été puisés à l'évolution occidentale et du monde et à la collaboration avec elle, furent remplacés par l'impérialisme pangermanique. [...] Bismarck et Guillaume prient constamment Dieu, à vrai dire le dieu de la Prusse. Hegel servit, avec son « idéalisme absolu » l'autoritarisme de l'État prussien, abandonna l'humanité et la position dans le monde de Goethe et Kant et créa un fondement pour la politique de violence théorique et pratique. Bismarck et le bismarckisme absorbèrent Goethe, — l'État prussien devint le meneur infaillible de la nation et son aspiration spirituelle et culturelle. [...] L'opposition Goethe-Bismarck, je la ressentis très fortement dans ma propre évolution. »<sup>16</sup>

<sup>12</sup> cité d'après Fritz Fischer : *Krieg der Illusionen. Die deutsche Kriegspolitik von 1911-1914 [Guerre des illusions. La politique allemande 1911-1914.]* Édition Paperback, Kronberg/livre de poche (lp) –Düsseldorf 1978, p.352.

<sup>13</sup> Daniel Frymann (= Conseiller à la cour Class) : *Wenn ich der Kaiser wär' [Si j'étais le Kaiser]*. 41913 ; cité d'après *Die Zerstörung der deutschen Politik. Dokumente 1971-1933 [La destruction de la politique allemande. Documents 1871-1933.]* Édité par Harry Pross. Francfort-sur-le-Main 1959, pp.134 et suiv. (souligné dans l'original.)

<sup>14</sup> « Aux Allemands en Autriche », *Neue Freie* du 31 octobre 1897 ; cité d'après par Jiří Kořalka : *Všeměckný svaz a česká otázka*, p.68.

<sup>15</sup> Voir Roland J. Hoffmann : *T.G. Masaryk und die tschechische Frage, Bd. I : Nationale Ideologie und politische Tätigkeit bis zum Scheitern des deutschen-tschechischen Ausgleichsversuchs vom Februar 1909 [T.G. Masaryk et la question tchèque, vol.1: Idéologie nationale et activité politique de la tentative d'équilibrage germano-tchèque de février 1909]*, Munich 1988, p.410.

<sup>16</sup> Tomáš Garrigue Masaryk : *Die Weltrevolution. Erinnerungen und Betrachtungen 1914-1918 [Révolution du monde. Souvenirs et considérations 1914-1918]*. Berlin 1925, pp.350-356.

En tant que député au Conseil de l'empire, Masaryk se livra, dans les années 1890, à une violente critique du rôle de direction revendiqué par les Allemands en Autriche qui, en comparaison aux Slaves, représentaient depuis longtemps une « minorité ». Dans un discours du 18 novembre 1918, il déplorait que les Autrichiens allemands n'eussent « rien que préjugé », « outrecuidance et rage intérieure contre celui qui parle une autre langue » : « [...] leur programme signifie en pratique, simplement : germaniser ». C'est pourquoi il exigea, « qu'enfin notre droit soit mis en valeur et que les prérogatives injustifiées des Allemands soient ramenées à la modération qui leur revient conformément à la constitution et à la législation de cet État. » Il désignait comme une « grande faute », la dépendance spirituelle des Autrichiens allemands à l'empire allemand et s'adressant aux partis allemands, dans le Conseil de l'empire, Masaryk les exhortait :

« Si vous voulez avoir en Autriche, un rôle positif, et pas seulement un programme négatif vis-à-vis de nous, travaillez donc beaucoup plus énergiquement, activez-vous spirituellement beaucoup plus énergiquement, et vous devrez beaucoup plus et mieux cultiver les vertus qui sont associées à votre nationalité, que vous le faites présentement,»<sup>17</sup>

À l'égard de cette inflexibilité politique, sans cesse remise à l'épreuve, la fainéantise idéale même du côté de ceux qui, à l'encontre des peuples non allemands, voulurent apporter, sinon de la sympathie, du moins nonobstant de la compréhension et une disposition au compromis, l'autrichien allemand, Rudolf Steiner, à l'époque âgé de 36 ans, exerça aussi une critique, en constatant dans un commentaire au sujet de la « lettre ouverte » de Mommsen :

« Si les membres d'une communauté sont censés être unis, alors ils doivent l'être dans leurs objectifs, dans leurs idées qui reposent au fondement de leur efficacité. Sur le contenu de ces objectifs, sur les idées, à partir desquelles les Allemands d'Autriche doivent puiser la force de leur préséance, rien ne se trouve dans l'exhortation de Mommsen. Cela doit frapper en elle tout d'abord. Les omissions de Mommsen sont remarquables par ce qu'elles ne disent pas. Car les Allemands d'Autriche ont précisément été refoulés ces derniers temps de leur position privilégiée à l'intérieur de la monarchie du fait qu'il leur manque ce dont Mommsen ne parle pas non plus : un grand contenu idéal politique fécond. Qui veut gouverner en Autriche, doit être en situation de poser à l'État une tâche et contribuer à la résolution de cette tâche en y fournissant des contenus idéels efficaces. Réglementer la nature constitutionnelle de l'Autriche de sorte que les diverses nations puissent y développer les facultés et désirs qui sont les leurs ; mener des réformes économiques, derrière lesquelles le peuple progresse et résoudre les questions qui sont posées à l'Autriche par sa position dans le monde ; c'est ce que doit comprendre celui à qui échoit le rôle de meneur [*Führer*] en Autriche. »<sup>18</sup>

Dans ces conditions un dilemme agissait donc, avec lequel les allemands de l'empire comme ceux en Autriche se voyaient pour ainsi dire confrontés, selon de multiples points de vue : racistes et pangermanistes étaient seulement représentatifs d'une partie de la société ; leurs représentations ne servaient certes pas les directions d'État comme un programme politique conséquemment suivi, mais elles agissaient néanmoins en imprégnant fortement les formes idéelles avec lesquelles on se confrontait aux questions nationales et sociales de la politique constructive d'empire. Ces directions d'États-là ne disposaient *d'aucune sorte de concept élaboré, que l'on pût présenter à la base de leur propre programme politique et au monde en tant que programme à briguer*. Ce qui restait, c'était un darwinisme social, diffus, chamarré d'idéalisme avec des fantasmagories coloniales, une vénération quasiment cultuelle de l'État « puissant » et de la rhétorique la plus ampoulée du côté de Berlin aussi bien que plutôt embarrassé, car ne sachant que faire et réagissant politiquement toujours trop tard, en lambinant au quotidien, du côté de Vienne.<sup>19</sup>

La direction d'État de l'empire allemand ne procurait certes pas d'appui actif aux courants de la grande Allemagne et pangermanistes dans la monarchie habsbourgeoise, mais elle tentait aussi d'empêcher aussi une réforme profonde de la monarchie en vue d'une résolution du problème des

---

<sup>17</sup> Cité d'après J. Hoffmann : *T.G. Masaryk und die tschechische Frage, Bd. I*, pp.112 et suiv.

<sup>18</sup> *Le magazine pour la littérature*, 66<sup>ème</sup> Année, n°45 (13 novembre 1897), dans : Rudolf Steiner : *Recueil d'essais sur l'histoire culturelle et contemporaine 1887-1901*. Dornach 31989 (=GA 31), p.215.

<sup>19</sup> Henry Cord Meyer : *Mitteleuropa in German Thought and Action 1815-1945 [L'Europe centrale dans la pensée et l'action allemandes]*. The Hague 1955, pp.55 et suiv.

nationalités. Ce qui valait, c'était la maxime, que le jeune ambassadeur à Londres, le comte von Lichnowsky, en 1897 avait formulée en ces termes :

« Il est parfaitement clair que la germanité dans son ensemble, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Autriche est astreinte à s'opposer, non seulement à un empire étatique fédéraliste, mais au contraire déjà à l'aplanissement le plus lointain de toute politique fédéraliste ou bien aussi seulement à toute mesure, qui pût esquisser la mise en place plus ultérieure d'un empire valet [tchèque]. »<sup>20</sup>

L'empereur Guillaume II confirmait, au point culminant de la crise des Balkans, en 1912 :

« L'Autriche se trouvait à un tournant, et cela devenait une question existentielle de savoir si elle restait allemande et était gouvernée à l'allemande, — et avec cela restait apte à s'allier — ou pût être submergée par le slavisme et avec cela devenir inapte à s'allier. »<sup>21</sup>

### **Le nationalisme en tant qu'arme de guerre**

Avec l'éclatement de la première Guerre mondiale commença de déclin des anciennes communautés de peuples multiples du centre et du sud de l'Europe. Encore beaucoup plus grosse de malheurs que les passions non élaborée, ce fut l'intelligence froidement calculatrice d'êtres humains singuliers, qui découvrirent la fragmentation des peuples, sous forme de conflits nationaux et sociaux, comme moyen particulièrement efficace de conduire une guerre. Ainsi la direction allemande de l'empire, en collaboration avec le haut commandement général, tint prêt un vaste programme révolutionnant des communautés nationales et religieuses, afin d'ébranler durablement la stabilité de l'empire britannique et celle de l'empire tsariste de Russie. Le *Kaiser* Guillaume II, dès 1898, était parvenu à se hisser comme protecteur de 300 millions de Musulmans ; avec le commencement de la guerre, il soutint le projet de pousser l'ensemble du monde islamique dans un soulèvement général contre l'Angleterre. En outre, l'état-major général, avec l'aide des Chiites d'Afghanistan et de Perse, voulut s'impliquer dans la guerre contre les Hindous. Dans l'hémisphère ouest européen, Berlin se positionna en faveur des aspirations à l'indépendance des nationalistes flamands et irlandais ; de l'insurrection armée de ces derniers, à Pâques 1916, on en espérait un soulagement sur le front ouest. En Europe de l'est valaient les tentatives de la direction de l'empire allemand de pousser à la révolution des peuples de la Russie tsariste.

Ainsi, sous la direction d'Arthur Zimmermann, au début de 1916, fut appelée à la vie la « Ligue des peuples étrangers de Russie », dans laquelle étaient représentés — en tant qu'organisations d'émigrants ou personnes individuelles — Juifs, Mahométans, Géorgiens, Polonais, Baltes-(Allemands), Finnois, Ukrainiens, Ruthènes blancs, Lituanais, Lettons, Estoniens, Roumains. La ligue incriminait la Russie de décennies d'oppression linguistiques, culturelles, religieuses, des droits et libertés des nationalités et adressa aussi sa requête au président Wilson.<sup>22</sup> En outre, des instituts spéciaux furent mis en place, comme en Angleterre et en France, qui devaient se consacrer à l'investigation de l'Orient et de l'Europe de l'est, au sens des propres objectifs de guerre. Ainsi, en 1915/16, l'Institut Balkan et Moyen-Orient à Munich et l'Institut sud-est européen et l'Institut-Islam à Leipzig, en mai 1916 l'Institut pour l'économie est-allemand à Königsberg selon l'exemple de l'institut de Kiel pour l'économie mondiale fondé en 1913 ainsi qu'encore à l'été 1918 l'Institut est-européen à Breslau, qui était censé préparer l'exploitation des régions qui tombaient sous l'hégémonie allemande, selon les clauses du traité de Brest-Litovsk.<sup>23</sup>

---

<sup>20</sup> Lichnowsky au Chancelier d'empire (25 octobre 1897, cité d'après Jiří Kořalka : *Tschechen im Habsburgereich und in Europa 1815-1914 [Les Tchèques dans l'empire des Habsbourg et en Europe, 1815-1914]* Vienne-Munich 1991, p.263.

<sup>21</sup> Cité d'après Wolfgang J. Mommsen : *Des autoritäre Nationalstaat. Verfassung, Gesellschaft und Kultur im deutschen Kaiserreich [L'état national autoritaire. Constitution, société et culture dans l'empire allemand]* Francfort-sur-le-Main. 1990, p.229.

<sup>22</sup> Fischer : *Griff nach der Weltmacht.* : pp109-126 et 199 et suiv.

<sup>23</sup> Voir Meyer, *Mitteleuropa*, p.220 ; Michael Burleigh. *Germany turns Eastwards. A Study of Ostforschung in the third Reich [L'Allemagne se tourne vers l'est. Une étude de la recherche sur l'Orient dans le 3<sup>ème</sup> Reich .* Cambridge 1988, pp13 et suiv. ; Friedrich Kuebart : *Zur Entwicklung der Osteuropa forschung in Deutschland bis 1945 [Au sujet du*

La direction allemande de l'empire ne s'évertuait nonobstant en aucun cas à se profiler comme libératrice des nationalités. Même après l'éclatement de la guerre, elle ne se montra pas prête, ne serait-ce que d'accepter la possibilité d'une réforme dans la monarchie danubienne confédérée, pour contribuer à une détente des problèmes des nationalités de là-bas. Bethmann Hollweg fit part, au ministre autrichien des affaires étrangères, que c'était :

« pour l'Allemagne une question de vie ou de mort qu'à l'élément allemand fût restituée sa position anciennement justifiée et qu'il fût mis un terme à la slavisation ultérieure.<sup>24</sup> »

Par surcroît la double monarchie serait un « cadavre », son armée trop « molle » et trop « débraillée », pour pouvoir apprendre quelque chose de l'armée allemande, était d'avis à son tour le chef d'état major général Falkenhayn, en octobre de la même année<sup>25</sup>. Une manière pangermaniste de penser caractérisait de plus en plus fréquemment les documents du ministère des affaires étrangères : « [...] à l'élément germanique (devrait être) de nouveau impartie la position dirigeante revenant à la marge germanique de l'est dans l'intérêt de l'Autriche », ainsi pouvait-on lire en novembre<sup>26</sup>. Lors d'une refonte de la monarchie, toute solution devrait toujours nécessairement partir du fait « qu'en Autriche, à l'élément allemand soit assurée la position dirigeante et qu'en Hongrie soit assurée la position dirigeante à l'élément hongrois », confirma de nouveau Bethmann, en septembre 1916<sup>27</sup>.

Avant 1914, Tomáš G. Masaryk avait répété, en insistant, que l'avenir de la Bohême reposait dans une alliance internationale d'une Autriche réformée et modernisée. Pourtant, lors de l'éclatement de la guerre, il avait renoncé à tous les espoirs d'une réalisation de cet objectif. Il prit une résolution lourde de conséquences : « L'opposition contre l'Autriche devrait devenir une réalité, sérieuse, à la vie et à la mort — la situation mondiale pressait à cela.<sup>28</sup> » L'entretien que mena Masaryk ces jours-là, avec le ministre-président autrichien Ernst von Koerber, ne put que le conforter dans sa résolution, car celui-ci tenait tout espoir de réforme après la guerre pour illusoire : « [...] après une guerre victorieuse, les militaires décideront et ils centraliseront et germaniseront.<sup>29</sup> »

Dans le camp des Alliés, on était tout aussi exactement dépourvus de scrupules qu'à la direction de l'État allemand mais en opposition à elle, on avait profondément réfléchi et avec beaucoup de perspicacité, en considération de ses propres objectifs ; on utilisa en effet les forces de cisaillement du nationalisme. Une nouvelle devise, ce qu'on a appelé « le droit d'auto-détermination des peuples » (*Self-determination of the nations*) fut répandue dans l'est de l'Europe tout comme au Proche Orient, comme un moyen tactique de mener une guerre. On tira profit que les habitants de l'empire aux nombreuses ethnies avaient négligé, eu égard au problème relié à la question des nationalités, de s'éveiller au nouvel impact d'une impulsion spirituelle qui était en train de s'ouvrir. Avec l'aide du principe collectif de nationalité, les puissances du centre devaient être explosées ou socialement mises en révolution de l'intérieur, car à Londres, Washington et Paris, on voulait radicalement reconfigurer la carte du pays par la refondation de nouveaux États, avec l'objectif de couper l'herbe sous les pieds de l'influence allemande dans cette région.

Le « droit d'auto-détermination se heurtait, dans un espace, dans lequel un grand nombre d'ethnies, de communautés linguistiques et religieuses, étaient si entrelacées les unes dans les autres dans leur vie commune, que son application mécanique devait nourrir de manière conséquente des convoitises nationalistes, des peurs et des conflits, et mener finalement à des expulsions ou des massacres. Étant donné que derrière ce slogan ne se trouvait aucune réalité idéelle, comme cela

---

développement de la recherche est-européenne en Allemagne] dans : *Osteuropa* 30 (1980), pp.657-663, ici 663 et suiv. : Fischer : *Griff nach der Weltmacht*. 110 et suiv.

<sup>24</sup> Cité d'après Fischer : *Griff nach der Weltmacht*. : p.177.

<sup>25</sup> Cité d'après Jiří Kořalka : *Deutschland und die Habsburgermonarchie 1848-1918 [L'Allemagne et la monarchie habsbourgeoise 1848-1918]*, dans : *Die Habsburgermonarchie 1848-1918 [La Monarchie habsbourgeoise 1848-1918]* édité par Adam Wandruszka, Peter Urbanitsch? Vol. VI/2; la Monarchie habsbourgeoise dans le système de relations internationales . Vienne 1993, p.150.

<sup>26</sup> Cité, *ebenda* p.150.

<sup>27</sup> Bethmann Hollweg à Hindenburg, le 29 septembre 1916; cité: *ebenda* p.151.

<sup>28</sup> Masaryk: *Die Weltrevolution [La Révolution mondiale]* 4.

<sup>29</sup> *Ebenda* 26.

allait sans tarder se distinguer par la difficulté de découvrir une formulation juridique obligatoire<sup>30</sup>, cela agit purement et simplement sur ces couches de l'être humain, dans lesquelles vivaient à fond des forces de pulsion inconscientes et le penchant aux cohérences non-individuelles des groupes.

Des deux côtés — Puissances du centre et Entente — on avait donc découvert la mise en révolution de nationalités, en tant que moyen psychologique et tactique de mener la guerre et tous deux étaient aussi prêts à engager ce moyen. Ce qui distinguait fondamentalement les efforts allemands des objectifs fixés par l'Ouest, c'était l'absence complète d'édifice idéal cohérent, d'une philosophie d'ordonnement se manifestant par avance non pas par des fantasmagories sociales-darwinistes ou des inspirations racistes, mais en pouvant au contraire compter sérieusement avec les courants de base de l'époque et poser le principe éthique dans un contexte global, un « nouvel ordre ». Avec tous les efforts d'incitations révolutionnaires — en particulier à l'est de l'Europe — l'intérêt propre, rapporté à soi se retrouvait trop nettement et trop brutalement au premier plan, pour pouvoir exercer sur chacune des nationalité une vertu d'attractivité durable.

Seuls quelques politiciens alliés seulement s'étaient préoccupés, à vrai dire déjà au commencement de la guerre, de l'idée qu'en cas de victoire sur les puissances centrales, un nouvel ordre des rapports de forces européens, sur la base du principe des nationalités était à réaliser. Par exemple, la revue *The Round Table*, l'organe d'un groupe de *lobby* pan-anglophone<sup>31</sup> — fondée en

---

<sup>30</sup> Le « droit d'autodétermination », en tant que droit de groupe est ancré dans l'art. 1 du « Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels » de l'ONU. Voir Georg Brunner : *Minderheiten und Rechte: die völkerliche Lage [Droit des minorités: la situation des peuples]*. Dans: *Nationen, Nationalitäten, Minderheiten [Nations, Nationalités, Minorités]* édité par Valeria Heuberger entre autre Vienne-Munich 1994, pp.31-54.

<sup>31</sup> Les êtres humains de ce cercle partaient (et partent encore) de l'idée que doit se former dans l'hémisphère occidental de la planète un contexte d'ensemble culturel- civilisateur, politico-social et économique. L'origine de cette idée peut être suivie dans sa forme moderne en remontant jusqu'aux années soixante-dix du 19<sup>ème</sup> siècle. Elle fut nourrie, au début, par un petit cercle d'impérialistes anglais rassemblés autour de Cecil Rhodes (1853-1902), William T. Stead (1849-1912) et Lord Alfred Milner (1854-1925) et se répandit de l'Angleterre dans l'ensemble du monde anglophone. Un but essentiel de ces personnalités consistait à travailler à l'édification d'un « Empire atlantique » anglophone sur l'impulsion de base du Roi Arthur. On voulait à l'occasion, à certains égards, reprendre ces plans d'un « royaume de paix », d'une « *Pax anglo-americana* » qu'avait déjà développée le *philosophe-magicien* John Dee (1527-1628) pour la Reine Élisabeth 1<sup>ère</sup>, laquelle prit la succession du roi Arthur en héritant (*of this*) *BRYTISH MONARCHY*, dès le milieu du 16<sup>ème</sup> siècle : *The Repaying and new Strengthening of the fowndation and Walls of TEMPLUM PACIS, or Salomons Temple, (as it were) I mean of the whole Brytish Monarchie [La réparation et la nouvelle consolidation des remparts du Temple de paix, ou Temple de Salomon, (comme il fut) Je veux dire de toute la Monarchie britannique ; John Dee : General and rare memorials pertayning to the Perfect Art of Navigation [Chronique générale et unique de l'art parfait de la navigation]*. Londres 1577, p.14. Voir aussi Charles Bowie Milican : *Spenser and the Table Round : A Study in the contemporaneous Background for Spenser's Use of The Arthurian Legend [Spenser et la Table Ronde: Une étude de l'arrière-plan contemporain de l'utilisation par Spenser de la légende arthurienne]* Cambridge/Mass. 1932 ; James Douglas Merriman : *The Flower of Kings : A Study of the Arthurian Legend in England between 1485 and 1835 [La fleur des rois : une étude de la légende arthurienne en Angleterre entre 1485 et 1835]* Lawrence/Ks.1973 ; Roberta Florance Brinkley : *Arthurian Legend in the Seventeenth Century [Légende arthurienne au 17<sup>ème</sup> siècle]* Baltimore-Londres 1932.

Avec un soutien financier de la part du *Trust* de Rhodes, dont il était le fidéicommissaire depuis 1902, Lord Alfred Milner fonda les 4 et 5 septembre 1909, dans la ville galloise Plas Wewydd sur l'île des Druides Anglesey, la patrie mythique du Roi Arthur, par un cercle de douze personnes, une nouvelle Table Ronde (*The Round Table*) qui, sous ce nom, devait travailler en « petite main » à la réforme de l'Empire britannique et à la naissance d'une communauté atlantique. Voir Carroll Guigley : *The Anglo-American Establishment. From Rhodes to Cliveden [L'Establishment anglo-américain. De Rhodes à Cliveden]*, New York 1981 ; Werner Engelmann : *Die Cecil-Rhodes Stipendien. Ihre Vorgeschichte und ihre Bedeutung für die deutschen Stipendiaten [Les bourses Cecil-Rhodes. Leur pré-histoire et leur importance pour les boursiers allemands ; Phill.Diss. Heidelberg 1965 ; Carroll Guigley : Tragedy and Hope [Tragédie et espoir]* New York-Londres 1966 ; Walter Nimocks : *Milner's Young Men. The Kindergarten in Edwardian Imperial Affairs [Les jeunes hommes de Milner: le jardin d'enfants dans les affaires impérial d'Edouard]*. Durham/N.C. 1968 ; Alex May : *The Round Table, 1910-1966* Thèse Ph.D. non publiée, Oxford 1995 ; John Kendle: *The Round Table Movement and Imperial Union [Le mouvement de la Table Ronde et l'union impériale]*. Toronto 1975; Markus Osterrieder: *Die Zukunft des Atlantischen Imperiums [L'avenir de l'Empire atlantique]*, dans *Gegenwart*, n°1-2 (2000), pp.29-35). — Le premier ministre Lloyd Georg fit connaître, en 1919, que « la *Round Table* était une communauté d'intérêts très puissante, à sa propre façon peut-être la plus puissante dans le pays. Chaque membre du groupe apportent dans les délibérations des qualités aux contours nets et importants et derrière les coulisses, ils ont beaucoup de pouvoir et d'influence. » *Lord Riddle's Intimate Diary of The Peace Conference and After, 1918-1923 [Le journal intime de Lord Riddle au sujet de la Conférence de la paix et après 1918-1923]* Londres 1933, p.330. — Et Maurice Hankey,

1909 par Lord Alfred Milner et agissant avec une influence extrême derrière les coulisses — avait fait allusion, à la manière d'un oracle, en juin 1913, qu'il pût s'avérer nécessaire pour les Slaves de l'Autriche-Hongrie de « former un nouvel État ou bien d'entrer dans une alliance quelconque, dont on ne pouvait pas le moins du monde se représenter les contours. Tout cela est un rêve, dont aucun être humain ne peut prophétiser la réalisation. »<sup>32</sup> Et des personnalités qui voyaient loin, comme Winston Churchill, prenaient en considération déjà la dissolution de la monarchie habsbourgeoise dans ses « parties constituantes » (*components parts*). Ainsi Churchill confiait-il, le 30 août 1914, quelques jours avant l'éclatement de la guerre :

« Au cas où nous sommes vainqueurs et au cas où, en tant que résultat de notre victoire l'Europe sera aussi largement que possible remaniée en considération du principe de la nationalité et en accord avec les souhaits de la population qui demeurent dans les diverses régions contestées, nous pourrions en espérer une grande détente et apaisement. »<sup>33</sup>  
Et le 25 septembre, Churchill disait au reporter du *Times*. « Nous voulons que cette guerre remette en ordre la carte de l'Europe selon des frontières nationales [...] »<sup>34</sup>

Deux hommes œuvrèrent avec une énergie particulière sur cette soi-disant « libération des peuples » par le principe de nationalité : le journaliste anglais Henry Wickham Steed (1871-1965) — qui fut redevable de sa première promotion professionnelle au bienveillant William T. Steads<sup>35</sup> — avait déjà été envoyé à Berlin, en 1896, en tant que correspondant du *Times*, car il connaissait déjà la ville où il avait séjourné pour ses études. Quand bien même, alors qu'il y était jeune étudiant, il s'était enthousiasmé pour la culture allemande, il s'y métamorphosa alors — en gros dix ans plus tard — en l'espace de quelques mois, sous l'impression du « cours nouveau adopté par les choses », en un opposant ulcéré de l'empire allemand. Il critiqua particulièrement rigoureusement ce qu'il appelait la « prussianisation [*Verpreußung*] » de l'Allemagne — la diffusion de l'esprit réactionnaire de l'aristocratie terrienne prussienne dans la société allemande. Il fut dès lors convaincu que l'empire allemand poursuivait une politique agressive, pangermaniste, qui était dirigée contre l'empire mondial britannique<sup>36</sup>. Dès lors il se mit à juger de toutes les questions européennes au travers de ces lunettes des rivalités germano-anglaises<sup>37</sup>.

De ce fondement, Steed, qui avait été envoyé à Vienne par le *Times* de 1902 à 1916, voyait la justification de l'existence de l'Autriche-Hongrie en grande partie dans la fonction de « barrage » au pangermanisme et à la « pression vers l'est », ou selon le cas, « pression vers Trieste » de l'empire allemand. À l'occasion, ses sympathies s'éveillaient pour les petits peuples slaves de la monarchie, en particulier pour les Slaves du sud, ainsi que, très généralement, un intérêt profond

---

secrétaire au cabinet de guerre, de remarquer : « Je voudrais compter le groupe *Round-Table* parmi les (cercles) les plus influents dans le moment actuel. Ils dînent tous les lundis, d'ordinaire au Major Waldorf Astor M.P., Sir Edward Carson ou bien (F.S.) Oliver Milner est le véritable chef du groupe, auquel appartiennent (Leo) Amery, Philip Kerr et l'éditeur du *Times*, Geoffrey Robinson (qui précisément à modifié son nom en Dawson), mais aussi les divers jeunes hommes qui sont reliés à la revue *The Round Table*. » Carnet de note de Maurice Hankey, 15 août 1917 ; Stephen Roskill — *Man of Secrets*, London-Glasgow 1970, p.422.

<sup>32</sup> [...] to form a new state or enter into some combination, the vaguest outline of which cannot yet be imagined. All this is a dream, the fulfilment of which no man can prophesy. — *The Balkan war and the Balance of power [La guerre des Balkans et l'équilibre du pouvoir]*, *The round Table*, n°11 (juin 1913), p.411.

<sup>33</sup> If we succeed, and if, as a result of our victory, Europe is rearranged, as far as possible with regard to the principle of nationality and in accordance with the wishes of the people who dwell in the various disputed areas, we may look forward to a great relaxation and appeasement. — Cité d'après Kenneth J. Calder: *Britain and the Origins of the New Europe 1914-1918 [La Grande Bretagne et les origines de l'Europe nouvelle 1914-1918]*, Cambridge USA 1976, p.16.

<sup>34</sup> We want this war to settle the map of Europe on national lines [...] — Cité d'après Harry Hanák: *The government, The Foreign Office and Austria-Hungary, 1914-1918 [Le gouvernement, le ministère des affaires étrangères et l'Autriche-Hongrie, 1914-1918]*. Dans *Slavonic and East European Review* 47 (1969), pp.161-197, ici 161.

<sup>35</sup> Frederick Whyte : *The life of William T. Steads. [La vie de W.T. Stead]* vol. 1-2. Londres 1925, ici le vol.2, p.358.

<sup>36</sup> Peter Schuster : *Henry Wickham Steed und die Habsburgermonarchie [Henry Wickham Steed et la monarchie habsbourgeoise]*, Vienne-Cologne- Graz 1970, pp.12 et suiv.

<sup>37</sup> Voir Thomas Angerer : *Henry Wickham Steed, Robert Seton-Watson und die Habsburgermonarchie.Ihr Haltungswandel bis Kriegsanfang im Vergleich. [Henry Wickham Steed, Robert Seton-Watson et la monarchie habsbourgeoise Son changement d'attitude en comparaison jusqu'au début de la guerre]*. Dans : *Communications de l'Institut pour la recherche historique autrichienne* 99 (1991), pp.435-473, ici pp.404 et suiv.

pour la problématique de nationalité dans la monarchie danubienne<sup>38</sup>. Il croyait que la seule et unique possibilité de survie de la monarchie consistât dans la structure « d'une maison slave avec une façade allemande » ; cette déclaration lui rapporta la critique de la presse autrichienne qui lui reprocha de vouloir « jouer l'apôtre slave en concurrence de Cyrille et Méthode de notre siècle »<sup>39</sup>. Avec Tomáš G. Masaryk, alors professeur à l'Université de Prague, Wickham Steed entretenait depuis 1907 des relations amicales : « Je me sentis instinctivement attiré par lui, quoique nous ne pussions échanger, en ces premiers jours-là de notre connaissance, à peine plus qu'une douzaine de phrases quotidiennes.<sup>40</sup> » Il avait fait la connaissance « des Croates Ante Trumbi et Frano Supilo, dès 1904. Avec des politiciens de l'Europe entière, il devint une sorte « d'ambassadeur sans portefeuille de l'empire britannique »<sup>41</sup>. Les politiciens britanniques accordaient entre temps une créance plus grande aux reportages de Steed qu'aux présentations de leurs propres ambassadeurs<sup>42</sup>.

Le second pionnier du principe de nationalité fut l'écossais Robert William Seton-Watson (1879-1951), qui avait achevé ses études d'histoire au Nouveau Collège universitaire d'Oxford. Son mentor y avait été l'historien connu H.A.L. Fischer, qui appartenait, depuis à peu près 1899, au cercle autour de Milner et plus tard devint fidéicommissaire du *Trust Rhodes*. Seton-Watson était un ardent patriote écossais, qui voyait dans la vie communautaire de l'Angleterre, de l'Écosse et du Pays de Galle, au sein d'une même union politique, comme un exemple réussi de résolution des conflits nationaux ; ainsi s'éveilla en lui, dans sa 25<sup>ème</sup> année, un intérêt particulier pour le problème des nationalités dans le monarchie habsbourgeoise. Si, au commencement, les Magyars lui apparurent particulièrement sympathiques, il revint complètement désillusionné d'un voyage qu'il fit dans la moitié hongroise de l'empire ; au contraire des affirmations de ces connaissances hongroises qu'il n'existait aucune sorte de conflit entre les groupes ethniques, et il dut constater que la politique des nationalités hongroises était hypocrite, cynique et brutale<sup>43</sup>. Avec le temps, il s'appropriâ la connaissance des langues magyar, roumaine, serbo-croate, tchèque et slovaque. D'abord il étudia la situation des Slovaques et des Roumains dans le royaume de Hongrie ; après 1908, il commença à se tourner également sur ce qu'on appelait la « question des Slaves du sud ». Il croyait encore que l'idée d'une unité serbo-croate n'était réalisable que dans le cadre de la monarchie et il salua, à partir de cette raison aussi, l'annexion de la Bosnie Herzégovine. Il tenait l'État serbe pour « corrompu et incapable de fond en comble ». Une union des Slaves du sud sous une direction serbe n'était à réaliser pour lui que par la dissolution de la monarchie, ce qui eût dû forcément entraîner une période « d'agitations et de soulèvements continus » ce qui eût signifié la victoire de l'Est (de l'Orient) sur l'Ouest de civilisation supérieure<sup>44</sup>. Mais si les politiciens autrichiens — comme le successeur au trône Franz Ferdinand, avec le cercle duquel il noua des relations personnelles — parvenaient à mener à bout une réforme de l'empire sur la base du dualisme, alors, inversement, la Serbie devait s'allier à la monarchie habsbourgeoise.

Pour Seton-Watson aussi, les procès sensationnels d'Agram [Zagreb, en allemand, *ndt*] en 1909, amenèrent ses premiers doutes sur le travail de réforme de la monarchie. Il suivit attentivement les activités de Tomáš G. Masaryk, qu'il avait rencontré pour la première fois le 9 juillet 1907 ; en outre quelques-uns de ses meilleurs amis slaves, étaient Svetozar Pribičević ou Stjepan Radić, anciens élèves de Masaryk. Dans les années qui suivirent, Seton-Watson évolua et devint l'un des meilleurs

<sup>38</sup> Schuster : *Henry Wickham Steed und die Habsburgermonarchie*. Pp.20 et suiv.

<sup>39</sup> *Neue Freie Presse*, 20 juin 19110 ; Cité *ebenda*, p.75.

<sup>40</sup> Henry Wickham Steed : *Trente ans durant, 1892-1922 ?* vol.1-2. Garden City/N.Y. 1922, ici vol.1, p.263.

<sup>41</sup> Emanuel V. Voska, Irvin Voska : *Spy and counterspy [Espionnage et contre-espionnage]*. New York 1940, p.20.

<sup>42</sup> Voir Harry Hanák : *Die Einstellung Großbritanniens und der Vereinigten Staaten zu Österreich(-Hungarn) [La position de la Grande-Bretagne et des États-Unis à l'égard de l'Autriche(-Hongrie)]* Dans : *Die Habsburgermonarchie 1848-1918*. Édité par Adam Wandruszka, Peter Urbanitsch. Vol. VI/2 : « La monarchie habsbourgeoise dans le système des relations internationales ». Vienne 1993, p.563.

<sup>43</sup> Steed manifesta sa colère à l'encontre des Magyars : « Ils m'ont menti ! Ils m'ont menti ! » Cité d'après Angerer : *Henry Wickham Steed, Robert Seton-Watson et la monarchie habsbourgeoise* p.457.

<sup>44</sup> Seton-Watson à Ivo Lupis-Vukić, 17 octobre 1909. *Robert W. Seton i jugoslaveni Korrespondencija 1906-1941*. Édité par Institut za hrvatsku povijest, Gritisch Academy, Vol. 1-2, Zagreb- Londres 1976, ici vol.1, p.51.

connaisseurs de la problématique des nationalités de l'Autriche-Hongrie<sup>45</sup>. Par d'autres voyages en Serbie et Macédoine, où il fit, entre autre, la connaissance du ministre serbe de l'intérieur Stojan Protić et le premier ministre Nikola Pašić, il modifia peu à peu sa position vis-à-vis de la direction de l'État serbe de manière positive.

Après l'assassinat du successeur au trône, Franz Ferdinand, à Sarajevo, Seton-Watson perdit tout espoir de renouvellement intérieur de la monarchie, bien qu'il fût encore convaincu que « l'homme peut périr, mais l'idée ne peut pas mourir. La mission des Habsbourg est plus évidente que jamais.<sup>46</sup> » Le 30 juin 1914, il laissa transparaître dans une lettre combien il était bouleversé par la mort de l'archiduc :

« Je peux affirmer sans exagérer que sa mort [...] réduit à néant tous mes plus précieux espoirs et que pour la première fois dans ma vie, je vois venir l'avenir avec désespoir.<sup>47</sup> »

Dans ces jours-là, il devait avoir acquis la conviction qu'une solution au problème des nationalités devait désormais réussir de l'extérieur. Immédiatement après le début de la guerre, le 6 août 1914, il confia à son épouse May :

« Les solutions, auxquelles j'ai adhéré pendant des années — sud-slaves, hongroises — sont mortes avant-hier, vers minuit, d'une mort naturelle ou bien de la plus innaturellement extraordinaire. Désormais l'État d'une grande Serbie est inévitable — et nous devons le créer. [...] Dalmatie, Bosnie, Croatie, Istrien doivent être réunies avec la Serbie ; [...].<sup>48</sup> »

Il était pourtant conscient de tout le tragique de la situation, comme en témoigne une lettre qu'il adressa le 28 octobre à une connaissance roumaine :

« Si mon amie [l'Autriche-Hongrie] s'adonne au suicide, après que je l'ai mise en garde et suppliée de ne pas le faire, Il ne me reste rien d'autre que de l'enterrer ! Et telle est mon attitude actuelle vis-à-vis de l'Autriche.<sup>49</sup> »

Ainsi les deux amis Steed et Seton, à partir de considérations et de motivations très différentes, tirèrent-ils la résolution identique, de mettre leurs connaissances au service du gouvernement. Grâce aux bons contacts entretenus avec Steed, Seton-Watson fut en mesure, en septembre 1914, de se présenter à Sir Georg Clerk, un fonctionnaire expérimenté du *Foreign Office*<sup>50</sup>. En même temps, Seton prit part à un cercle informel de discussions auquel appartenaient, entre autre, Frederyck Whyte, l'historien George Trevelyan et Harold Temperley ainsi que les membres de la *Round-Table* : Lionel Curtis (1872-1955), Philipp H. Kerr (par la suite Lord Lothian, 1882-1940) et Alfred Zimmern (1879-1957) — Ces derniers étaient de vieilles connaissances de l'époque du *New College* universitaire.<sup>51</sup>

D'une manière analogue à son ami Steed, Seton-Watson croyait en une Europe démocratique future des nations. Au-delà pourtant, il voulait intégrer la Russie dans cette « nouvelle Europe », pour, de cette façon, surmonter le fossé vieux d'un millénaire entre l'est-orthodoxe et l'ouest-latin. Il voyait la mission historique des petits peuples slaves du sud-est et du sud de européens dans leur fonction de trait d'union entre Grande-Bretagne et Russie, cela voulait dire aussi cependant dans les

---

<sup>45</sup> Il rédigea à l'époque entre autre: *The future of Austria-Hungary* (Londres 1907) ; *Racial Problems in Hungary* (Londres 1911) ; *The South Slav Question and the Habsburg Monarchy [La question des Slaves du sud et la monarchie austro-hongroise]* (Londres 1911); *Absolutism in Croatia* (Londres 1912).

<sup>46</sup> *The man perish, but the idea cannot die. The mission of the Habsburgs is more obvious then ever.* — **Contemporary Review**, août 1914; cité d'après Harry Hanák: *Great Britain and Austria-Hungary during the First World War. A Study in the Formation of Public Opinion [La Grande Bretagne et l'Autriche-Hongrie pendant la première Guerre mondiale. Une étude sur la formation de l'opinion publique]*. Londres et autre 1962, p.30.

<sup>47</sup> Robert W. Seton-Watson i *Yujoslaveni*, vol. I, p.165.

<sup>48</sup> *The solution I have evocated for years — South Slav, Hungarian — died a natural, or rather a most unnatural death et midnight before last. From now onwards the Great Serbian State is inevitable; and we must create it.[...]Dalmatia, Croatia, Istria must be united to Serbia; [...]* — Hugh et Christopher Seton-Watson: *The Making of a New Europe. R.W. Seton-Watson and the Last Years of Austria-Hungary [La fabrication d'une nouvelle Europe. R.W. Seton-Watson et les ultimes années de l'Autriche-Hongrie]* Londres 1981, pp.101 et suiv.

<sup>49</sup> *If my Friend commits suicide, after I warned him and besought him not to do so, then there is nothing left but to bury him! And that is my present position towards Austria.* —Cité d'après Angerer: *Henry Wickham Steed, Robert Seton-Watson et la monarchie habsbourgeoise* p.470.

<sup>50</sup> Calder : *Great Britain end the Origins*, p.20.

<sup>51</sup> Seton-Watson : *Making of a New Europe*, p.105.

contrées sur lesquelles l'influence britannique pouvait se faire valoir sous l'évitement de l'espace économique allemand en Russie :

« Les Slaves du sud, et on devrait y adjoindre les habitants de la Bohême, sont nos alliés naturels en tant que médiateurs entre la Grande-Bretagne et la Russie, entre la Grande Bretagne et le grand monde slave du penser et de la politique, qui finalement peu à peu s'approche de nos propres capacités d'entendement.<sup>52</sup> »

Seton-Watson considérait cela comme une mission, et pareillement aussi Henry Wickham Steed, de remédier à la méconnaissance de l'opinion publique britannique et de son gouvernement sur les données géographiques et nationales de l'espace danubien. Tous deux avaient reconnu que le nouvel ordonnancement de l'Europe centrale selon le principe des nationalités devait être rattaché aux intérêts de puissance mondiale de l'empire, pour faire avancer, en Angleterre surtout, des intérêts durables. Les efforts des mouvements nationaux étaient à présenter de sorte que les objectifs de guerre des Alliés semblassent identiques et que l'on eût à configurer la propagande pour les petits peuples de l'est et du sud-est de l'Europe sur un point de vue qui prît en compte l'hégémonie globale et les intérêts commerciaux de l'empire britannique. En tant que première étape, on voulut nouer des contacts personnels entre les dirigeants de chaque mouvement national et les alliés politiques et épuiser ainsi toutes les possibilités d'une manière psychologique de conduire la guerre.

Robert Seton-Watson et Henry Wickham Steed, par suite de leurs arguments, attiraient sur ces entrefaites l'attention sur la « poussée allemande vers l'est [l'obscur instinct de Goethe, *ndt*] » et sur la menace qui pesait sur les colonies britanniques par le projet de ligne de chemin de fer « Berlin-Bagdad ». Avec cela, ils se rattachaient aux publications françaises d'André Chéradame et de George Weills<sup>53</sup>, ainsi qu'aux journalistes pamphlétaires qui, depuis le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, avaient mis en garde contre le « danger allemand »<sup>54</sup>. Dans sa revue de propagande *What's at Stake in the War*, Seton-Watson parla, pour la première fois en 1915 d'une « nouvelle Europe », dans laquelle devait être garantie par l'Angleterre — la puissance protectrice —, aux nations, libérées du joug allemand ou turc, « une liberté linguistique et culturelle totale »<sup>55</sup>.

## La nouvelle Europe

La propagande acquit une autre dimension lorsque Tomáš G. Masaryk la posa sur un fondement argumentatif, à la fois moral et de science sociale. Pour Masaryk, continuer de séjourner dans la Prague habsbourgeoise était devenu trop dangereux. Il se résolut donc à déplacer l'activité de propagande, dans sa totalité, en exil à l'Ouest. Ainsi abandonna-t-il son épouse américaine, qu'il ne revit qu'après la guerre et, traversant la Suisse et l'Allemagne, il se rendit dans les Îles britanniques. Le soir du 18 avril 1915, — en possession d'un passe-port serbe, que lui avait remis l'ambassadeur du royaume de Serbie — il arriva à la gare londonienne de *Charing Cross*, en compagnie de sa fille Olga. Seton-Watson s'en souvenait :

« C'était une nuit gâtée par la pluie, la gare était sombre et mal éclairée. Il n'y avait pas de porteurs et c'est seulement avec bien de la peine que nous traînâmes derrière nous deux lourdes

---

<sup>52</sup> *The Southern Slavs, and it should be added the Bohemians, are our naturally allies, as the intermediaries between Britain and Russia, between Britain and the great Slavonic World of thought and politics which is at last coming more nearly into our ken.* — Lettre au *Times*, 23 avril 1915; cité d'après Nanák: *Great Britain and the Austria-Hungary*, p.34.

<sup>53</sup> Dans son ouvrage, *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du 20<sup>ème</sup> siècle*, (Paris 1907), André Chéradame mettait en garde devant les soi-disant conséquences du projet de voie ferrée Berlin-Bagdad : « Projetée sans interruption de Hambourg jusqu'au golfe Persique, la puissante voie ferrée relierait Berlin à l'Orient lointain. Alors le gigantesque rêve du *Kaiser* Guillaume II sera accompli. Sur la base de son énergie et de sa richesse économique, l'Allemagne règnera sur le monde. » (p.553).

<sup>54</sup> Voir aussi Wolfgang Wippermann : *Der „Deutsche Drang nach Osten“. Ideologie und Wirklichkeit eines politischen Schlagwortes* [„L'obscur instinct allemand vers l'est“. *Idéologie et réalité d'un slogan politique*], Darmstadt 1981, pp.47-59.

<sup>55</sup> Robert Seton-Watson : *What's at Stake in the War* [*Quel est l'enjeu de la guerre*] Londres 1915 ; voir aussi Kalvoda/ *The Genesis of Czechoslovakia*, p.112.

caisses le long du quai : elles contenaient un arsenal d'armes soigneusement choisies pour la propagande qu'il était venu activer. »<sup>56</sup>

Deux jours après, seulement, Masaryk rencontra Sir George Clerk au *Foreign Office*, grâce à l'intromission de Seton. Le 3 mai, il put transmettre au sous-secrétaire d'état le premier mémorandum programmatique, *Independent Bohemia [Bohême indépendante]*. Masaryk se gagna la confiance des Britanniques au prix de matériels militaires secrets, que ses agents avaient dérobés dans la résidence du ministre de l'intérieur autrichien Heinold<sup>57</sup>. De tous les émigrants slaves, Masaryk fut assurément le personnage qui pouvait au mieux pénétrer par le sentiment les habitudes de penser de la politique britannique. Cet homme, né en Moravie, se sentait en Europe occidentale comme dans sa véritable « patrie spirituelle ».

« Moi-même, en tant que grand opposant à la philosophie allemande, j'ai toujours aspiré ardemment à m'instruire des Anglais et des Français [...]. Je me souhaitais que les Tchèques regardassent plutôt les peuples non germaniques que les Allemands et d'autant plus que cela concernait la philosophie »<sup>58</sup>. « Si je devais dire quelle culture je tiens pour la plus haute, alors je dirais ; celle anglo-américaine. [...] J'ai constamment apprécié la culture allemande, mais je m'y suis rarement senti chez moi. Je ne pouvais pas m'enthousiasmer. »<sup>59</sup>

Il maîtrisait la langue anglaise, connaissait la culture, la philosophie et la littérature du pays et se sentit bientôt chez lui à Londres. Très maître de soi, avec sa prestance remplie de noblesse, presque aristocratique, il apparut aux yeux de la *Upper Class* comme l'un des leurs.

En septembre 1914, Seton-Watson avait déjà fait le compte, à l'instar de rubriques, la manière dont Masaryk se représentait la méthodologie de la future progression à adopter :

« 1. En tant que principe : le rôle de l'Angleterre dans le règlement à venir devait être « l'œuvre du penser politique » (*The brain policy*). Elles [Les Îles britanniques] devaient disposer d'un plan et l'opinion publique européenne devait en être informée. De ce fait, 1. l'évolution des événements devait être indiquée, et 2. Les sympathies de l'Europe devaient être conquises. Ceci devait à présent se produire. »<sup>60</sup>

Dans son premier mémorandum déjà, *Independent Bohemia [Bohême indépendante]*, que Masaryk établit pour le *Foreign Office*, en avril 1915, la partie prédominante y était déjà contenue. En tant que but de guerre des Alliés auquel il fallait s'efforcer, il y désigna la « libération et la liberté des petits États et peuples slaves » (*liberation and freedom of the small states and nations*) dans une Europe rénovée (*Europe regenerated*). Toute l'évolution politique de l'époque moderne, selon Masaryk, tend, pour préciser, à l'individualisation, ce qui, pour les peuples, signifie la même chose que l'érection d'un État national. Le principe national représente, pour cette raison, une vertu/force (*force*) formatrice de l'histoire. L'Autriche se met en travers de cette voie, car son importance ancienne — en tant que bastion contre les Turcs — est dépassée par l'époque, elle a perdu son « idée souveraine » (*ruling idea*) et est incapable de formuler d'elle-même de quelconques idées positives. C'est pourquoi l'Autriche, entravée dans son catholicisme rigidifié, est déchue au rang de vassale de cet « instinct obscur vers l'Est », avec lequel l'empire allemand du Kaiser, dominé par l'esprit de la Prusse, aspire conséquemment vers l'Orient et vers l'Asie. L'objectif de guerre des Îles britanniques devrait pour cette raison être la dissolution de l'Autriche, car seulement de cette façon l'Allemagne agressive pourrait en être affaiblie de manière décisive. Les États slaves nationaux qui en prendraient naissance « La Bohême [à l'inclusion de la Slovaquie] et la Serbo-Croatie » représenteraient une barrière sûre contre tout autre pénétration

<sup>56</sup> Robert Seton-Watson : *Masaryk en Angleterre*, Cambridge 1943, p.60.

<sup>57</sup> Kalvoda : *The genesis of Czechoslovakia*, pp.54 et suiv. Edvard Beneš: *Der Aufstand der Nationen. Der Weltkrieg und die Tschechoslowakische Revolution [Le soulèvement des nations. La guerre mondiale et la révolution tchécoslovaque]* Berlin 1928, p.13 ; voir aussi *Weg von Österreich ! Das Weltkrieg von Masaryk et Beneš im Spiegel ihrer Briefe und Aufzeichnungen aus den Jahren 1814 bis 1918. Eine Quellen Sammlung. [Hors de l'empire de l'est (Autriche)! La guerre mondiale de Masaryk et Beneš dans le miroir de leurs lettres et notes des années 1914 à 1918.*

<sup>58</sup> Masaryk à A.V. Šembera, 28 novembre 1876 ; cité d'après Hoffmann : *T.G. Masaryk et la question tchèque*, I, p.67.

<sup>59</sup> Tomáš G. Masaryk: *La nouvelle Europe. Le point de vue tchèque* Berlin 1922, p.89.

<sup>60</sup> (1) *As principle : The role of Britain in the future settlement should be « the Brain policy ».* *She should have a plan, and the European public ought to know it. This will* (2) *win the sympathies of Europe. This ought to come now.* — Cité d'après Seton-Watson: *Masaryk en Angleterre*, p.48.

allemande ; avec l'aide d'un corridor au travers de la Hongrie occidentale [l'actuel Burgenland], qui devrait s'unir à la *Bohême* et à la *Serbo-Croatie*, on renforcera encore cette fonction de verrou. L'État de « Bohême » devrait encore enclore la partie slovaque de la contrée hongroise de la Couronne d'Étienne. En outre, les Alliés devraient fragmenter l'empire Ottoman et résoudre le problème du monde islamique, car « L'Angleterre est une plus grande puissance islamique que la Turquie. <sup>61</sup> »

Cela allait de soi, pour Masaryk, que tous les ressortissants de l'espace d'expression serbo-croate, malgré leurs différences confessionnelles, culturelles et historiques, représentaient « idéellement » un seul et unique peuple yougoslave ; on n'avait besoin que « d'éveiller » ces êtres humains à ce discernement. L'existence d'un peuple tchécoslovaque, lui semblait tout aussi naturelle : « Les Slovaques sont des Tchèques, et ceci malgré le fait qu'ils utilisaient leur dialecte en tant que langue écrite. » Six ans plus tard, en 1921, Masaryk s'affirmait comme président de la première République Tchécoslovaque (ČSR) :

« Il n'y a pas de nation slovaque. C'est une invention de la propagande magyar. Les Tchèques et Slovaques sont frères. Seul le niveau culturel les sépare, parce que ces derniers ont été systématiquement maintenus par les Magyars dans l'absence de savoir. Nous créons des écoles slovaques. On doit en attendre les résultats ; dans une génération, il n'y aura plus aucune différence entre les ramifications de nos familles nationales. <sup>62</sup> »

Pourtant les Slovaques, en tant que paysans montagnards assujettis à la couronne hongroise, pendant un bon millier d'années, avaient traversé une autre évolution de vie et formé une autre disposition d'âme que leurs voisins, en Bohême et Moravie, fortement imprégnés, quant à eux de germanisme. Masaryk se sentait, quant à lui, par contre, conforté dans sa conception, parce que lui-même provenait de la « Slovaquie morave » (*Moravské Slovácko*), cette contrée morave du sud, qui, dans sa langue et ses traditions, forme la transition vers la Slovaquie occidentale ; en outre, son père avait été slovaque <sup>63</sup>.

Les propositions territoriales de Masaryk s'enracinaient certes sur le principe de détermination ethnique, il recourait nonobstant toujours ensuite au droit historique, lorsque ses idées venaient contrarier les critères ethniques. Ainsi refusa-t-il, pour des raisons historiques, juridiques-étatiques et économiques, le partage des contrées de la couronne bohémienne de Venceslas le long de la frontière linguistique et pensait qu'il valait mieux que trois millions d'Allemands y vécussent, en tant que minorité, dans une région non-germanique, que dix millions de Tchèques et de Slovaques dans une grande ville allemande. <sup>64</sup>

C'est ainsi que se multiplièrent à partir de 1915/16, sous l'influence de Seton et de Masaryk et aussi à l'intérieur de la direction d'État anglaise, ces atmosphères en attente de paix séparées qui pressaient à l'application conséquente du principe des nationalités, ce qui devait nécessairement entraîner derrière soi le démantèlement complet de la monarchie multiethnique. Avec les représentants de la première orientation, ils s'accordaient nonobstant sur le fait que toute manière d'avancer, quand bien même encore de quelle nature qu'elle fût, dût finalement servir à écarter l'influence allemande sur les Slaves et à garantir, en procurant à l'empire des avantages stratégiques, un ordonnancement à long terme dans l'espace danubien, au sens d'une *Pax Britannica*. <sup>65</sup>

---

<sup>61</sup> *Independent Bohemia*, dans : Seton-Watson : *Masaryk in Englan*, pp.117-134.

<sup>62</sup> Interview avec *Le Petit Parisien*, 14 septembre 1921 ; cité d'après Carol S. Leff : *National Conflict in Czechoslovakia. The Making and Remaking of a State [Conflit national en Tchécoslovaquie. Faire et refaire un État, 1918-1987]*. Princeton, 1988, p.138.

<sup>63</sup> L'origine de Masaryk n'est pas totalement claire. Sa mère, Thérèse Kropaczek était d'origine germano-morave et était cuisinière de la maison Brünner de l'éminente famille judéo-allemande Redlich. Alors qu'elle était enceinte, elle épousa le cocher slovaque, de plusieurs années plus jeune qu'elle, Josef Masaryk. Ceci ne fut jamais démenti par Tomáš Masaryk lui-même, tant qu'il vécut, par contre, les hagiographes tchèques ont violemment combattu jusqu'à aujourd'hui les conjectures selon lesquelles, il fut en vérité l'enfant illégitime de Nathan Redlich, et donc d'origine germano-morave par ses deux familles parentales. Voir Hoffmann : *T.G. Masaryk et la question tchèque*, vol. I, pp.37 et suiv.

<sup>64</sup> Masaryk : *La révolution mondiale*, p.461.

<sup>65</sup> Voir Fest : *Paix ou partition*, p.181.

Au début de 1916, Masaryk écrivit à Seton-Watson : « Je t'ai dit un jour que les gens de la *Round-Table* devraient avoir une feuille hebdomadaire critique à leur disposition.<sup>66</sup> » En avril 1916, il caractérisa à Henry Wickham Steed, comme tâche revenant à la revue planifiée, d'offrir un organe de presse commun à toute l'Europe pour les propagandistes :

« Dans les pays alliés, des groupes de personnes compétentes seront formés ; ces groupes s'efforceront de rester étroitement en contact entre eux, afin que leur influence, au moyen de l'opinion publique, puisse s'ensuivre simultanément et en accord dans chacun des pays. »<sup>67</sup>

Le premier numéro de la nouvelle revue, qui reçut le titre plein de promesses *The New Europe* [*La Nouvelle Europe*], parut finalement le 19 octobre 1916. Outre Seton et Steed, Masaryk, Ronald Burrows et A. Frederick Whyte apparaissaient comme fondateurs. Jusqu'à son arrêt en octobre 1920, *La Nouvelle Europe*, parut, à raison de 2500 exemplaires, en s'imposant comme l'une des publications les plus influentes en Angleterre, mais aussi en France, Italie et aux USA, où elle rencontra un large lectorat dans les milieux intellectuels et politiques. Seton écrivit en novembre 1916 :

« *La Nouvelle Europe* a été fondée pour mettre à disposition le matériau nécessaire à un schéma défini d'un nouvel ordre et proposer aux peuples comme aux gouvernements des Alliés les grandes lignes d'après lesquelles l'Europe future devrait être édifiée.<sup>68</sup> »

La revue fut alors le seul et unique organe de presse, qui se consacrait exclusivement à la politique extérieure, avec comme point capital l'Europe de l'est. Les commentaires et articles éditoriaux passaient pour si approfondis et les informations si bien explorées, que *La Nouvelle Europe* fut bientôt considérée comme une autorité structurant l'opinion dans ce domaine. De nombreux collaborateurs de la revue occupaient des postes gouvernementaux ; parmi les auteurs on comptait — outre ceux nommés ci-dessus — des noms illustres tels que Sir Arthur Evans, James G. Frazer, Halford J. Mckinder, Bernard Pares, André Chéradame, Louis Eisenmann, André Tardieu, Take Ionescu, Nicolae Iorga Jovan Civijč, Petr Struve et Pavel Vinogradov.<sup>69</sup> Le page de titre de la revue citait la devise guerrière : *Pour la victoire intégrale*. La victoire seulement, telle était la conviction du rédacteur, pouvait assurer l'avenir de paix de l'Europe sur la base de la démocratie et du principe des nationalités.

Le 7 août 1916, les fonctionnaires sir William Tyrrell et sir Ralph Paget furent chargés par le *Foreign Office* de rédiger un mémorandum, qui était censé établir un règlement pour le cas d'une dissolution de l'Autriche-Hongrie. Tyrrell et Paget croyaient que l'Allemagne représenterait aussi après la guerre un élément « brutal et agressif » pour l'Europe. Sur cette base, il recommandèrent au gouvernement la dissolution de l'empire habsbourgeois selon le principe des nationalités, puisqu'il ne pourrait jamais se libérer de l'hégémonie de l'Allemagne. Particulièrement importante était la création d'une forme d'État yougoslave :

« Nous sommes d'avis que la Grande Bretagne devrait de toute façon encourager et favoriser l'union de la Serbie, du Monténégro et des Slaves du Sud, dans le cadre d'une puissante fédération étatique et certes en considération de la barrière qui en résulterait ainsi contre toute pénétration allemande vers l'Est. »

Cet État futur des Slaves du sud devrait prendre une attitude résolument pro-britannique. En outre, ils se prononçaient aussi en faveur d'une Pologne indépendante, en tant qu'État-tampon entre

---

<sup>66</sup> *I once told you that the Round Table men should have a critical Weekly.* — Seton-Watson: *Masaryk en Angleterre*, p.76; Voir aussi Eric Goldstein: *The round Table and the New Europe* [*La Table Ronde et la nouvelle Europe*, dans: *The Round Table, the Empire — Commonwealth and British Foreign Policy* [*La Table Ronde et l'empire — Commonwealth et politique étrangère britannique*], Édité par Andrea Bosco, Alex May. Londres 1997, pp.437-450.

<sup>67</sup> *Groups of competent persons are now being formed in the principal Allied countries ; these groups will endeavour to keep in close touch with each other so that their influence upon the public opinion and, through public opinion, their pressure upon the governments of their respective countries may be concordant et simultaneous.* — Steed: *Through Thirty Years* [*Au travers trente ans*], vol.II, p.385

<sup>68</sup> *The New Europe has been found to provide material for a definite scheme of reconstruction, and to suggest to both the Allied peoples and their Governments the broad lines upon which the Europe of the future should be built.* — *The New Europe* vol. N°4 (9 novembre 1916), pp.97 et suiv.

<sup>69</sup> Voir Hanák : *Grande Bretagne et Autriche-Hongrie*, p.188 ; Harry Hanák : *La nouvelle Europe, 1916-1920*, dans *The Slavonic and East European Review* [*la revue slave et est-européenne*] 39 (1961) , pp.369-399.

l'Allemagne et la Russie, qui pourrait entrer dans une fédération avec la Bohême. Tyrrell et Paget reprirent l'assertion de Seton et de Masaryk selon laquelle la cause des nationalités serait pleinement identique avec les intérêts britanniques universels. Des règlements territoriaux devraient en principe « être conduits selon les circonstances en général et les intérêts britanniques en particulier. » C'est pourquoi le mémoire exprimait la réserve suivante :

« Nous ne sommes pas censés aller si loin avec le principe des nationalités en renforçant outre mesure un État qui, pour l'avenir de la paix en Europe, représenterait éventuellement un foyer de conflits. »<sup>70</sup>

Il était ainsi évident, rien qu'en considération des mosaïques circonstanciées du peuplement et des innombrables mariages mixtes, un « droit d'autodétermination », interprété au surplus d'une manière absurde, ethnique et collective, était en tout premier lieu compris comme un instrument pour mener à bonne fin ses propres intérêts politiques. Car les hommes d'état britanniques n'étaient que par trop conscients du danger de « balkanisation », c'est-à-dire de la naissance de petits États se combattant constamment les uns contre les autres, suscitant des envies de revanche. Les nationalismes devaient être instrumentalisés et canalisés pour ses propres stratégies d'intérêts. Seules ces ethnies-là devaient « s'autodéterminer » qui « convenaient » au règlement de paix occidental à venir. L'Ukraine, pour ne donner qu'un exemple, « ne convenait pas ». À aucun moment, les hommes d'état britanniques, après la Révolution de 1917, ne soutinrent sérieusement l'idée de reconnaître l'existence d'une Ukraine indépendante de la Russie. Elle passait pour « fiction » allemande, en tant que pierre de construction allemande d'un plan d'ordre pangermaniste. *La Nouvelle Europe*, donna le ton sur ce point : « Race, histoire et Tradition exigent que les Russes et Ukrainiens dussent vivre dans une union politique et économique la plus étroite<sup>71</sup> ». Pour Masaryk aussi, il était exclu de reconnaître une Ukraine indépendante « en dehors du cadre juridique de la Russie, en tant qu'État authentique en droit » : « Cela me contrarie totalement. », disait-il. En février 1918, il apostilla même l'occupation de l'Ukraine par les Bolcheviques, car disait-il : « en articulant de nouveau l'Ukraine à la Russie, elle se trouve ainsi plus proche de notre objectif ». C'est pourquoi il interdit aux soldats de la Légion tchécoslovaque, qui étaient cantonnés dans la Kiev ukrainienne, d'avancer militairement à la rencontre de l'armée rouge<sup>72</sup>.

La présentation de Masaryk de l'articulation ethnique-nationale dans l'est et le sud de l'Europe (Polonais Tchèques-Slovaques, Yougo-slaves, Magyars et Roumains) fut reprise par les fonctionnaires du *Foreign Office* dans une mesure croissante comme échelle d'évaluation de la politique britannique des nationalités. Les représentants décisifs de la « nouvelle Europe » ne se trouvaient pas le plus souvent au niveau directionnel, mais au contraire parmi les fonctionnaires des ministres en service au niveau moyen et supérieur ainsi que parmi des « experts » académiques<sup>73</sup>. Malgré la propagande massive de la revue *La Nouvelle Europe*, le gouvernement britannique demeura nonobstant ouvert, jusqu'au début de l'année 1918, aux deux options (paix séparée avec la monarchie habsbourgeoise ou bien soutien au principe des nationalités), sans prendre de résolution irréversible<sup>74</sup>.

À la direction du gouvernement britannique, diverses manières tactiques de procéder contre les puissances centrales faisaient l'objet de discussions depuis les premiers jours de la guerre. On y était unis sur le fait que l'endiguement de l'influence allemande dans le continent européen (on parlait de *prussianism*) était le plus grand des objectifs de guerre à poursuivre. Sir Eyre Crowe avait

---

<sup>70</sup> *We should not push the principle of nationality so far as unduly to strengthen any state which is likely to be a cause of danger to European peace in the future.* — “Base suggérée d'un règlement territorial en Europe”, Cabinet Office 272/48, cité d'après Calder; *La Grande Bretagne et les origines de la nouvelle Europe*, pp.94 et suiv.; Hanák: *Le gouvernement, le Foreign Office et l'Autriche-Hongrie*, pp.168 et suiv., voir Kalvoda : *Le genèse de la Tchécoslovaquie*, pp.115 et suiv.

<sup>71</sup> *Race, history, and tradition demand that Russians and Ukrainians should live together in the closest political and economical ties.* — *The New Europe*, Vol. V, n°64 (3 janvier 1918), p.372.

<sup>72</sup> Voir Kalvoda : *Le genèse de la Tchécoslovaquie.*, pp.232 et suiv. ; pp.242 et suiv.

<sup>73</sup> Calder : *La Grande Bretagne et les origines de la nouvelle Europe*, p.215 et suiv.

<sup>74</sup> Voir Fest : *paix ou partition* ; Hanák : *Grande Bretagne et Autriche-Hongrie*, pp.272 et suiv. ; Calder : *La Grande Bretagne et les origines de la nouvelle Europe*, pp.143 , 213.

insisté, dans un mémorandum, dès le 5 août 1914, que l'on devait enceindre l'Allemagne et l'Autriche « d'une clôture » consistant en un cercle de nouveaux États afin de la couper « du reste du monde »<sup>75</sup>.

Avant toute chose, l'alliée la plus importante de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, devait être écartée. Cela pourrait survenir de deux manières : d'une part sur des négociations pour conclure une paix séparée d'avec la double monarchie ; pour cela la monarchie eût dû se métamorphoser en une sorte de *Commonwealth* démocratique, selon le modèle britannique, en une « fédération danubienne » et s'incorporer dans une alliance occidentale anti-allemande ; dans ce cas on eût fait un affront évident aux idées nationalistes des émigrants. Ce point de vue était particulièrement défendu par des personnalités gravitant autour d'Alfred Milner, ministre de la guerre depuis 1916, en tant qu'alternative au concept d'une *nouvelle Europe*, jusqu'au printemps 1918. Milner lui-même tenait, encore en 1917, « la création [...] d'une Tchécoslovaquie, d'une Yougoslavie, d'une Roumanie agrandie pour inexecutable (*impracticable*)<sup>76</sup> ».

La revue *The Round Table* exigeait comme objectif de guerre supérieur, en juin 1916, « la libération des peuples non-allemands du contrôle politique et militaire de Berlin » : l'Autriche-Hongrie, dont l'existence ultérieure dépendait de la « grâce des Alliés », devrait réaliser à cette fin l'idée britannique du *Commonwealth*<sup>77</sup>. Le 22 mars 1917, Austen Chamberlain et Lord Milner répétèrent l'argument que seule un chaîne d'États indépendants pouvait mettre fin à la pénétration de l'Allemagne vers l'Est, un couloir d'influence ininterrompu de la Mer du nord jusqu'au golf persique » ; c'est pourquoi le nouvel ordre en Europe centrale avait à être subordonné aux intérêts britanniques au Proche Orient et mettre hors circuit l'influence allemande dans cet espace<sup>78</sup>.

Ici les idées du géopoliticien Halford J. Mackinder (1861-1947) jouèrent possiblement un rôle que Milner et Ameray avaient encouragé depuis 1904. Mackinder, « père spirituel » des études géopolitiques et stratégiques modernes, avait développé, depuis 1904, une théorie selon laquelle la masse territoriale de la Sibérie, au milieu de la structure géophysique de la planète, formait la « zone-clef » (*Pivot Area*) ou le « bastion géographique » (*Heartland*). Celui qui en prenait le contrôle, selon Mackinder, contrôlait du coup la planète dans son ensemble. Pendant la guerre, il modifia sa théorie, en allant jusqu'à aviser en Europe de l'Est cet espace-cœur, situé entre l'Elbe, le Danube et l'Oural, dont la prise duquel dépendait le contrôle du « bastion » sibérien<sup>79</sup>.

« Comme un général romain triomphant au beau milieu de la splendeur d'un triomphe à lui faire chavirer la tête, faisait son entrée dans la cité, tandis que derrière lui un esclave, juché sur un char, lui murmurait à l'oreille qu'il est mortel ; de la même façon lorsque nos hommes d'État négocient avec l'ennemi vaincu, un chérubin ailé ne devrait-il pas leur murmurer à l'oreille de temps en temps : celui qui gouverne l'est de l'Europe, gouverne le bastion ? Celui qui gouverne le bastion, domine l'île du monde (la masse géographique de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique).

<sup>75</sup> FO 371/2162, 36542 ; Hanák : *Grande Bretagne et Autriche Hongrie*, p.163.

<sup>76</sup> Wilfrid Fest : *Paix ou partition. La monarchie habsbourgeoise et la politique britannique 1914-1918*. Londres 1978, pp.80 et suiv. ; A.M. Gollin : *Proconsul in Politics. A Study of Lord Milner, in Opposition and in Power [Proconsul en politique. Une étude de Lord Milner, en opposition et au pouvoir]*. Londres 1964, pp.536 et suiv.

<sup>77</sup> « Le principe de paix », *The Round Table* n°23 (juin 1916), pp.413 et suiv. — Philip Kerr plaideait pour cette option tout comme le président US Wilson. En février 1917, Eric Drummond se prononça pour cette option. Fest : *Paix ou partition*, pp.77-82, 188 ; Hanák : *Le gouvernement, le Foreign Office et l'Autriche-Hongrie*, pp.172 et suiv., 184.

<sup>78</sup> Cité d'après Joseph Kalvoda : *La genèse de la Tchécoslovaquie*. Boulder/Col. 1986, pp.161 et suiv. ; Hanák : *Le gouvernement, le Foreign Office et l'Autriche-Hongrie*, p.175. Le sous-secrétaire d'État permanent au *Foreign Office*, Lord Hardinge, déclarait, le 17 février 1917 au sein de son cabinet : *It must be remembered [...] that no peace can be satisfactory for Great Britain which does not successfully bar the road to Germany towards the East [On doit rappeler [...] qu'aucune paix ne peut être satisfaisante pour la Grande-Bretagne qui ne barre pas avec succès la route de l'Allemagne vers l'Est]*. — Hardinge minute GT 43, cité d'après Calder : *La Grande Bretagne et les origines de la nouvelle Europe*, p.116.

<sup>79</sup> Halford Mackinder : *The geographical Pivot of History [Le pivot géographique de l'histoire]*. Dans : *Geographical Journal*, 23 (1904) ; Halford J. Mackinder : *Democratic Ideals and Reality : A Study in the Politics of Reconstruction [Idéaux démocratiques et réalité. Une étude dans la politique de reconstruction]* Londres 1919. — Voir Geoffrey Parker : *Western Geopolitical Thought in the Twentieth Century [Pensée géopolitique de l'Occident au 20ème siècle]*, New York 1985, pp.15-31 ; W.H. Parker : *Mackinder. Geography as Aid to Statecraft [Mackinder; la géographie au secours de l'habileté politique]*. Oxford 1982.

Celui qui régit l'île du monde, gouverne le monde<sup>80</sup>. » C'est pourquoi Mackinder recommandait l'endiguement de l'influence allemande dans cette région, ainsi que la naissance d'une confédération de petits États sous la curatelle (*Trusteeship*) des grandes puissances mondiales.

« Si l'on ne veut pas, par la suite, avoir vraiment beaucoup de dépit, on peut dès à présent accepter un petit résultat de guerre qui ne règle pas définitivement le problème entre Allemands et Slaves en Europe de l'est. Entre allemands et Slaves un équilibre doit exister, ainsi qu'à chaque fois une authentique indépendance. On ne peut pas amener cela en abandonnant derrière soi de telles situations dans l'est de l'Europe et dans le bastion qui, dans le futur, laisseraient la voie libre à n'importe quelles ambitions, parce qu'on vient seulement tout juste d'échapper au danger le plus récent.<sup>81</sup> »

Combien avec scepticisme maint homme d'État jugeait pourtant du contenu réel de « cette autodétermination », c'est ce qu'illustre, en novembre 1917, un écrit du Lord Robert Cecil adressé à l'éditeur du *Spectator* :

« Je suis conscient, quant à moi, que nous devons tout mettre en œuvre de ce qui est en notre pouvoir pour les Polonais, Yougoslaves et Tchèques, mais je dois ajouter que je ne peux me réjouir à l'excès du succès de nos efforts. Pour autant que je sache, les Slaves n'ont jamais montré de capacité au gouvernement autonome. Steed et ses amis caractériserait ma manière de voir sans doute comme ignare et sotte ; mais eux voient cet aspect de la politique européenne du point de vue d'une croisade. Ils croient à la « nationalité », comme c'était une religion. Je ne vois en elle que de fortes énergies internationales, dont la sous-estimation serait pure niaiserie. Jusqu'à présent, leurs acquis ne me semblent guère particulièrement encourageants. Pour notre malheur, ce mouvement produit une Allemagne unifiée, il a maintenu le Sud de l'Europe en agitation, il est responsable des revendications déraisonnables des Italiens et nous a fait fuir l'Irlande.<sup>82</sup> »

R.W. Seton-Watson fut plus fortement mobilisé dans le travail politique du gouvernement — depuis le début de décembre 1916, sous la direction du premier ministre David Lloyd George — et dans lequel 16 des 20 postes étaient occupés par des sympathisants de la *Round Table*. En mai, grâce à une recommandation de Lloyd George, Lord Milner et Lord Curzon, il put commencer son activité au service du renseignement (*Intelligence bureau of the Department of Information*, abrégé dans ce qui va suivre par PID), service qui était affecté au *War Office*. Avec Lewis Namier, il y dirigea le domaine *East and Central Europe*, A.J. Toynbee était responsable du Proche Orient, Rex Leeper pour la Russie, Allen Leeper pour les Balkans. Avec cela, le département se retrouvait fortement aux mains des collaborateurs de la *New Europe*. Le PID devait élaborer, en charge du gouvernement, des études de cas, des mémoires et du matériel de propagande<sup>83</sup>. Seton rédigea comme premier mémorandum sous la devise *Austria est delenda*. Il y exposait qu'une désagrégation de la monarchie danubienne, sur la base des traités secrets d'engagements contractés par les alliés avec l'Italie et la Roumanie, était logique et inévitable. Si l'on ne voulait pas reconnaître cela et s'accorder sur une paix avec l'Autriche, sans annexion, on démontrerait alors purement et simplement au monde qu'on n'a jamais pensé sérieusement en Angleterre à la libération et à l'ordonnancement nouveau de l'espace danubien. La direction de l'état britannique ne pourrait alors qu'aller au devant d'une perte de crédibilité,

« en déclarant notre résolution d'assurer à chaque nationalité individuelle en Europe [...] son droit à l'autodétermination. [...] Autrement dit : nos objectifs de guerre devraient être re-déterminés sous une forme qui en dégagerait le principe démocratique reposant à leur fondement. Des démocraties révolutionnaires combattront seulement pour des principes et non pas pour des traités, des promesses ou des intérêts.<sup>84</sup> »

---

<sup>80</sup> *Who rules East Europe commands the Heartland. Who rules the Heartland commands the World Island. Who rules the World Island commands the World.* Mackinder: *Idéaux démocratiques et réalité*, p.194.

<sup>81</sup> *Ebenda*, p.94.

<sup>82</sup> Cecil à St. Loe Strachey, 13 novembre 1917, FO 800/196 ; cité d'après Hanák : *La position de la Grande Bretagne et des USA à l'égard de L'Empire Austro(-Hongrois)*, p.569. (guillemets de M.O.)

<sup>83</sup> Seton-Watson : *En faisant une nouvelle Europe*, p.205 et suiv.

<sup>84</sup> [...] *by proclaiming our determination to secure to every single nationality in Europe [...] the right to selfdetermination. [...] In other words, our war aims have to be restated in a form which would bring out the underlying*

Le 12 février 1918, un département de propagande (*Department of Propaganda in Enemy Countries in Crewe House*, abrégé en EPD, dans ce qui va suivre) fut mis en place par Lord Northcliffe, le propriétaire d'alors du *Times*, subordonné au premier ministre. Northcliffe y nomma Wickham Steed et Seton-Watson comme collaborateurs dirigeants ; tous deux pouvaient désormais formuler sans entraves leurs idées dans le cadre de l'EPD<sup>85</sup>. À partir d'avril 1918, le département veilla à la diffusion derrière le front de matériel de propagande dans les diverses langues. En même temps, l'EPD gagnait de plus en plus en influence sur la formulation de la politique extérieure anglaise. Dans un écrit rédigé par Steed, Northcliff, ministre des affaires étrangères de Balfour, avait fait remarquer, le 24 février 1918, que le travail de propagande dût en premier lieu viser l'Autriche-Hongrie ; le but de guerre britannique ne consistait

« [...] pas [...] à obtenir un nombre de petits États ne dépendant pas les uns des autres, mais au contraire [...] une confédération non-allemande d'États de l'Europe centrale et de l'espace danubien ».

Une paix séparée avec l'Autriche ne peut jamais plus être prise en considération, l'Autriche ne surmontera jamais la constitution étatique dualiste, et par conséquent, sur cette voie, aucune libération des Slaves n'était pas non plus possible ; à présent, le gouvernement britannique devrait confesser sans restriction une politique conséquente des nationalités.<sup>86</sup> À côté d'une fédération danubienne, on réfléchissait aussi à une fédération balkanique, qui était censée réunir la Bulgarie et la Grèce<sup>87</sup>. Dans sa réponse, Balfour ne voulut point encore s'engager définitivement : vue en général, une propagande était déjà juste en elle-même pour la liberté et l'auto-détermination,

« tout pareillement sur l'objectif ultime de nos efforts consistant dans la désagrégation totale de l'Autriche ou bien dans sa dé-germanisation sous la domination des Habsbourg.<sup>88</sup> »

Au sujet du moment des négociations secrètes avec l'Autriche au sujet d'une paix séparée, de nombreux politiciens britanniques, comme Smuts ou Clerk, croyaient que l'on pût rattacher la Pologne, en tant qu'entité étatique autonome, à l'union personnelle et économique de la monarchie habsbourgeoise. Mais avec le temps, les intentions de Namier et Seton s'imposèrent qui, d'une part, mettaient en garde contre « l'impérialisme d'une grande Pologne » et le « cléricisme réactionnaire » des politiciens polonais, en soulignant que toute extension de la Pologne aux détriments de la Russie ne mènera qu'à un renforcement de la position allemande, d'autre part, ils appuyaient nonobstant la création d'un État polonais indépendant selon des frontières ethniques définies. Leur proposition de solution, qui mélangeait des arguments de juridiction d'État historique et économique-géographiques, refusait une extension de la Pologne vers l'est, mais recommandait l'annexion de régions allemandes à l'ouest et au nord. Jusqu'à la fin de la guerre aucun accord ne put à vrai dire être obtenu en rapport à la question de frontière<sup>89</sup>.

Sous la pression du traité de paix de Brest-Litovsk et la grande offensive allemande « *Michael* », au début de l'année sur le front ouest, le gouvernement britannique rejeta définitivement, en mai/juin 1918, l'option de l'Autriche-Hongrie comme structure d'État :

---

*democratic principle. Revolutionary democracies will fight only for principles, not for treaties, pledges or interest. — Robert W. Seton-Watson I Jugoslaveni, vol. I, p.294.*

<sup>85</sup> Seton-Watson : *En faisant une nouvelle Europe*, pp.259 et suiv. ; 276 et suiv. ; Calder : *la Grande Bretagne et les origines de l'Europe nouvelle*, p.177 ; Fest : *paix ou partition*, pp.218-225 ; Schuster : *Henry Wickham Steed*, pp.179 et suiv.

<sup>86</sup> Cabinet Office 244.-GT 3762, Voir Steed : *Au travers de trente ans*, vol. II, pp.191-205 ; Calder : *La Grande Bretagne et les origines de la nouvelle Europe*, pp.177 et suiv. ; Hanák : *La grande Bretagne et l'Autriche-Hongrie*, p.277.

<sup>87</sup> Voir : Seton-Watson : *En faisant une nouvelle Europe*, p.287.

<sup>88</sup> Cité d'après Harry Hanák : *British view of the Czechoslovaks from 1914 to 1924 [La vision britannique de la Tchécoslovaquie de 1914 à 1918]* dans : *La Grande-Bretagne, les USA et les régions de Bohême 1848-1938*. édité par Eva Schmidt-Hartmann, Stanley B. Winters. Munich 1991 (= Congrès Bad Wiesee du *Colegium Carolinum* 16), pp.87-105, ici 94.

<sup>89</sup> Calder : *la Grande Bretagne et les origines de l'Europe nouvelle*, pp.168-173, pp.185-189 ; p.213 ; Paul Latawski : *Lewis Namier and the criteria of State-Building : The Construction of Czechoslovakia and Poland 1915-1920. [Lewis Namier et les critères de formation d'État : la construction de la Tchécoslovaquie et de la Pologne 1915-1920]* dans : *La Grande Bretagne, les USA et les pays de la Bohême*, pp.143-151 ; Seton-Watson : *En faisant une nouvelle Europe*, p.231.

« [...] la manière politique de procéder, par laquelle on tentait de séparer l'Autriche de l'Allemagne, doit être abandonnée. [...] nous croyons, par conséquent, que la meilleure façon de progresser consiste à garantir aux nationalités opprimées en Autriche, tout le soutien seulement possible dans ce combat contre la prédominance germano-hongroise. »<sup>90</sup>

Sans autre hésitation ultérieure, le gouvernement britannique suivit alors les mesures recommandées par l'EPD, qui jusque là étaient restées contournées ou bien ouvertes : le 3 juin 1918, la Grande-Bretagne reconnut le conseil national Tchécoslovaque en tant « qu'organe responsable du gouvernement tchécoslovaque » et exigea la « création d'un État polonais uni et indépendant avec un libre accès à la mer » ; le 25 juillet il s'avoua en faveur « d'une indépendance et d'une unité de tous les Serbes, Croates et Slovènes dans un seul et unique État »<sup>91</sup>. Les idées de Masaryk, Seton-Watson et Steed s'étaient donc imposées.

### La naissance des « quatorze points »

Tandis que les profondes blessures qu'avait laissées derrière elle la Guerre de sécession de 1861-65 se cicatrisaient peu à peu, les USA, à la suite d'une industrialisation de croissance rapide, s'étaient élevés au tournant du siècle à une puissance impérialiste qui, dans le Pacifique (Hawaï, Guam, Philippines) et en Amérique latine (Panama, Cuba, Porto Rico, Nicaragua) avait pensé s'être assuré une « place au Soleil ». En même temps, il existait pourtant aux USA une profonde répulsion contre toute sorte d'intervention dans les affaires du « Vieux monde » de même, inversement contre la prise d'influence européenne sur le continent américain, ce qui en vint à s'exprimer dans la formulation de la célèbre doctrine Monroe (1823)<sup>92</sup>. Conformément aux penchants isolationnistes de la population américaine, le président Woodrow Wilson avait assuré, à l'été 1914, la stricte neutralité des USA. Les groupes de populations, qui n'étaient pas peu considérables en nombre, de souches irlandaise, allemande et juive, ne faisaient pas mystère de leurs sympathies pour les puissances centrales ; en général le souvenir était très vivant de la guerre de libération américaine contre la puissance coloniale anglaise, qui administrait encore le Canada en tant que pays de la couronne britannique.

Avec l'entrée en fonction du presbytérien Woodrow Wilson (1856-1924), en 1913, les USA avait un président, qui précédemment était intervenu pour une réforme profonde de la politique mondiale. Avec un zèle messianique, il intervint pour un système universel, international en politique et en économie ; ce système, au moyen de la diffusion planétaire des principes du libéralisme et du libre commerce, était censé mettre fin une fois pour toutes à toutes sortes d'impérialismes et de socialismes révolutionnaires<sup>93</sup>. Wilson était convaincu,

« que l'Amérique porte haut la lumière, qui continuera de briller au travers de toutes les générations et mènera la progression de l'humanité à l'objectif de l'équité, de la liberté et de la paix. »<sup>94</sup>

En 1915, il en avait appelé à cela, lors d'un *Salesmanship Congrès* [Congrès d'art de la vente, *ndt*] :

« Foncez et vendez des biens, qui rendent le monde plus agréable et heureux, et convertissez celui-ci aux dogmes de l'Amériques. »<sup>95</sup>

<sup>90</sup> Cecil à Derby et Reading, 21 mai 1918 ; cité d'après Calder : *la Grande Bretagne et les origines de l'Europe nouvelle*, p.196 ; Hanák : *La position de la grande Bretagne et des USA à l'égard de l'Autriche-Hongrie*, p.480.

<sup>91</sup> Calder : *la Grande Bretagne et les origines de l'Europe nouvelle*, pp.202-205.

<sup>92</sup> Voir Ernest R. May : *Imperial Democracy. The Emergence of America as a World Power [Démocratie impériale. L'émergence de l'Amérique comme puissance mondiale]* New York 1961 ; Ernest R. May : *World War and American Isolation, 1914-1917 [La Guerre mondiale et l'isolement américain 1914-1917]*. Cambridge/Mass. 1959.

<sup>93</sup> De la vaste littérature voir N. Gordon Levin : *Woodrow Wilson and World Politics. America's Response to War and Revolution [Woodrow Wilson et la politique mondiale. La réponse de l'Amérique à la guerre et à la révolution]*. New York 1968 ; Thomas J. Knock : *To End All Wars. Woodrow Wilson and the Quest for a New World Order [Mettre fin à toutes les guerres. Woodrow Wilson et la quête pour un nouvel ordre mondial]*. New York-Oxford 1992.

<sup>94</sup> [...] that America has lifted high the light which will shine unto all generations and guide the feet of mankind to the goal of justice and liberty and peace. — Discours à Philadelphie, 4 juillet 1914, dans : *The public papers of Woodrow Wilson: the New Democracy [les interventions publiques de Woodrow Wilson: la nouvelle démocratie]*, Édité par R.S. Baker, W.E. Dodd. New York 1926, vol.I, p.148.

De nombreux impérialistes américains rêvaient, au 20<sup>ème</sup> siècle, en tant qu'*American Century*, le siècle américain qui allait venir, de marcher sur les tracs de l'empire mondial britannique.

L'historien économique Edwin F. Gay, exprimait en 1898 l'intention :

« Lorsque je pense à l'empire britannique comme notre part d'héritage, je pense simplement au droit naturel du successeur. À la fin des fins, cette succession est inévitable. [...] on n'a pas besoin de se presser pour cela.<sup>96</sup> »

Au point culminant de l'impérialisme, en avril 1898, un député US républicain formula le problème économique de base dans les phrases suivantes :

« Les usines américaines produisent plus que ce que les Américains peuvent consommer ; le sol américain produit plus que ce qu'ils peuvent consommer. Le destin nous a prescrit notre politique : Le commerce mondial doit être et sera le nôtre. [...] Si l'anglo-saxonnisme signifie la solidarité, si celle-ci signifie une entente anglo-américaine sur la base d'un partage des commerces mondiaux, [...] alors les étoiles lutteront pour nous sur leur orbite, et durant un nombre infini de siècles nous en serons applaudis.<sup>97</sup> »

Pourtant les réactions entre l'Angleterre et les USA, en cette année-là, n'étaient en aucune manière exemptes de tension. Un Anglais vivant aux USA était d'avis, en l'année 1914, au sujet de l'attitude de l'américain moyen :

« Il voyait la main britannique dans presque chaque malheur, que ce soit dans le pays ou à l'extérieur ; il en suspectait l'immixtion dans chaque élection, qui ne se déroulait pas selon son vœux ; [...] et il se réjouissait de la malchance de la Grande Bretagne, poussait même des cris de joie de ces erreurs et remerciait Dieu de ne pas être anglais.<sup>98</sup> »

Les Britanniques, de leur côté, redoutaient la présence croissante de la flotte américaine et la concurrence économique, très pareillement à celle des Allemands, en effet, au point même de parler de la possibilité d'une guerre entre l'empire et les USA.

Mais en même temps, de nombreuses personnalités influentes dans les Îles britanniques comprenaient que l'ascension des USA serait irrésistible et un conflit militaire ne pourrait s'achever qu'avec le déclin de l'empire ; il ne restait qu'une solution : une coopération la plus étroite possible dans la politique mondiale, *special relationships* [relations particulières, *ndt*]. Avant toute chose, le groupe de la *Round Table*, autour d'Alfred Milner, travaillait à la réalisation d'une telle alliance anglo-américaine. Cecil Rhodes, déjà, modèle de Milner et de son ami William T. Stead, avait considéré l'arrimage des USA à cette communauté mondiale d'imprégnation britannique, comme une tâche à mettre en avant, puisqu'on y prévoyait l'ascension de l'Amérique au rang de puissance mondiale<sup>99</sup>. Rhodes avait rêvé, peu avant sa mort, à une fusion de la Chambre des communes

---

<sup>95</sup> *Go out and sell goods that will make the world more comfortable and more happy and convert them to the principles of America.* — Cité d'après Levin: *Woodrow Wilson and World Politics [Woodrow Wilson et la politique mondiale]*, p.18.

<sup>96</sup> *When I think of the British Empire as our inheritance I think of the natural right of succession. That ultimate succession is inevitable. [...] there is no hurry about it.* — Cité selon Herbert Heaton: *A Scholar in Action :Edwin F. Gay. [Un érudit en action: Edwin F. Gay]* Cambridge/Mass. 1952, p.51.

<sup>97</sup> Cité d'après Bradford Parkins : *The Great Rapprochement. England and the United States, 1895-1914 [Le grand rapprochement. Angleterre et les USA]*, New York 1968, pp.72 et suiv.

<sup>98</sup> *He saw her [Britain's] hand in nearly every disaster, domestic and foreign; he suspected her interference in every election that ran counter to his wishes; [...] and he rejoiced over her misfortunes, crowed over her mistakes, and thanked God that he was not an Englishman.* — Cité d'après Perkins: *Le grand rapprochement*, p.6.

<sup>99</sup> Voir l'écrit programmatique de William T. Stead : *The Americanisation of the World. The Trend of the Twentieth Century [L'américanisation du monde. La tendance du 20<sup>ème</sup> siècle]*. London-New York 1902 (Traduit en allemand sous le titre *Die Americanisierung der Welt*, à Berlin dès 1902 ! [point d'exclamation du traducteur]). Stead y proposait que la Grande-Bretagne et les USA dussent « se fondre » (*merge*), au moyen de l'union politique, mais aussi au moyen de mariages intercontinentaux, en réalisant ainsi de nouveaux liens du sang. De ce fait, le sang britannique, avec l'aide de celui américain, serait censé être revigoré par des énergies exubérantes (*exuberant energies*). Mais il prévoyait déjà que l'influence principale des USA se rendrait remarquable à l'avenir sur la culture, la presse, le journalisme, la musique et le théâtre et dans la manière générale de vivre et que les Américains feraient prévaloir leur influence en se mêlant aux affaires des autres parties du monde et des peuples, à cause de leur besoin persistant d'envoi de mission messianique. — Stead : *L'américanisation du monde* 5, pp.19, 123.

La même année parut le livre *The New Empire* de l'historien et penseur américain Brooks Adams (1848-1927), dans lequel était pronostiquée l'ascension des USA à la puissance mondiale comme l'une des économies principales. « *As the*

britannique d'avec le Congrès américain, d'une capitale toute-anglaise Washington et d'une Union anglo-américaine, qui « prenne le gouvernement du monde entier » (*take the government of the whole world*) et « assurerait la paix mondiale pour toute l'éternité » (*The peace of the world would be secured for all eternity*)<sup>100</sup>.

Sa vision était grandiose, la réalisation de celle-ci s'étalant sur un long laps de temps ; l'institution des bourses Cecil Rhodes servait ce but à long terme, à l'aide desquelles l'élite de la jeunesse, des colonies ou biens des USA mais aussi d'Allemagne, devait être éduquée et formée à l'esprit anglais à l'Université d'Oxford, pour consolider « les liens familiaux entre les Etats-Unis et l'empire »<sup>101</sup>. Rhodes n'escomptait qu'un laps de temps de « cent ans » avant qu'on en arrive, avec une union anglo-américaine, à la réalisation de la « paix mondiale »<sup>102</sup>.

Pour Wilson, le « Bouddha en redingote » (*Bouddha in a frock coat*)<sup>103</sup>, de nombreux membres du cercle Milner n'avaient du reste, certes, que moquerie et mépris — l'intime de Milner, Leo Amery, tenait le président, après sa première rencontre avec lui, pour « encore plus bête que je me l'étais représenté » (*he is [...] stupider than I had imagined*)<sup>104</sup>. Philip Kerr écrivit à son ami Lionel Curtis, que le président-US incorpore la « foi enfantine [de l'Amérique] dans les vertus de la démocratie et *des Laissez-faire* [en français dans le texte, *ndt*]<sup>105</sup>. Mais cela ne pouvait rien changer à la nécessité de faire cause commune entre les deux puissances anglophones.

Dans un discours, que Lord Milner tint en 1918, au *College* universitaire Bedford, il renvoyait aux liens, qui avaient été noués dans l'espace anglo-américain et que lui-même pensait renforcer avec l'aide du *trust* Rhodes :

« [...] une camaraderie dans la guerre amènera une camaraderie en temps de paix, productive dans une mesure incommensurable pour l'ensemble du genre humain. [...] Les idées et aspirations des hommes des deux côtés de l'Atlantique devraient être mieux comprises par la masse des deux nations. » De cette façon « elles deviendraient plus conscientes du fait qu'un but transcendantal leur est commun. Au cas où cela dût s'avérer ainsi, il en ressortirait des conséquences pratiques d'une très haute signification transcendantale.<sup>106</sup> »

---

*United States becomes an imperial market, she Stretches out along the trade-routes which lead from foreign countries to her heart, as every empire has stretched out from the days of Sargon to our own. [Comme les États-Unis deviennent un marché impérial, ils se déploient le long des routes commerciales qui mènent des contrées étrangères à leur centre, comme tout empire s'est déployé depuis les jours de Sargon (d'Akkad, vers 2300 avant J.-C., ndt) au nôtre].* » Dans l'espace des 50 prochaines années, « *the United States will outweigh any simple empire, if not all empires combined. [les États-Unis dépasseront tout empire simple, si non tous les empires combinés ensemble].* » — Brooks Adams : *Le nouvel empire*, New York 1902, p.208.

<sup>100</sup> Cité d'après Robert I. Rotberg : *The founder. Cecil Rhodes and the Pursuit of Power [Cecil Rhodes et la poursuite du pouvoir]*. New York-Oxford 1988, pp.664-666.

<sup>101</sup> Voir Engelmann : *Les boursiers Cecil-Rhodes* ; Frank Aydelotte ; *Les bourses d'études de l'américain Rhodes*, Princeton 1946 ; *Les cinquante premières années du trust Rhodes et les bourses d'études Rhodes 1903-1953* Édité part G.E. Elton. Oxford 1956 ; Thomas J. Schaeper, Kathleen Schaeper: *Cowboys into Gentlemen: Rhodes Scholars, Oxford, and the Creation of an American Elite [Des cowboys déguisés en gentlemen: Les boursiers Rhodes, Oxford, et la création d'une élite américaine]* New York-Oxford 1998.

<sup>102</sup> Voir Aydelotte : *Les bourses d'études de l'américain Rhodes*, p.113.

<sup>103</sup> Lord Esher, le 16 novembre 1918, cité d'après Donald C. Watt : *Personalities and Policies. Studies in the Formulation of British Foreign policy in the 20th century [Personnalités et politiques. Études dans la formulation de la politique étrangère au 20<sup>ème</sup> siècle]*. Londres 1965, pp.35 et suiv.

<sup>104</sup> Cité d'après Louis : *In the Name of God [Au nom de Dieu]*, p.79 — Au sujet du jugement porté sur Wilson, le cercle autour de Milner et celui autour de Rudolf Steiner étaient pour le moins totalement unis.

<sup>105</sup> Kerr à Curtis, le 16 octobre 1918 ; cité d'après J.R.M. Butler/ *Lord Lothian (Philip Kerr), 1882-1940*. Londres 1960, p.68.

<sup>106</sup> *A fellowship in war will lead to a fellowship in peace, productive of immeasurable benefit to the whole human race. [...] The ideas and aspirations of men on both sides of the Atlantic should be better understand by the bulk of both nations. [...] They would become conscious of a spiritual kinship, of having [...] some transcendent aims in commons. If that prove to be the case, it will have practical consequences of the most transcendent importance.* — Cité d'après John E. Wrench: *Alfred Lord Milner. The Man of No Illusions 1854-1925 [Alfred Lord Milner, l'homme sans illusions 1854-1925]*. Londres 1958, p.330; voir George L. Beer. *The English-Speaking people. Their Future and Joint International Obligations [Les peuples Anglophones. Leur futur et leurs obligations internationales communes]*. New York 1917.

Leo Amery écrivit en 1952 : *If the vision of Rhodes', it was Milner who over some twenty years laid securely the foundation of a system whose power in shaping the outlook and spiritual kinship of an evergrowing body of men*

On interpréta les relations, les *special relationships* [relation de liens de parenté, en fait, *ndt*] ou *kinship* [à savoir presque familiales ou d'affinité de sang, il faut faire attention au sens ici ! *ndt*] entre l'Angleterre et les USA, selon le modèle de la relation entre la Grèce et Rome : sur la base de ses énergies grossières, inépuisables, Rome avait pris la place d'Athènes, elle fut nonobstant éduquée et imprégnée de la culture et des enseignements de l'Hellade déclinante. Churchill (1874-1965 ; depuis 1911 Premier Lord de l'Amirauté) défendait à toute force déjà un « mariage de la puissance américaine d'avec les liens mondiaux des Britanniques »<sup>107</sup>. L'attitude britannique était claire : si l'on devait rompre déjà avec la position de puissance mondiale des USA, alors on désirait pourtant — comme autrefois le *Commonwealth grec* (tel était le titre d'un ouvrage très influent de Alfred Zimmern, de l'année 1912) les avait transmises en héritage à Rome — ses formes de cultures éducatives à la nouvelle Rome américaine. Tout juste trente ans plus tard, en 1945, ce point de vue perspicace s'exprima dans les paroles d'un diplomate britannique :

« Nous avons besoin de ne pas être mécontents de l'idée américaine de notre rôle en tant que « *Junior-partners* » [...], aussi longtemps que nous pouvons continuer d'influencer notre *senior*. » Un autre confirmait : « sans savoir cela d'une manière nécessaire, les Américains doivent voir le monde au travers de la fenêtre britannique.<sup>108</sup> »

Un rapprochement n'était conséquemment possible que si les USA se dégageaient de leur politique d'isolement, développaient des intérêts identiques et assumaient une responsabilité globale. Ceci, en tant qu'objectif à long terme, à partir des milieux gravitant autour de Milner par les maisons bancaires londoniennes, Lazard Bros. & Co. et Morgan Grenfell & Co., lesquelles nouèrent un lien solide avec J.P. Morgan & Co.<sup>109</sup> de New York. John Pierpont Morgan jr. (1867-1943) était anglophile jusqu'au sang, comme son défunt père mort en 1913 — mais en opposition aux amitiés de celui-ci avec des grands banquiers allemands et juifs comme Otto Kahn, Jacob Schiff, de Warbourg —, précisément en considération de sa concurrence d'antisémite convaincu, il avait appris son *métier* [en français dans le texte, *ndt*] à Londres et séjournait chaque année 6 mois dans les Îles britanniques.

Dans les trois premières années de la guerre, Morgan & Co. exécuta toutes les transactions financières et opérations de prêt britanniques et françaises aux USA ; la banque fut *Her Majesty's Government's sole purchasing agent* [l'unique agent d'achat du gouvernement de Sa Majesté]. Jusqu'à la Révolution d'octobre, Morgan exerça cette fonction avec l'aide des intermédiaires et financiers britanniques également pour la Russie<sup>110</sup>.

---

*Throughout the English-speaking world it would be difficult to exaggerate. [Si la vision était celle de Rhodes, ce fut Milner qui, en quelques vint ans, conduisit solidement à la fondation d'un système dont il serait difficile d'exagérer le pouvoir dans la configuration de perspective et la parenté spirituelle d'un corps grandissant toujours au travers du monde d'expression anglophone].* Préface de l'ouvrage de Vladimir Halpérin : *Lord Milner and the empire* [Lord Milner et l'empire]. Londres 1952, p.16.

<sup>107</sup> *A marriage of American power and British worldwide connections* — telle est la formule pertinente de Fraser J. Harbutt: *The Iron Curtain. Churchill, America, and the Origins of the Cold War* [Le rideau de fer, Churchill, l'Amérique et les origines de la Guerre froide]. Oxford 1988, p.44.

[Ceci explique pourquoi il proposa aussi, juste après la débâcle française de mai 1940 un « mariage » des deux gouvernements anglais et français, afin de « poursuivre le combat » [voir Winston Churchill : *Mémoires de guerre 1941-1945*], réduisant ainsi à néant — fut-ce d'ailleurs finalement une prémonition ? — le travail spirituel de l'intervention de Jeanne d'Arc, visant à amorcer la séparation de l'esprit des deux nations à son époque (1431)..., par ailleurs, quelques années plus tard, au sujet de la nature du lien de l'Angleterre d'avec l'Europe « dont le continent est « isolé » de l'Angleterre par temps de brouillard », il redira que si on lui demandait de choisir entre l'Europe et l'Amérique, il n'hésiterait pas une seconde à choisir l'Amérique : ainsi la « perfide Albion » empêchera toujours une authentique fédération européenne indépendante, à moins que celle-ci soit bel et bien anglo-saxonne de cœur [*Gemiüt*] et d'esprit. *ndt*].

<sup>108</sup> *We need not to be discontented with the American conception or our role as a "junior partners" [...] as long we can continue to influence our senior. — The Americans, without necessarily knowing it, are bound to continue to see the world through the British window. — Cité d'après Harbutt: Le rideau de fer..., p.133.*

<sup>109</sup> Voir Sam Aaronovich : *The Ruling Class. A study of British Finance Capital* [La classe au pouvoir. Une étude du capital financier britannique]. Londres 1961, p.88.

<sup>110</sup> Voir Carl P. Parrini : *Heir to Empire. United States Economic Diplomacy, 1916-1923* [Héritier de l'empire. La diplomatie économique des Etats-Unis 1916-1923]. Pittsburgh 1969, pp.59 et suiv.

En même temps, Morgan fit valoir toute son influence après 1914, pour gagner les USA à l'entrée en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne<sup>111</sup>. Et cette influence ne fut en aucun cas peu considérable : « À chaque point de contact d'affaire essentiel, à l'étranger, il y avait un partenaire ou un agent de Morgan — direct ou indirect — aussitôt sur place pour informer et guider le côté américain.<sup>112</sup> » Grâce à ces contacts et loyautés personnels, Morgan & Co. fut aussi le porteur financier des « marcottes », aux structures plus relâchées de la *Round Table*, auxquelles appartenaient George Louis Beer, Walter Lippmann, Frank Aydelotte, Thomas W. Lamont, aux boursiers Rhodes Whitney Shepardson, Erwin D. Canham (Boursier Rhodes et éditeur du *Christian Science monitor*) ainsi que Jerome D. Greene<sup>113</sup>.

Pour Morgan jr., La guerre devait s'avérer une affaire extrêmement lucrative<sup>114</sup>, comme le soulignait Thomas W. Lamont (1870-1948) — partenaire, à partir de 1911 et en 1943, président de Morgan & Co. —, en avril 1915, déjà dans une discours devant l'*American Academy of Politics and Social Science [Académie américaine de politique et de science sociale]* : au cas où la guerre durerait en Europe, les USA se hisseraient au rang de la plus grande puissance financière du monde<sup>115</sup>. Et de fait, le consortium J.P. Morgan & Co. (Morgan & Co. et les filiales Guaranty Trust Co., Bankers Trust Co., National Bank of Commerce in New York, Morgan Grenfell & Co. à Londres, ainsi que Morgan Harjes & Cie, à Paris) se hissèrent après la guerre au rang des plus importants groupes d'investissements bancaires. *A formidable business indeed!*

<sup>111</sup> Voir Ron Chernow : *The house of Morgan. An American Banking Dynasty and the Rise of Modern Finance [La maison Morgan. Une dynastie bancaire américaine et l'ascension de la finance moderne]*. New York 1990, p.191 ; Dominic Hobson : *The Pride of Lucifer. Morgan Grenfell, 1868-1988: an Unauthorised Biography of a Merchant Bank [La fierté de Lucifer. Morgan Grenfell, 1868-1988 : la biographie non-autorisée d'une banque de commerce]*. London 1990, p.58. Kathleen Burk : *Morgan Grenfell, 1868-1988. The Biography of a Merchant Bank [Morgan Grenfell, 1868-1988. La biographie d'une banque de commerce]*. Oxford 1989, p.127 ; Roberta Dayer : *Strange Bedfellows: J.P. Morgan & Co., Whitehall and the Wilson Administration during World War I [Drôle de couple: J.P. Morgan & Co., Whitehall et l'administration Wilson pendant la première Guerre mondiale]* dans *Business History [Histoire des affaires]*, 18 (1976); Karl Erich Born: *Argent et banques aux 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles*. Stuttgart 1976, pp.388 et suiv. ; Anthony Sampson : *Les prêteurs d'argent. De la puissance des banques et de l'impuissance de la politique*. Reinbeck 1981, p.66 ; W.B. Fowler : *British-American Relations, 1917-1918 : The Role of Sir William Wiseman [Relations britannico-américaines, 1917-1918: le rôle de Sir William Wiseman]*, Princeton 1969, pp.36-42 — Thomas W. Lamont écrivit, en jetant un coup d'œil en arrière sur cette époque: *Those were the days when American citizens were urged to be neutral in action, in word, and even in thought, but our firm had never for one moment been neutral ; we didn't know how to be. From the very start we did everything we could to contribute to the cause of the Allies.[C'étaient là les jours dans lesquels on conseillait vivement aux citoyens américains à rester neutre en action, en parole et même en pensée, mais notre firme n'a jamais été neutre à aucun moment ; nous ne savions pas comment être. Dès le tout premier début, nous fîmes tout ce que nous pouvions pour la cause des Alliés]* — Lettre au *New York Times*, 14 octobre 1935, cité d'après Edward M. Lamont : *The ambassador from Wall Street. The Role of Thomas W. Lamont, J.P. Morgan's Chief Executive [L'ambassadeur de Wall Street. Le rôle de Thomas W. Lamont, Directeur général de J.P. Morgan]*. Lanham/Md. 1994, pp.67 et suiv.

<sup>112</sup> James Kerney : *The Political Education of Woodrow Wilson [L'éducation politique de Woodrow Wilson]*. New York-London 1926, p.395.

<sup>113</sup> Quigley : *Tragedy and Hope [Tragédie et espoir]*, p.951.

<sup>114</sup> Dès décembre 1912, collaborateurs et directeur des J.P. Morgan & Co., First National Bank, National City Bank, Bankers Trust Compagny et Guaranty Trust, ensemble 118 postes de directeurs dans 34 banques et Trust Compagnies, 30 postes de directeurs dans 10 compagnies d'Assurance, 105 postes de directeurs dans 32 entreprises de transport, 63 postes de directeurs dans 24 entreprises de production et de commerce, 25 postes de directeurs dans les *public utility companies [entreprises d'utilité publique]*. Voir Lamont : *The Ambassador from Wall Street [L'ambassadeur de Wall Street]*, p.51 [En mémoire de nos Anciens, qui ne sont pas tout à fait mutuellement troués la peau pour rien, en ce centenaire... ndt].

<sup>115</sup> *A third factor, and that, too, is dependent upon the duration of the war, is as whether we shall become lenders to the foreign nations upon a really large scale. [...] If the war continues long enough to encourage us to take such a position, and if we have the resources to grapple with it, then inevitably we shall become a creditor instead of a debtor nation, and such a development, sooner or later, would certainly tend to bring about the dollar, instead of the pound sterling, as the international basis of exchange.[Un troisième facteur et celui-là, aussi, est dépendant de la durée de la guerre, c'est de savoir comment nous deviendrons prêteurs sur une échelle vraiment grande. [...] Si la guerre continue assez longtemps pour nous encourager à prendre une telle position et si nous avons les ressources pour se coller à cela, alors inévitablement nous deviendrons un pays créancier au lieu de débiteur et un tel développement, tôt ou tard, tendrait certainement à porter le dollar, au lieu de la livre sterling, comme base internationale d'échange]* — Cité d'après Ferdinand Lundberg: *America's 60 families [60 familles d'Amérique]*. New York 1938, pp.138-140.

La Grande Bretagne avait certes perdu son rang de pays créancier aux USA, et New York se décollait de Londres comme la plus grande place financière du monde<sup>116</sup>, mais le groupe Morgan s'appliquait à maintenir en vie la structure économique britannique mondiale au moyen d'une « américanisation » du système bancaire, tandis que les banques britanniques représentaient les intérêts d'affaires de Morgan. Sur la demande des gouvernements alliés, Morgan & Co. menait en outre le cartel des banques privées (*Foreign Finance Corporation*), auquel appartenaient aussi la National City Bank, la First National Bank et la Chase National Bank (à savoir le clan Rockefeller) ; avec leurs crédits, on était censés financer la reconstruction de l'Europe. Lors de la conférence de paix de Paris, les représentants de Morgan furent actifs sous la direction de Thomas W. Lamont, à la solde du ministère des finances américains en tant qu'experts et conseillers<sup>117</sup>.

L'ami intime du président Wilson et son plus étroit collaborateur politique, le « colonel » Edward Mandell House (1856-1938), était en outre discrètement mais étroitement lié à l'empire financier Morgan. Cette association se laisse difficilement étayée, puisque la littérature spécialisée respective garde complètement le silence là-dessus<sup>118</sup>, mais elle peut au moins se laisser inférer lorsqu'on prend en compte une lettre rédigée par J. P. Morgan, le 8 novembre 1918 : il y recommandait le membre du gouvernement US, House, comme la tête la plus capable sur la liste des participants américains à la délégation des négociateurs de la conférence de la paix à Paris<sup>119</sup>. En compagnie de Thomas Lamont et Elihu Root, Thomas Lamont fut invité aux « dîners d'affaires » intimes de Morgan<sup>120</sup>. Au travers du *Federal Reserve Act* de 1913, House veilla à ce que les banques américaines pussent ouvrir des filiales à l'étranger, ce qui aida à préparer le terrain de la suprématie financière des USA après la première guerre mondiale. En relation avec cette loi, la *Federal Reserve Bank* fut créée, dont le premier gouverneur devint le pupille de Morgan, Benjamin Strong<sup>121</sup>.

Wilson et House firent connaissance en novembre 1911 seulement, et ce fut « un coup de foudre » immédiat. Le président confia par la suite, que lors de sa première rencontre avec House, pendant laquelle ils en vinrent aussitôt à un profond échange d'idées, il avait perçu l'impression d'avoir déjà toujours connu le « colonel » originaire du Texas<sup>122</sup>. House manipula Wilson d'une manière très subtile, en flattant constamment le besoin d'autorité et la vanité refoulée derrière une abnégation rhétorique du président, en se déclarant généralement d'accord avec lui et en l'assurant de sa sympathie, pour ensuite faire avancer ses propres demandes ; à l'occasion, il utilisait des métaphores bibliques comme : « [...] Vous êtes l'unique espoir qui reste à ce monde déchiré et sorti de ses gonds. Seul Dieu sait combien nous errerions longtemps de-ci de-là dans les ténèbres sans

<sup>116</sup> Voir Parrini : *Heir to empire [Héritier de l'empire]*, Michael J. Hogan : *Informal Entente. The Private Structure of Cooperation in Anglo-American Economic Diplomacy 1918-1928 [Entente informelle. La structure privée de la coopération dans la diplomatie économique anglo-américaine 1918-1928]* Columbia/Miss.- Londres 1977.

<sup>117</sup> Chernow : *La Maison Morgan*, p.207 ; Burk : *Morgan Grenfell*, pp.133 et suiv. ; Hobson : *La fierté de Lucifer*, p.62.

<sup>118</sup> Une monographie d'études scientifiques sur House fait défaut en raison de l'absence de sources découvertes jusqu'au jour d'aujourd'hui.

<sup>119</sup> Voir la lettre de recommandation de J.P. Morgan au sujet de House du 8 novembre 1918, en partie reprise et publiée chez Fowler : *Relations britannico-américaines*, pp.232 et suiv. : [...] *He understands that a just peace does not mean justice to Germany, which involves injustice to the Allies. Should there be the necessity for injustice anywhere, I think we would all rather have Germany stand it than any of the Allies. [Il comprend qu'une paix juste ne signifie pas justice pour l'Allemagne, ce qui implique injustice pour les Alliés. S'il devait y avoir injustice quelque part, je pense que nous aimerions mieux que l'Allemagne la supporte plus que n'importe lequel des alliés]* — l'écrit appartient à la collection des New Wiseman Papers de sir William Papers de la Yale University Library, qui consiste en grande partie de documents d'affaires auxquels l'accès est seulement restreint.

<sup>120</sup> Voir Le dîner du 13 janvier 1918, mentionné par John D. Forbes : *J.P. Morgan, Jr. 1867-1943*. Charlottesville/Va. 1981, p.102.

<sup>121</sup> Sampson : *Les prêteurs d'argent*, p.69.

<sup>122</sup> Wilson doit avoir dit à House : *My dear friend, we have known one another always. [ Mon cher ami, nous nous connaissons depuis toujours ]* Charles Seymour : *The Intimate Papers of Colonel House [les documents intimes du Colonel House]*, vol. 1-4. Boston New- York 1926-28 ; ici vol. I, p.45; Voir Alexander et Juliette George : *Woodrow Wilson and Colonel House. A Personality Study [ Woodrow Wilson et le Colonel House. Une étude de personnalité ]* New York 1956, p.93. ; Sigmund Freud, William C. Bullitt : *Thomas Woodrow Wilson. A Psychological Study [Thomas Woodrow Wilson. Une étude psychologique]*, pp.126, 158.

votre direction. » Ou bien : « Avant que vous indiquiez le cap diplomatique aux Alliés, ceux-ci étaient plongés sans espoir dans une mauvaise passe.<sup>123</sup> »

Jusqu'à leur rupture en 1919, lors de laquelle la vanité malade joua un rôle prépondérant du côté de Wilson, celui-ci eut totalement et pleinement confiance dans le jugement de son « conseiller », qui ne revêtait nonobstant aucune fonction gouvernementale officielle, ni ne pouvait revendiquer d'ailleurs le grade militaire de « colonel ».

« M. House est ma seconde personnalité. Il est mon soi indépendant. Ses pensées et les miennes sont unes.<sup>124</sup> »

House semblait pour ainsi dire convaincu que ses idées avaient trouvé une incarnation dans la chair même de Wilson :

« J'étais comme un esprit désincarné, en quête d'une forme corporelle. J'en découvris mon occurrence chez Wilson.<sup>125</sup> » Le 8 juin 1918, House écrivait :

« Il ne réalise pas, qu'il n'y a que très peu de choses importantes qui lui parviennent directement ou indirectement, sans auparavant être passées » par mes mains ou bien que j'en connusse pour le moins la teneur. Il est vraisemblablement bien qu'il en soit ainsi.<sup>126</sup> »

House, dont les parents étaient originaires d'Angleterre, s'engagea infatigablement, à partir de 1913, pour que la politique des USA et de l'empire britannique aillent étroitement de pair. Il se rendit plusieurs fois à Londres où il entretenait des contacts amicaux avec les hommes politiques dirigeants, en particulier avec le ministre des affaires étrangères, Sir Edward Grey, et Philip Kerr (Lord Lothian) avec lequel il correspondait régulièrement<sup>127</sup>. Inversement, les Britanniques détectèrent rapidement dans quelle mesure House pouvait influencer sur la politique extérieure américaine. Londres lui impartit une personne de contact : le jeune directeur du service secret britannique, le M.I.6, aux USA, (Sir) William Wiseman. House conclut aussitôt une amitié étroite avec cet « Anglais extrêmement sensible ». Tous deux, House et Wiseman, résidèrent, à partir de 1917, au 115 de la 53<sup>ème</sup> avenue dans le même immeuble, House au 8<sup>ème</sup> étage et Wiseman au 1<sup>er</sup> ; ainsi pouvaient-ils quotidiennement conférer des heures durant. Wiseman disposait dans son appartement d'un ligne directe cablée et codée avec Londres et se tenait en contact étroit avec Milner<sup>128</sup> ; House, quant à lui, possédait une liaison téléphonique privée avec la Maison Blanche et le *State Department*<sup>129</sup>.

J.P. Morgan & Co. sembla, avoir eu, dès 1914, l'ambition de s'infiltrer dans les mouvements politiques de gauche aux USA, en leur faisant parvenir des moyens financiers<sup>130</sup>. Le représentant le plus important de ce lien non-officiel entre *Wall Street* et la scène libérale de gauche, fut Walter Lippmann (1889-1974), qui devint peu de temps après l'achèvement de ses études universitaires, à Harvard, un sympathisant de la *Round Table*. Le 8 novembre 1911, Lippmann avait rencontré, pour la première fois à Londres, le membre de la *Round Table* Alfred Zimmern, auquel il écrivit, le 7 juin 1915 : « J'ai étudié la littérature et je me sens converti dans l'essentiel.<sup>131</sup> » À la fin de 1916,

<sup>123</sup> [...] *I say you are the one hope left to this torn and distracted world. Ou bien: Until you began the direction of the Allied diplomacy it was hopelessly bad.* — Cité d'après George: *Woodrow Wilson et le Colonel House*; pp.126, 186.

<sup>124</sup> *Mr. House is my second personality. He is my independent self. His thoughts and mine are one.* — Cité d'après Freud/Bullit: *Thomas Woodrow Wilson*, p.145.

<sup>125</sup> *I was like a disembodied spirit seeking a corporeal form. I found my opportunity in Wilson* — Cité d'après Knock: *To End all Wars [Vers la fin de toutes guerres]*, pp.20 et suiv.

<sup>126</sup> *He does not realize that there is but little of importance that goes to him, either directly or indirectly, that I have not either passed upon beforehand or at least know about. I may be well that this should be so.* — Cité d'après George: *Woodrow Wilson and Colonel House*, p.127.

<sup>127</sup> Voir Watt : *Personnalités et politiques*, p.217.

<sup>128</sup> Wrench : *Lord Alfred Milenr*, p.331.

<sup>129</sup> Seth P. Tillman : *Anglo-American Relations at the Paris Peace Conference of 1919 [Relations anglo-américaines à la conférence de la paix de Paris]*, New York 1953, pp.64-68; Fowler: *Brisch-American Relations*, pp.14 et suiv.

<sup>130</sup> Lunberg : *Les 60 familles d'Amérique*, p.312 ; Quigley : *Tragédie et espoir*, p.939.

<sup>131</sup> *My dear Zimmern : At last I have enough time to read « The War and Democracy » ; [...] You opening chapter and your chapter on Germany and Seaton Watson's [sic!] chapter on Austria-Hungary are I think the best things in the book. They have won me as almost nothing else that has come from England since last August [1914]. And with the general philosophy that lies behind them I think agree too. I have been studying the Round Table literature and feel essentially converted.[Mon cher Zimmern, Enfin j'ai eu assez de temps pour lire « La guerre et la démocratie ». [...] Votre chapitre d'introduction et celui sur l'Allemagne, avec le chapitre de Seaton-Watson (sic !) sur l'Autriche-Hongrie*

Lippmann s'associa aux efforts de House pour convaincre le président Wilson de la nécessité d'une entrée américaine dans la guerre. Il forgea, pour la première fois dans sa revue *The New Republic*, co-financée avec le partenaire de Morgan, Willard Straight, le concept d'*Atlantic Community* [*Communauté (trans, ndt) Atlantique*], pour désigner la communauté de destin (nord-)atlantique. Le 17 février 1917, Lippmann écrivit, dans un article qui fit vraiment époque, sur l'appel du monde envers un partenariat de collaboration d'avec les USA (*the world called us into partnership [le monde nous appelait au partenariat]*) et la naissance d'une nouvelle communauté de valeur : « occidentale-atlantique » :

« Sur les côtes de l'Océan Atlantique un réseau d'intérêts solidement noués a pris naissance, qui relie le monde occidental. La Grande Bretagne, la France, l'Italie et même l'Espagne, la Belgique, la Hollande, les peuples scandinaves et la Pan Amérique sont, en tout et pour tout, dans leurs plus profonds besoins et leurs plus profonds desseins, une seule et unique communauté. Ils partagent un intérêt commun pour l'Océan qui les réunit. Aujourd'hui ils sont beaucoup plus inséparables qu'ils le reconnaissent déjà maintenant.<sup>132</sup> »

Cette *Communauté atlantique* serait le fondement idéal pour la réalisation du libéralisme wilsonien et le point de départ de la création d'une Ligue pour la paix.

« En montrant que nous, [les USA] sommes prêts maintenant et dans l'avenir théorique, à défendre le monde occidental, nous poserions la première pierre d'une fédération.<sup>133</sup> »

Dans cette fédération occidentale pourrait aussi finalement trouver sa place, une « Allemagne démocratique » selon le modèle occidental :

« Nous menons une guerre contre l'Allemagne aussi longtemps qu'elle confie sa destinée à ceux-là qui voudraient l'isoler du monde occidental. [...] (ce n'est, *ndt*) pas pour la détruire que nous devons battre l'Allemagne, mais au contraire pour l'entraîner à revenir dans la civilisation à laquelle elle appartient. Elle est une nation rebelle aussi longtemps qu'elle mène une guerre offensive à l'encontre du monde occidental.<sup>134</sup> »

Lippmann se trouvait alors au commencement d'une longue carrière ; dans les années 60 encore, il devint conseiller du président John F. Kennedy et devait rester jusqu'à sa mort, en 1974, l'un des apôtres plus énergiques de l'*Atlantic partnership* [*partenariat trans-atlantique*, quand c'est vraiment un « partenariat » ! *ndt*].

Depuis septembre 1917, Edward House dirigeait un cercle non-officiel « d'experts » académiques ; ceux-ci se recrutaient, pour une partie prépondérante, dans les Universités de la côte est (Harvard, Yale, Princeton, Columbia), lesquelles étaient pourvues d'un financement au moyen de fondations et de dons, à nouveau de Morgan & Co.. L'institution indépendante du gouvernement, qui reçut le nom *The Inquiry* [l'enquête, l'investigation, *ndt*] et qui n'était responsable qu'à l'égard du président, dut alors — étant donné que les USA étaient entrés aux côtés des Alliés — élaborer des mémoires sur les nouvelles possibilités de mise en ordre en Europe centrale, au Proche-Orient et dans l'espace pacifique, en Extrême-Orient et en Amérique latine et faire des parallèles avec les buts de guerre des Alliés. On tut à l'opinion publique l'existence de l'*Inquiry*, les documents de ses

---

*sont, je pense, les meilleures choses du livre. Ils m'ont conquis pratiquement comme rien d'autre de ce qui vient d'Angleterre depuis août dernier (1914). Et avec la philosophie générale qui réside derrière elles, je me sens en accord aussi. J'ai étudié la littérature de la Round Table et je me sens converti. — Lippmann à Alfred E. Zimmern, 7 juin 1915. Dans : Public Philosopher. Selected Letters of Walter Lippmann [Philosophe public. Lettres choisies de Walter Lippmann], édité par John M. Blum. New York 1985, pp.26-27.*

<sup>132</sup> *On the shores of the Atlantic Ocean there has grown up a profound web of interests which joins together the Western World. Britain, France, Italy, even Spain, Belgium, Holland, The Scandinavian nations, and Pan-America are in the main one community in their deepest needs and their deepest purposes. They have a common interest in the ocean which unites them. They are today more inextricably bound together than more even as yet realised. — Cité d'après "The Defense of the Atlantic World", The New Republic, 17. Février 1917; dans Walter Lippmann: Early Writings. New York 1970, pp.69-75, ici p.73.*

<sup>133</sup> *By showing that we are ready now, as well as in the theoretical future, to defend the western world, the cornerstone of federation would be laid. — Ebenda, p.75.*

<sup>134</sup> *We wage war on Germany as long as she commits her destiny to those who would separate her from the western world. [...] we must fight Germany not to destroy her but to force her and to lure her back to the civilisation in which she belongs. She is a rebel nation as long as she wages offensive war against the Western world. — Ebenda, p.74.*

collaborateurs furent classés confidentiels (*confidential*), ce qui n'était pas une raison pour empêcher d'en rendre librement accessibles les résultats aux Britanniques<sup>135</sup>.

House nomma à la direction du groupe son beau-frère, le philosophe des religions Sidney E. Mezes. Walter Lippmann fut chargé, à tout juste 28 ans, du poste de secrétaire. Parmi les soi-disant « experts » on comptait entre autres George L. Beer (membre de la *Round Table* et spécialiste des questions coloniales), Charles Seymour et Robert J. Kerner (pour l'Autriche-Hongrie), James T. Shotwell, Isaiah Bowman, A.P. Evans, David H. Miller, Sidney B. Fay et Robert H. Lord. Lors du choix des collaborateurs, on prit moins en compte leur qualification, que leurs relations personnelles et leurs loyautés. Aussi n'est-ce pas une étrangeté que d'y retrouver des archéologues, des historiens de l'Antiquité, des médiévistes ou des papyrologues, établir des rapports sur des aspects géopolitiques, économiques et ethniques d'un ordre de paix à venir<sup>136</sup>. Lorsque, par exemple, Charles Seymour, prévu en tant « qu'expert » pour l'Autriche-Hongrie, fit part au géographe Isaiah Bowman, compétent pour des questions personnelles, qu'il connaissait le pays seulement comme touriste et à partir des manchettes de journaux, Bowman lui rétorqua, proche de la réalité : « Commencez donc à vous y mettre et vous deviendrez une autorité.<sup>137</sup> »

L'*Inquiry* contribua essentiellement à l'émergence des « 14 points » de Wilson. Elle élaborait un premier projet, sous la direction de Walter Lippmann, que House transmit au président, le 5 janvier 1918, et qu'il retravailla avec lui, avant que Wilson, le 8 janvier, lût devant le Congrès ses points en tant que programme de paix américain.

« Nous nous mêmes au travail à 10 h 30 et à 12 h 30 nous avons changé la totalité de la carte mondiale selon nos idées.<sup>138</sup> »

En tout, deux heures pour ré-ordonner le monde — pour de vrai, un travail d'experts ! Wilson y rajouta lui-même les points 1 à 5 et 14, qui étaient purement de principe et abstraits<sup>139</sup>. L'état major de l'*Inquiry* avait souligné que les USA devraient manipuler les facteurs suivants selon leur sens et les utiliser pour la formulation d'une « diplomatie nouvelle ».

« **1.** L'aspiration universelle à la paix [...] ; **2.** la sensibilité presque universelle, du côté de la simple population mondiale, que l'ancienne diplomatie avait fait faillite et que le système d'une paix armée ne devait plus être restauré. Ceci est, dans son essence même, une sensibilité très profondément orientée comme anti-prussienne, ce qui devrait nous faire réaliser des profits de notre côté. [...] ; **3.** Un grand espoir pour une association des Nations [...] ; **4.** la menace de la révolution sociale existe sur le monde entier. [...] Dans une guerre, qui est réalisée pour des objectifs démocratiques, on devrait laisser ces peurs combattre de notre côté.<sup>140</sup> »

Des représentants du groupe anglais de la *Round Table* réfléchirent, après l'éclatement de la guerre, à la possibilité de laisser naître une sorte de communauté des nations sur un fondement culturel commun et de conceptions du monde communes. Ceci forma le noyau des initiatives britanniques en vue d'une « Société des Nations » (*League of Nations*). Selon les représentations de Lord Milner, Philip Kerr, Lionel Curtis ou bien le Général Smuts, cette SDN était censée reposer sur trois idées : **1.** Formulation d'une idéologie et visions du monde communes parmi les peuples du Royaume Uni, de l'empire et des USA. **2.** Création d'institutions fonctionnelles et pratiques de travail en commun,

---

<sup>135</sup> Lawrence E. Gelfand : *The Inquiry: American Preparation for Peace, 1917-1919* [L'Enquête: une préparation américaine à la paix 1917-1919] New Haven 1963, p.317.

<sup>136</sup> *Ebenda*, pp.48, 315.

<sup>137</sup> Cité d'après Seymour : *The intimate Papers of Colonel House* [les documents privés du Colonel House] vol. I, p.XIII et suiv.

<sup>138</sup> Journal du Colonel House, 4 janvier 1918 ; cité d'après Victor S. Mamatey. *The United States and East Central Europe 1914-1918. A Study of Wilsonian Diplomacy and Propaganda* [Les États-Unis et le centre-Est de l'Europe. Une étude de la diplomatie et de la propagande wilsoniennes]. Princeton 1957, p.177.

<sup>139</sup> Le texte de ce projet se trouve dans *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, Paris Peace Conference 1919* [Documents relatifs aux relations étrangères des États-Unis, Paris Conférence de la paix 1919] Vol. 1-13. Washington D.C. 1942-47, ici vol. I, pp.45 et suiv. ; voir Gelfand : *The Inquiry*, pp.134-153 ; Roland Steel : *Walter Lippmann and the American Century* [Walter Lippmann et le siècle américain]. New York 1980, pp.129-138.

<sup>140</sup> *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, Paris Peace Conference 1919* [Documents relatifs aux relations étrangères des États-Unis, Paris Conférence de la paix 1919] Vol.I, pp.46 et suiv. (voir aussi Arno J. Mayer : *Political Origins of the New Diplomacy* [Origines politiques de la nouvelle diplomatie] 1917-1918. New Haven 1959, p.339.

pour développer des modèles et réflexes du penser parallèles et communs (Pour cela furent et sont toujours utiles jusqu'à aujourd'hui, par exemple, les bourses d'études Rhodes reliées à l'Université d'Oxford. **3.** La naissance d'une confédération sur une base anglo-américaine ou bien planétaire<sup>141</sup>. Ces « Nations unies » devraient réaliser le principe britannique de la suprématie de la loi (*supremacy of law*) dans le cadre d'un *Commonwealth* et finalement s'étendre au monde entier.

Les représentants de la *Round Table* étaient si convaincus de la supériorité des institutions britanniques, en tant qu'incarnations du développement moral le plus élevé de l'être humain, qu'ils en rattachèrent la supériorité à une « mission voulue par Dieu » de devoir tôt ou tard faire le bonheur et le bien-être des peuples du monde entier. Pour cela, comme le formula Philip Kerr en avril 1916, les peuples occidentaux « développés » devaient reprendre en tutelle, tels des genres de « fidéicommissaires pour l'humanité toute entière » (*Trustees for all mankind*) les peuples « arriérés » : « [...] Les habitants de l'Afrique et des parties de l'Asie ont prouvé leur incapacité à se gouverner eux-mêmes »<sup>142</sup>. Jan Smuts entendit, deux ans après, appliquer cette mise en tutelle (*tutelage*) carrément aux peuples de l'Europe du centre et de l'est, qui étant donc moins caressants, se virent aussi considérés aussi comme arriérés<sup>143</sup>. En septembre 1915, dans la revue *The Round Table*, les premiers contours furent esquissés d'un « État mondial » qui, dans son utopie, ne cédait en rien aux idées du président américain Woodrow Wilson, voire même les surpassait<sup>144</sup>. L'auteur anonyme, derrière lequel se dissimulait Philip Kerr, y définissait l'État comme une « communauté d'êtres humains organisée sur la base du service réciproque » (*community of human beings organized on the basis of mutual service*). C'est pourquoi l'État ne pouvait que transposer dans la pratique le commandement chrétien : « Tu dois aimer ton prochain comme toi-même », car, ce n'est que par et au moyen de l'État que l'individu humain pourrait remplir « ses devoirs pratiques à l'égard de ses semblables dans ce monde » (*practical duties in this world*) :

« Sans l'État, ce commandement ne peut pas être réalisé complètement. [...] le bon Chrétien doit aussi être un bon citoyen, car seulement en tant que citoyen d'un État, il peut venir à bout de la totalité de ses devoirs envers le monde entier.<sup>145</sup> »

Augustin et ses épigones cléricaux se fussent certainement réjouis de cette pieuse mise au même niveau du chrétien et du citoyen<sup>146</sup>. Cette idée représente aussi le cadre d'une « État mondial » futur (*world state*), qui devrait être fondé sous la domination de la loi.

« Un tel État doit passer outre de tous les autres. De fait il sera le seul et unique État. [...] En dessous de ce plan, il peut bien y avoir, comme dans le moment présent, un nombre indéterminé d'unités nationales, mais la loi suprême sera la loi du monde, qui ne tiendra pas compte de la loi nationale là où elle entre conflit avec elle et à laquelle tous les habitants de la planète sont astreints.<sup>147</sup> »

---

<sup>141</sup> Voir Quigley : *The Anglo-American Establishment*, p.150.

<sup>142</sup> [...] *the inhabitants of Africa and parts of Asia have proved unable to govern themselves* Kerr à Lionel Curtis, le 15 octobre 1918; Butler/ Lord Lothian, p.68; Voir Tillman: *Anglo-American Relations*, p.86.

<sup>143</sup> Voir Tillmann : *Anglo-American Relations*, p.88.

<sup>144</sup> (Philip Kerr : ) « La fin des guerres », *The round Table*, n°20 (septembre 1915), pp.772-795.

<sup>145</sup> *Without the state that commandment could not be fully realized. [...] The true Christian must also be a good citizen, for it is only as a citizen of a state that he can fully discharge his duties to all the world. — Ebenda.*

<sup>146</sup> L'ami de Kerr, Lionel Curtis *saw federation as God's will and as a vehicle of extending the Pax Britannica by way of an Imperial federation to which, I suspect under Lothian's influence, he was prepared to admit lesser breeds if the conformed to Anglo-Saxon manners. [L.C. voyait une fédération comme volonté de Dieu et véhicule d'extension de la Pax Britannica d'une fédération Impériale à laquelle, je suspecte que, par l'influence de Lothian, il était préparé à admettre moins les espèces si elles sont en conformité avec les hommes anglo-saxons]. — Charles Kimber à John Pinder, 29 février 1980. John Pinder, Richard Mayne: *Federal Union: The Pioneers. A History of Federal Union [Union fédérale: les pionniers. Une histoire de l'Union fédérale]*. New York 1990, pp.10 et suiv. Pour Curtis, c'était là tout bonnement la réalisation de la Jérusalem céleste, la *Cité de Dieu (Civitas Dei)* d'Augustin. Voir son œuvre monumentale, Lionel Curtis : *Civitas Dei*, vol.1-3, Londres 1934-37. Nouvelle édition en un volume : *The Commonwealth of God [Le Commonwealth de Dieu]*, Londres 1938. Nouvelle édition révisée : *Civitas Dei*. Londres 1950.*

<sup>147</sup> *Such a state must override all others. Indeed, it will be the only state. [...] Beneath it there may be an indefinite number of national units as at present, but the supreme law will be the world law, overriding national law where it conflicts with it and binding on all inhabitants of the globe. — [Philip Kerr:] "The End of War", *The round Table*, n°20 (septembre 1915), pp.772-795.*

Pourtant, qui octroierait à ce super-État sa « loi universelle » ? Naturellement, les expert de la papauté anglo-américaine ou bien dans les termes du prophète Cecil Rhodes : « *A kind of religious brotherhood like the Jesuits* », « *a church for the extension of the British Empire* », « *to train the people in the English-speaking idea* » [« *une sorte de fraternité religieuse comme les Jésuites* », « *une Église pour l'extension de l'Empire britannique* », « *pour instruire les gens dans l'idée d'expression anglaise* »]<sup>148</sup>.

« D'une part, la direction des affaires mondiales aurait à se trouver aux mains des peuples les plus civilisés, car le progrès du monde ne serait pas aidé en transférant un pouvoir des mains responsables à celles des irresponsables. D'autre part, pour déposséder les nations intermédiaires de la responsabilité du gouvernement d'elles-mêmes, on aurait à reculer les aiguilles de l'horloge du progrès. Il semblerait, par conséquent, que leurs relations extérieures, et cette part de leurs actions gouvernementales intérieures, auraient des répercussions sur le reste de l'humanité et auraient donc à être contrôlées d'en haut jusqu'à ce que le moment fût venu qu'elles assumassent leur part de responsabilité dans la politique mondiale.<sup>149</sup> »

Liberté universelle et paix universelle, les objectifs d'un tel état mondial seraient mis en avant de nature exemplaire dans les institutions du *Commonwealth* britannique : « Le *Commonwealth* britannique est un exemple parfait d'un monde-*commonwealth* prenant finalement naissance ». L'État mondial devrait donc se constituer à partir de ces états-là qui eussent déjà transposé en pratique le modèle britannique. Ceux-ci devraient agir « pour le bien-être de toutes les nations » (*for the welfare of all nations*) et faire obtenir et valoir leurs principe en cas de nécessité — à l'occasion de quoi la clause de nécessité reste à exposer — également par la violence. D'autres états devraient, dans une seconde progression, entrer peu à peu dans cette communauté mondiale, s'ils se fussent élevés au plan de ses principes. Enfin cette communauté engloberait le monde entier, l'état mondial sous la forme d'un monde-*commonwealth* serait devenu réalité. « Ce qui est un fait concret pour un extrait typique de l'humanité, deviendrait à la fin des fins possible pour l'humanité entière. »

Robert Cecil concrétisa, dans une lettre à William Wiseman — l'homme de liaison britannique aux USA — dans quelle direction les idées convergeraient vers un nouvel ordre d'après-guerre :

« Ce qui est requis, c'est un grand idéal et il doit être trouvé dans la conception de l'hébraïsme antique et, laissez nous ajouter, celle chrétienne du royaume de paix. Je crois qu'un sentiment grandiose existe dépourvu de forme. Si ce n'est pas le cas, nous ne pouvons rien faire. Si cela est, nous devons lui donner un organe pour son expression. Cela doit être trouvé dans une Ligue des nations (...).<sup>150</sup> »

---

<sup>148</sup> Cité d'après Quigley : *The Anglo-American Establishment*, p.34 ; Engelmann : *Les bourses Cecil-Rhodes*, p.160 ; Frederick White ; *La vie de William T. Stead*. Londres 1925, vol. II, pp.208 et suiv. ; William Stead: *The Last Will and Testament of Cecil Rhodes [La dernière volonté et le testament de Cecil Rhodes]*, Londres 1902, p.211 ; Rotberg: *The Founder*, p.663 et suiv. ; William T. Stead écrivit, en juillet 1889 à son ami Rhodes en Afrique du Sud : *If, as it seems to me, your idea and mine is in its essence to undertaking, according to our lights, to rebuild the City of God and reconstitute in the nineteenth century some modern equivalents, equipped with modern appliances of the Mediaeval Church of the ninth century, on a foundation as broad as Humanity, then some preliminary inspection of the planet would seem almost indispensable. [Si, comme il me semble, ton idée et la mienne est dans son essence d'entreprendre, conformément à tes lumières, la reconstruction de la Cité de Dieu et reconstituer au 19<sup>ème</sup> siècle quelque équivalent moderne de l'Église médiévale du 9<sup>ème</sup> siècle équipée d'un appareillage moderne, sur une fondation aussi large que l'humanité, alors quelque contrôle préliminaire de la planète semblerait presque indispensable]* — Cité d'après Estelle Stead : *My father [Mon père]*, 1913, p.262.

<sup>149</sup> *On one hand, the direction of world affairs would have to be in the hands of the most civilized peoples, for the progress of the world would not be assisted by transferring power from responsible to irresponsible hands. On the other hand, to deprive the intermediate peoples of the responsibility of Self-government would be to set back the hands of the clock of progress. It would seem, therefore, that their external relations, and such of their internal acts as affect the rest of mankind, would have to be controlled from above until such time as they were fit to be admitted to a share in the responsibility for world policy. — Ebenda.*

<sup>150</sup> *What is wanted is a great ideal, and that must be found in the old Hebrew, and let us add, Christian, conception of the reign of Peace. I believe that a great formless sentiment of this kind exists. If it does not, we can do nothing. If it does, we must give it an organ for its expression. That must be found in the League of Nations [...]*

Le statut de la Ligue des nations est désigné en anglais par le terme *Covenant* [engagement formel, *ndt*] une expression qui caractérise, dans la Bible, « l'Alliance » entre Iahvé et le peuple Israël.

Ces idées pieuses, marquées d'une crainte respectueuse envers Dieu, étaient directement et manifestement taillées pour s'ajuster parfaitement au président US Wilson : paix mondiale sous la forme d'une communauté d'états censée être ordonnée selon les principes de l'Ancien Testament par une morale et un codex de lois, engageant juridiquement la communauté des peuples. Le cercle, autour de Milner, Curtis et Kerr, s'unissait effectivement sur les paroles de Wilson — « garantir la sécurité du monde pour la démocratie » (*to make the world safe for democracy*), « la guerre pour mettre fin à toutes les guerres » (*the war to end all wars*), « auto-détermination » (*self-determination*) — qui étaient en grande partie identiques avec leur conception de « la domination de la loi » (*the rule of law*)<sup>151</sup>.

Dans les années 1915/16 l'idée d'une *League of Nations* prit forme d'un *World Commonwealth* à venir des deux bords de l'Atlantique. Du côté britannique, quatre hommes, sortis de l'entourage de Milner, rédigèrent les premiers projets pour la Société des Nations (SDN) et son statut : Robert Cecil, le général Jan Smuts, Lord Walter Phillimore et Alfred Zimmern. Du côté américain, ce fut George L. Berr qui assura de manière déterminante l'élaboration des projets. On y reprit, à l'occasion, des concepts issus des 16<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup> et début 19<sup>ème</sup> siècles (Sully, Penn, Kant, Bentham, Czartoryski) et on tenta de mettre les idées fondamentales qu'ils renfermaient à la hauteur des conditions du présent. Un mémorandum, rédigé à l'automne 1916, par Robert Cecil, forma les premiers embryons britanniques du statut de la SDN<sup>152</sup>.

Les représentants de la *Round Table* ne parlaient plus alors, à vrai dire, de la création d'un « État mondial » — ce qui eût encore provoqué par trop d'agitation dans leurs propres pays — mais au contraire seulement d'une conférence mondiale inter-états, censée amener les divers *commonwealths* à un dialogue commun, sans rogner leur indépendance étatique. Le principe du droit reposant au fondement de la SDN devrait progressivement « moraliser » les états et les éduquer à une forme nouvelle de communauté, laquelle possédera seulement ensuite la maturité indispensable à la réalisation d'un État mondial à venir. Lionel Curtis<sup>153</sup> et Alfred Zimmern<sup>154</sup> exprimèrent ces idées, en décembre 1918 dans la revue *The Round Table* ; en même temps parut l'étude rédigée par Jan Smuts (avec G.L. Beer) : *The League of Nations : a Practical Suggestion* [*La Ligue des Nations : une suggestion pratique*]. Depuis 1915, la *League of Nations Society* [*la Société de la Ligue des Nations*] en Grande Bretagne ainsi que la *League to Enforce Peace* [*Ligue pour imposer la paix*] aux USA, militaient pour les idées de cet ordonnancement. « Les réflexions britanniques [étaient] déjà beaucoup plus mûres, claires et concrètes [...] que les représentations américaines, à cette époque encore vraiment vagues. Dans l'opinion publique, les politiciens abandonnaient, il est vrai, la direction du mouvement aux Américains, car ils faisaient l'hypothèse à juste titre qu'autrement, l'entrée de l'Amérique dans la SDN, tenue par eux pour inconditionnellement requise, serait mise en danger.<sup>155</sup> »

Au printemps de 1915, déjà, sir Edward Grey écrivait à son ami le colonel House, que les USA, au cas où ils entreraient en guerre, pourraient configurer de manière décisive un ordre de paix ultérieur<sup>156</sup>. House communiqua les idées de Grey, sur une communauté mondiale entre les états, à Wilson, que cette justification morale consolait de sa mauvaise conscience de n'impliquer que peu à

---

<sup>151</sup> Voir Quigley : *The Anglo-American Establishment*, p.233.

<sup>152</sup> Tillman : *Anglo-American Relations*, p.106; Viscount Cecil (Lord Robert Cecil): *A Great Experiment [Une expérimentation grandiose]*. New York 1941, pp.47 et suiv.

<sup>153</sup> « Windows of Freedom [Fenêtres de liberté] », *The Round Table*, n°33 (décembre 1918). *The Round Table*, n°33 (décembre 1918)

<sup>154</sup> « Some principles and Problems of Settlement [Quelques principes et problèmes d'accord] » *The Round Table*, n°33 (décembre 1918).

<sup>155</sup> Hermann Graml : *L'Europe entre les guerres*. Munich 1979, p.17.

<sup>156</sup> Tillman : *Anglo-American Relations*, p.103.

peu les USA au « conflit européen », contrairement à ses promesses antérieures<sup>157</sup>. Du côté britannique, on comptait fermement sur l'alliance des USA, en tant que puissance jeune et fraîche, dans le plan d'ordonnancement occidental, à l'occasion de quoi on estimait comme un obstacle principal l'isolationnisme, affirmé de manière coriace par la majeure partie de l'opinion publique américaine. Wilson pensait pareillement, comme le rapporta William Wiseman à son supérieur à Londres, après un entretien avec le président :

« quoiqu'il ne consentirait jamais à admettre exactement, [...] une ligue des nations, comme un instrument anglo-américain, il se représente la Ligue des Nations comme un forum, dans lequel les représentants de toutes les nations pourraient se rencontrer et exprimer leurs visions des choses ; mais au fond de son esprit se dissimulait l'idée que les résolutions pourraient être prises en conférences privées, entre les représentants américains et britanniques et, après que le reste du monde eut fini de discuter, ces résolutions pourraient alors être annoncées. La raison à cela, c'était sa croyance que le penser des Libéraux anglais correspondît substantiellement à sa manière de penser à lui.<sup>158</sup> »

À un autre endroit, Wiseman attire l'attention de son chef :

« L'Amérique n'admettrait pas une seconde qu'elle fût préparée à suivre le pilotage de l'Angleterre ; mais il est non moins vrai qu'inconsciemment, elle se raccroche aux traditions britanniques et serait donc d'autant plus prête à accepter le point de vue britannique plus qu'aucun autre, mais toujours sous la condition qu'aucune indication n'échappât que l'Angleterre était en train de guider ou de mener la politique étrangère des Etats-Unis. Ce n'est pas une exagération d'affirmer que la politique étrangère de l'Amérique, qui est en cours de formation depuis de nombreuses années maintenant, dépend beaucoup du plein échange de vues sympathique entre les *leaders* du peuple britannique et américain.<sup>159</sup> »

### Après l'entrée en guerre

Le 6 avril 1917, les USA déclarèrent a guerre à l'Allemagne, huit mois plus tard, le 7 décembre, s'ensuivit la déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie. Entre ces deux dates, s'était produite en Russie la révolution bolchevique d'octobre. Au travers de ces événements, le caractère de la guerre en fut fondamentalement changé ; pour la première fois se profilait le grand conflit Est-Ouest qui allait marquer tout le 20<sup>ème</sup> siècle. Les USA sous leur président Wilson, devinrent alors la puissance protectrice la plus importante de ce principe d'ordonnancement, dont les idées de base lui furent amenées depuis l'Europe. En avril 1917, Walter Lippmann déclarait, lors d'un discours à Philadelphie : « La guerre...

« est en train de se dissoudre dans une révolution extraordinaire. La perspective est aujourd'hui entièrement changée par la révolution [de février] en Russie et par l'intervention de l'Amérique. L'échelle des valeurs est métamorphosée, car les démocraties sont libérées. » Le but de la guerre est à présent la création d'une « Union des nations libérales[...], lesquelles sont résolues

---

<sup>157</sup> Walter Lippmann défendait déjà cette conception en 1920 ; voir Joyce G. Williams : *Colonel House et Sir Edward Grey. A Study in Anglo-American Diplomacy [le Colonel House et sir Edward Grey. Une étude dans la diplomatie anglo-américaine.]*. Lanham/Md.-Londres 1984, pp.61 et suiv.

<sup>158</sup> [...] though he would never quite admit it [...] of the League of Nations as an Anglo-American instrument. He thought of the League of Nations as a forum where representatives of all the nations could meet and express their views; but at the back of his mind was the idea that the decisions could be made in private conference between the American and the British representatives and that, when the rest of the world had finished talking, these decisions could be announced. The reason for this was that he believed that English Liberal thought was substantially his way of thinking. — Cité d'après Willert: *The road of Safety [La voie du salut]*, p.59.

<sup>159</sup> America would never for a moment admit she is prepared to follow the lead of England ; but it is nevertheless true that unconsciously she is holding on to British traditions and would more readily accept the British than any other point-of-view, always provided no suggestion escaped that England was guiding or leading the foreign policy of the United-States. It is non exaggeration to say that the foreign policy of America for many years to come is now in process of formation, and very much depends on the full sympathetic exchange of views between the leaders of the British and American people. — «Memorandum on Anglo-American Relations, août 1917», Cité d'après Fowler: *British-American Relations*, p.67.

pour cela à mettre en place un système plus vaste et plus moderne de lois internationales sur la base d'une fédération mondiale.<sup>160</sup> »

Philip Kerr exprima une idée analogue dans la revue *The Round Table* de mars 1918 :

« L'Europe se trouve dans un processus de fermentation et eu égard à l'incertitude universelle, dans la misère et la souffrance qui s'accroissent, personne ne peut prédire quelles forces, quels meneurs, quelles formes de société et de gouvernement, émergeront pour ses nations.<sup>161</sup> »

Trois idéologie combattent désormais aujourd'hui pour la maîtrise du monde et l'idée d'humanité : le principe du *Prussianism*, le principe de la révolution et celui du *Commonwealth*. *Prussianism* et révolution léniniste seraient étroitement apparentés ; leur domination reposerait sur la violence. Mais étant donné que l'être humain est « un être spirituel » (*a spiritual being*) (ce que souligne Philip Kerr, lui-même adepte de la *Christian Science* de Mary Eddy Baker, avec des exemples tirés de la doctrine de l'évolution darwinienne!), il nécessite la justice et la liberté pour vivre. Celles-ci trouveraient leur incarnation dans le principe du *commonwealth* :

« Un *commonwealth* [ici au sens de ce qui relève du « bien public commun » en général, *ndt*] est une organisation qui est structurée avec le motif du gouvernement d'amour et de fraternité. [...] La doctrine du *commonwealth* a été exposée et appliquée sans cesse au travers des siècles pour les problèmes courants de l'humanité, depuis Platon jusqu'au président Wilson (sic !). Elle incarne [...] la réponse de l'âme humaine aux défis jumeaux du prussiannisme et de la révolution. [...] Religion et philosophie, conscience et idéalisme, l'annoncent.<sup>162</sup> »

De cette façon s'engagea, en 1917/18, un processus historique au cours duquel les USA relayèrent de plus en plus le rôle global de l'empire britannique<sup>163</sup>. L'Amérique, exempte du passé colonial et ayant pris naissance d'une guerre de libération révolutionnaire, semblait pour l'essentiel appropriée à entrer en scène, en tant que gardienne des principes de liberté et de démocratie, en tant que garante de la Société des Nations, d'une « Union générale des Nations [...] en vue de production de garanties réciproques pour l'indépendance politique et l'intégrité territoriale des grands comme des petits états », comme le formulait Wilson dans ses 14 points<sup>164</sup>.

Le ministre des affaires étrangères Lansing, par contre, dans un mémorandum du 23 août 1918, avait conséquemment reconnu qu'entre l'intervention de l'Angleterre pour les « nationalités opprimées » de l'Europe du centre et le traitement des nationalités de l'empire anglais, il existait une contradiction criante. S'il y avait un homme d'État autrichien, ainsi raisonnait Lansing, il exigerait, quant à lui, l'indépendance de l'Irlande, de l'Égypte, de l'Inde et reconnaîtrait aussi officiellement celles-ci. Ce serait « pénible » au plus haut degré, pour les Alliés participants à une

---

<sup>160</sup> [The War] is dissolving into a stupendous revolution. The whole perspective is changed today by the revolution in Russia and the intervention of America. The scale of values is transformed, for the democracies are unloosed. [...] [an] union of liberal peoples [...] determined to erect a larger and more modern system of international law upon a federation of the world. — Cité d'après Steel: *Walter Lippmann and the American Century* [Walter Lippmann et le siècle américain], p.113.

<sup>161</sup> Europe is a ferment, and the universal uncertainty, in the increasing misery and suffering, no man can predict what forces, what leaders, what forms of society and government will emerge for her peoples — [Philip Kerr] «Three Doctrines in Conflict [Trois doctrines en conflit] *The Round Table*, n°30 (mars1918), pp.262 et suiv.

<sup>162</sup> A Commonwealth is an organisation designed with the rule motive of love and brotherhood [...] The doctrine of the Commonwealth [...] has been set forth and applied from age to the current problems of humanity, from Plato down to president Wilson. It embodies [...] the response of the soul of man to the win challenge of Prussianism and Revolution [...] Religion and philosophy, conscience and idealism, proclaim it. — *Ebenda* p.263.

<sup>163</sup> Ce processus s'acheva seulement en 1944, à la conférence internationale des finances et monnaies de Bretton Woods, New Hampshire, lors de laquelle les USA imposèrent leurs exigences de libéralisation du commerce mondial et la libre convertibilité des monnaies. Dans les années qui suivirent, le dollar-US soutenu sur l'or devient la monnaie des échanges mondiaux — aux dépens de la livre-sterling — dont contrôlent à Bretton Woods les Institutions IFM et Banque Mondiale les liquidités internationales. Richard N. Gardner : *Sterling-Dollar Diplomacy. The Origins and Prospects of our International Economic Order* [Diplomatie Dollar-Sterling. Les origines et perspectives de notre ordre économique international]. New York 21969 ; Armand van Dormael : *Bretton Woods. Birth of a Monetary System* [Bretton Woods. Naissance d'un système monétaire]. Londres 1978.

<sup>164</sup> A general association of nations [...] for the purpose of affording mutual guaranties of political independence and territorial integrity to great and small states.— *The Public Papers of Woodrow Wilson: War end Peace* [Les discours publics de Woodrow Wilson: guerre et paix], vol.I, pp.161 et suiv.

conférence de la paix. « La Grande-Bretagne ayant déjà la réputation peu enviable d'avoir une règle pour elle-même et une autre pour le reste des nations »<sup>165</sup>. Les USA doivent rester prudents, selon Lansing, et ne pas jouer leur crédit de cette manière.

Après quelques tiraillements, entre le côté américain sous Wilson, et le côté britannique, on se mit d'accord, en février 1919, sur le statut de la SDN, récemment constituée. Il formait en tout et pour tout une synthèse des représentations anglo-américaines sur le nouvel ordre mondial<sup>166</sup>.

Thomáš Masaryk aussi, fut de ceux qui reconnurent précocément le rôle particulier que joueraient les USA dans un ordre mondial à venir de la démocratie et du principe d'état national. Emmanuel Voska était un agent actif aux USA envoyé par lui, où il organisait la propagande en compagnie de William Wiseman, à partir de moyens financiers britanniques, provenant principalement du budget du service secret britannique<sup>167</sup>. On attachait une importance particulière à la diffusion de pamphlets qui rattachaient la problématique des nationalités d'avec la vision d'une « Europe nouvelle ». Le programme de Wilson, qui constamment tournait autour des concepts de démocratie et d'auto-détermination, était pré-formulé depuis longtemps dans le concept d'Europe nouvelle, selon l'opinion de Masaryk, c'était en effet déjà « du Wilsonisme avant Wilson lui-même »<sup>168</sup>. Le célèbre discours de Wilson du 22 janvier 1917, dans lequel il parla devant le Sénat du concert des peuples à venir après la guerre, de l'armement, de la démocratie et de l'auto-détermination, fut commenté d'une manière pénétrante par le membre de la *Round Table*, Alfred Zimmern dans une lettre adressée à Seton :

« Que pensez-vous du message de Wilson ? Je crois que par un maniement judicieux, il devrait être d'une aide énorme pour notre cause : car *pris au pied de la lettre* [en français dans le texte anglais originel, *ndt*], il a établi la nouvelle Europe. [...] Si j'étais vous, je ne prendrais pas trop tragiquement la baliverne du « pas de victoire », mais j'analyserais juste les implications de ses principes généraux [...] et par dessus tout, la mention spécifique de retirer la Pologne prussienne de l'Allemagne. La chose, dans sa totalité, est soit extrêmement naïve soit extrêmement rusée. J'incline à suivre la première explication.<sup>169</sup> »

À partir du 16 mai 1917, Masaryk séjournait dans la capitale de la Russie, Petrograd (comme s'appelait patriotiquement Saint-Petersbourg depuis 1915). Il commença alors la rédaction d'un plus long essai intitulé *La Nouvelle Europe*, dans lequel il en vint à évoquer directement le rôle de l'allié USA tout « frais »<sup>170</sup>. À côté de ses expositions déjà connues sur la nature de la question des nationalités et du pangermanisme, l'écrit de Masaryk renferme des expositions programmatiques du nouvel ordre mondial des Alliés occidentaux. Tandis que l'empire allemand poursuit dans le temps présent l'impérialisme romain théocratique, en rehaussant Berlin au rang de « quatrième Rome », selon Masaryk, il a déclaré la guerre au monde entier. Car l'humanité presserait aujourd'hui en direction d'un organisme unitaire de tous les peuples du monde, et ce serait justement le plan des Alliés occidentaux d'acquiescer cet ordre démocratique futur pour l'Europe, sous la direction des USA et de son président Wilson.

---

<sup>165</sup> *Great Britain has already an unviable reputation for having one rule for herself and another for other nations.* — *The Public Papers of Woodrow Wilson.* — Voir Kalvoda: *The Genesis of Czechoslovakia*, pp.392 et suiv. [Avec les péripéties de la formation de l'Europe jusqu'à sa forme actuelle, le fait s'est révélé patent au monde entier et il ne reste plus aucun espoir même d'avoir une Europe sans son intégration complète aux Etats-Unis, ce que qu'annoncent déjà les négociations secrètes actuelles dans le cadre du TTIP.*ndt*]

<sup>166</sup> Voir Tillman « *Anglo-American Relations* » pp.108-117 ; Alfred Pfeil: *Der Völkerbund [ La SDN]*. Darmstadt 1976, pp. 43 et sui.

<sup>167</sup> Kalvoda : *The Genesis of Czechoslovakia*, pp.54 et suiv., Calder; *Britain and the Origins of the New Europe*, p.51.

<sup>168</sup> *Wilsonian long before Wilson himself [Wilsonien longtemps avant Wilson lui-même]* — ainsi le jugement de Seton-Watson: *Making of a New Europe*, p.153; Voir aussi le point de vue de Masaryk dans l'ouvrage de Seton-Watson: *Masaryk in England*. Pp.94 et suiv.

<sup>169</sup> *What do you think of Wilson's message ? I think, with judicious handling, it should be an enormous help to our cause: for taken au pied de la letter it established the New Europe. [...] If I were you, I should not take the rot about "no victory" too tragically, but just analyse the implications of his general principles [...] and above all the specific mention of the taking away of Prussian Poland from Germany. The whole ting is either intensely naïve or intensely artful. I am inclined to think the former* — Cité d'après Seton-Watson: *Making of a New Europe*, p.192.

<sup>170</sup> L'essai fut publié en octobre d'abord aux USA en langues anglaise et française.

Dans le combat entre les principes de démocratie républicaine des Alliés et l'absolutisme théocratique des puissances centrales, il s'agirait d'un duel entre idées américaine et prussienne, entre le progrès et le Moyen-Âge, en effet, « c'est le combat de la lumière et des ténèbres [...] ». <sup>171</sup> » Sous le masque de la « *Mitteleuropa* », l'Allemagne voudrait selon lui exploiter à son avantage une grande partie du « Vieux monde » de l'Europe et de l'Asie. On serait censés s'opposer à une « américanisation, intérieure, spirituelle », qui se fonde sur les principes d'indépendance, de liberté et d'humanité et qui amènera avec elle une organisation homogène de l'ensemble de l'humanité. Le président Wilson incorporerait ces « principes politiques du nouveau monde », « au moyen desquels [...] les problèmes politiques se verraient résolus dans leur totalité. <sup>172</sup> »

Un facteur d'ordonnement important, moderne, serait le principe des nationalités, le « processus de l'individualisation nationale », qui s'affirme parallèlement à l'individualisation de l'être humain singulier.

« Les nations sont l'organisation naturelle de l'humanité, la nationalité est la meilleure caution d'internationalité, laquelle est pareillement l'objectif de l'évolution européenne, comme la nationalité. L'une conditionnant l'autre. Les états sont le moyen de la nation, l'évolution des nations est le but. [...] Les états doivent être nationalisés. <sup>173</sup> »

C'est précisément par la conquête de leur autonomie que les nations peuvent de nouveau se joindre en une fédération organique, en ayant les mêmes droits, car l'humanité tend aujourd'hui dans son ensemble à l'unité <sup>174</sup>. C'est pourquoi la question nationale pourrait ne plus être considérée comme une affaire intérieure des états individuels, elle deviendrait un problème international et devrait être résolue dans le contexte international. Assurément, la question nationale ne se poserait qu'à l'est de l'Europe : pour préciser, la question irlandaise ne serait pas un problème national, car il s'agit là d'une partie de l'Angleterre ; en Belgique, il n'existerait principalement pas non plus d'oppositions nationales entre Flamands et Wallons <sup>175</sup>. À l'est de l'Europe, par contre, devrait naître, à partir de l'actif résultant de la faillite de l'empire des Habsbourg, des « vestiges médiévaux » — outre une Tchécoslovaquie souveraine, un état polonais et un état yougoslave — qui à l'avenir, formeraient une barrière slave à tout réveil ultérieur du pangermanisme.

« Ce qui était juste dans la théocratie : à savoir l'idée de la catholicité, d'humanité universelle, de l'humanité organisée dans son ensemble, ne se perdra pas dans la démocratie. Celle-ci espère aussi et travaille à ce qu'au troupeau, il y ait un berger (sic !). »

Et il en appelait donc pour le troupeau de brebis qui était le sien, à présent, à la solution d'une Europe démocratique qui pût enfin devenir réalité : esprit au lieu de matière, « Jésus, et non pas César <sup>176</sup> ».

### La progression britannique au Proche-Orient

C'est sous un augure inverse que se déroula, par contre, l'évolution au Proche-Orient. L'ambassadeur britannique à Constantinople, sir Lewis Mallet, avait recommandé au *Foreign Office*, dès le 4 septembre 1914, en cas d'entrée en guerre de la Turquie, de soutenir le mouvement national arabe et de l'utiliser comme une arme. À ce moment-là, le ministre des affaires étrangères sir Edward Grey et Lord Kitchener avaient déjà décidé de promouvoir, au lieu des Turcs, désormais les Arabes sous la direction du chérif de La Mecque, Husayn ibn'Alî, gardien de l'Islam et des lieux saints du Prophète et à les reconnaître comme *Arab nation*. Le 4 décembre, le gouvernement britannique déclara qu'il se comprenait comme puissance protectrice des peuples musulmans et voulait mener, après la guerre, les pays arabes à l'indépendance : « Ayez confiance dans l'aide de la

---

<sup>171</sup> Masaryk : *La Nouvelle Europe*, pp.20 et suiv. [l'idée d'une relation entre le prussianisme du Kaiser allemand et l'esprit médiévo-gothique est particulièrement **évidente** à qui aperçoit, pour la première fois de son existence, la très belle **gare de Metz**, un magnifique **cadeau** que fit le *Kaiser* à la population de l'Alsace-Lorraine dans l'espoir de la germaniser. On peut comprendre ainsi directement l'assertion de Masaryk. *ndt*]

<sup>172</sup> *Ebenda*, p.24.

<sup>173</sup> *Ebenda*, p.132.

<sup>174</sup> *Ebenda*, p.48.

<sup>175</sup> *Ebenda*, pp.35, 59 et suiv.

<sup>176</sup> *Ebenda*, pp.112 et suiv., 116 et suiv., 143.

Grande Bretagne.<sup>177</sup> » Après des négociations écrites avec le haut commissaire pour l'Égypte, sir Henry McMahon, Husayn crut que les Britanniques le soutiendraient lors de l'érection d'un royaume arabe national, qui était censé inclure aussi la Syrie et la Mésopotamie ; là-dessus, Husayn appela les Arabes à la révolte armée contre les Turcs, le 5 juin 1916.

De fait, pourtant, l'empire [anglais, *ndt*] n'était en aucune façon disposé à renoncer simplement au contrôle sur une région aussi importante que le Proche-Orient, tant au plan géopolitique qu'au plan de l'approvisionnement en carburant et en énergie, en cas de victoire sur l'empire Ottoman. Dans le dos d'Husayn, donc, Britanniques et Français, s'étaient mis d'accord, un mois auparavant déjà — lors d'un règlement secret, désigné comme « accord Sykes-Picot » — prenant en compte les revendications de la Russie, sur le partage futur de la région en sphères d'intérêts politiques et économiques<sup>178</sup>.

Or à la fin de l'automne 1917, en même temps que la publication inopinée de cet accord secret — que les Bolcheviques avaient découvert dans les archives tsaristes — on apprit, à l'indignation des nationalistes arabes, que le ministre britannique des affaires étrangères Balfour, dans une déclaration du 2 novembre 1917, avait déjà expliqué au mouvement juif sioniste qu'il était prêt à leur venir en aide pour la création d'un « foyer national » (*national home*) en Palestine. Milner, depuis l'été 1917, comme préconisateur de l'idée sioniste, avait à l'esprit un protectorat britannique pour la Palestine, peut-être aussi en ayant en vue un *Dominion* à venir de l'empire<sup>179</sup>. La déclaration, dont quatre héritiers spirituels de Cecil Rhodes avaient en fait à répondre — Leo Amery, qui en rédigea le projet sur ordre de Milner, Balfour et Nathan Rothschild, Milner lui-même y mit la dernière main —, devait gagner à la cause des Alliés la communauté juive mondiale, laquelle, dans sa majorité écrasante, était justement germanophile aux USA<sup>180</sup>. Balfour exprima en mai 1917 son ferme espoir que :

« Le Judaïsme mondial [...] réfléchira, à présent, sur son comportement là où le tsarisme est abrogé en Russie, au cas où les Alliés s'expriment désormais au profit du sionisme.<sup>181</sup> »

Le droit d'auto-détermination fut donc aussi reconnu et employé au Proche-Orient en tant que moyen tactique de mener la guerre. Seulement, dès le début ici, on n'était pas prêts pour autant à garantir pleinement l'indépendance dans l'après-guerre. Au contraire — par le démantèlement de l'empire Ottoman, la direction de l'état britannique voulait avoir une mainmise, étendue et consolidée, sur le pays des deux fleuves. Tandis qu'on jouait *simultanément* la carte juive et celle arabe, on sema ainsi le conflit du Proche-Orient. Le tracé des frontières, réalisé en 1920-22 au Proche-Orient, s'ensuivit alors exclusivement selon le point de vue de l'intérêt géopolitique, « en écartant donc toute réalité historique. Il contrariait toutes les religions, les traditions ethniques, culturelles et politiques dans l'Orient islamique. Et en considération des conséquences, qui en résultaient pour la structure de la population et la répartition des ressources économiques, quelque chose de non-organique, de non-naturel et d'artificiel lui restait attaché. [...] Ainsi les grandes puissances européennes, — consciemment ou non, cela reste ici en suspens — s'étaient-elles jouées de la chance qui leur était offerte d'influer positivement sur les prévisibles divergences en les

---

<sup>177</sup> A.L. Tibawi : *Anglo-Arab Relations and the question of Palestine, 1914-1921* [Les relations anglo-arabes et la question de la Palestine, 1914-1921]. Londres 1978, pp.35-43.

<sup>178</sup> Voir Elie Kedourie : *In the Anglo-Arab Labyrinth. The McMahon-Husayn Correspondence and its Interpretations 1914-1939* [Dans le labyrinthe anglo-arabe. La correspondance McMahon-Husayn et ses interprétations]. Cambridge 19176, pp.123 et suiv. ; Stéphane Yerasimos : *Questions d'Orient. Frontières et minorités des Balkans au Caucase*. Paris 1993, pp.105-109.

<sup>179</sup> John Marlowe : *Milner — Apostle of Empire. A life of Alfred George the Right Honourable Viscount Milner of St. James's and Cape Town, KG, CGB, GCMG 1854-1925* [Milner — Apôtre de l'Empire. Une vie d'Alfred George le Très Honorable Vicomte Milner de St.Jacques et de la ville du Cap, 1854-1925].Londres 1976, p.331. La même idée fut formulée aussi dans le numéro de Juin de la revue *The Round Table*.

<sup>180</sup> Leo S. Amery : *My political Life* [Ma vie politique]. Vol. 1-3 Londres 1953-55, ici le vol. II, p.115 ; Quigley : *The Anglo-American Establishment*, p.169.

<sup>181</sup> Cité d'après Jean-Pierre Alem : *La déclaration Balfour. Aux sources de l'état d'Israël*, Bruxelles 1982 (= la mémoire du siècle. 1917), p.35 ; voir aussi Ronald Sanders: *The High Walls of Jerusalem. A History of Balfour Declaration and the Birth of British Mandate for Palestine* [Les hauts ramparts de Jérusalem. Une histoire de la déclaration Balfour et la naissance du mandat britannique pour la Palestine]. New York 1983 ; Quigley : *The Anglo-American Establishment*. pp.168 et suiv.

favorisant même au contraire, dans l'Orient islamique, dans le sens de leurs propres intérêts politiques ou bien voire même en se la jouant dans une partie de cartes entre elles.<sup>182</sup> »

La publication de l'accord Sykes-Picot par les Bolcheviques ainsi que la pression morale des « 14 points », que formula plus tard le président US Wilson, dans lesquels toute forme de diplomatie secrète en vue d'un ordre de paix futur, se voyait vivement condamnée, vint contraindre la direction de l'état britannique à une ré-interprétation tactique. En proposant de soumettre les régions revendiquées à l'empire ottoman (Mésopotamie et Palestine, du côté britannique, Syrie du côté français) à un mandat gouvernemental allié, censé être supervisé par la SDN, on assurait le contrôle du domaine de ses intérêts au plan international, indirectement certes, mais rien moins qu'efficacement. L'idée de la mise en place d'un « mandat gouvernemental » surgit en décembre 1918, de nouveau du cercle le plus intime de la *Round Table*. Le britannique Lionel Curtis et l'américain George L. Beer proposèrent la réglementation du mandat pour la première fois, l'article 22 correspondant dans le statut de la Ligu des Nations (SDN) fut formulé par Jan Smuts et Philip Kerr ; Lord Milner soumit, quant à lui, les conditions pour entrer en possession du mandat, lors de la conférence de la paix de Paris, à un commission internationale, qu'il présidait lui-même ; tout le règlement en reçut ainsi sa bénédiction finale<sup>183</sup>. Smuts avait auparavant mis en exergue que la réglementation du mandat ne devait avoir d'application que dans « les régions qui appartenaient autrefois à la Russie, l'Autriche-Hongrie ou la Turquie », les anciennes colonies allemandes, par contre, devaient être directement annexées à l'Angleterre<sup>184</sup>.

De nombreux représentants du groupe de la *Round Table* considéraient la SDN comme un instrument avec lequel on voulût réaliser sa propre philosophie d'hégémonie et d'ordre mondial dans le cadre international :

« [...] Nous avons compté sur la SDN, pour nous procurer le mécanisme d'action britannique approprié dans la politique étrangère ainsi que pour la collaboration entre l'empire britannique et d'autres puissances.<sup>185</sup> »

Milner lui-même ne laisse rien de mieux à souhaiter en précision, le 1<sup>er</sup> août 1919 :

« Si elle [la SDN] doit être principalement un instrument efficace, alors cela ne peut être qu'en vertu de l'influence de l'empire britannique et de l'Amérique. [...] Nous devons essayer d'étendre la *Pax Britannica* à une *Pax mundi* [« paix mondiale »]. Mais même si la *Pax mundi* devait être inatteignable, nous devrions nous assurer de la *Pax Britannica*. Et cela, nous ne pouvons pas le faire sans organisation.<sup>186</sup> »

L'équipe d'experts américains de l'*Inquiry*, à qui le président Wilson avait confié l'élaboration d'un règlement de paix, n'avait rien à redire aux revendications britanniques, d'autant plus que George L. Beer, produisit les expertises sur les questions coloniales et sur instruction de Leo Amery, un intime de Milner, fut pourvu à cette fin en matériaux appropriés et recommandations par William Wiseman, le directeur du service secret britannique<sup>187</sup>.

La Mésopotamie, avec sa richesse en pétrole, selon Beer dans son expertise, pouvait être calmement placée sous gouvernement britannique, à dire vrai, seuls les USA étaient censés y faire valoir leurs intérêts déjà sur la base de l'importance géopolitique de la région et recevoir de toute manière de la part des Britannique, l'assurance que l'industrie pétrolière américaine y garderait un accès libre.

---

<sup>182</sup> Selon Hans Bräker : *Il n'y aura pas de paix. L'Orient islamique dans les tenailles de l'Ouest et de l'Est*. Munich-Zurich 1992, pp.92 et suiv.

<sup>183</sup> Élizabeth Monroe : *The round Table and the Middle East Peace Settlement 1917-1922 [La Round Table et la solution de paix au Moyen Orient]*, dans *The round Table*, 69 (1970), pp.479-490, ici pp. 482 et suiv. ; Pfeil : *La SDN*, pp.59 et suiv. ; Quincy Wright : *Mandats under the League of Nations [Mandats sous la SDN]*, Chicago 1930, pp.22 et suiv. ; Quigley : *The Anglo-American Establishment*, pp.168 et suiv.

<sup>184</sup> Cité d'après Gelfand : *The Inquiry*, p.233.

<sup>185</sup> [...] *We have looked to the League to provide us with the machinery for United British action in foreign affairs as well as for cooperation between the British Empire and other Powers*. — une indiscrétion publiée par la revue *The Round Table*, n°38 (mars 1920), p.226.

<sup>186</sup> *If it [League] is to be an effective instrument at all, it can only be so by virtue of the influence of the British Empire and America. [...] We must try to extend the pax Britannica into a pax mundi. But even if the pax mundi is unattainable we must make sure of the pax Britannica. We cannot do that without organisation*. — Milner Add; Papers c.690; Marlowe: *Milner — Apostle of Empire*, p.336.

<sup>187</sup> Fowler : *British-American Relations*. Pp.202 et suiv.

« Il n'est pas indispensable de mettre en évidence l'extraordinaire importance pour la nation américaine, d'affirmer une forte position dans le commerce pétrolier mondial.<sup>188</sup> »

Il fut en outre recommandé de soutenir le « retour » des Juifs en Palestine, proposé par Balfour (« c'était le «berceau» et la patrie de leur puissante race») et de laisser la surveillance (*policy*) des régions autour de la Mer rouge, de l'Océan indien et du Golf persique à l'empire anglais expérimenté dans ce domaine<sup>189</sup>. Même le président US Wilson, pensait, à l'opposé de William Wiseman, le 16 octobre 1918 et en contradiction grossière à avec ses « 14 points », qu'il aurait volontiers abandonné aux Britanniques les colonies allemandes, mais il en redoutait pourtant l'impression négative que cela provoquerait sur l'opinion publique. C'est pourquoi il était préférable que les Britanniques, en qualité de « fidéicommissaires » de la SDN, laissassent leur domination s'exercer par le truchement et la bénédiction du principe d'un mandat international<sup>190</sup>.

### Rudolf Steiner et l'impulsion de la *Dreigliederung*

Dans le discours solennel menteur, que le général couvert de gloire, Hindenburg, tint en qualité de chef d'état major des armées, le 1<sup>er</sup> octobre 1917, surgit dans toute son évidence l'impuissance totalement illusoire et absurde d'une fantasmagorie, totalement vide de contenu de la politique allemande :

« Nous avons résisté à l'assaut surpuissant de nos opposants avec l'aide de Dieu par la force allemande, parce que nous étions unis, parce que chacun donna avec joie. Il doit en rester ainsi jusqu'à l'ultime « à présent remerciez tous Dieu » sur le champ de bataille [baigné, *ndt*] de sang ! *Ne vous souciez pas ce qu'il en sera après la guerre ! Cela n'apporte que le découragement dans nos rangs* et renforce les espoirs de l'ennemi. Ayez confiance que l'Allemagne atteindra ce dont elle a besoin, pour assurer son existence pour tous les temps, ayez confiance dans l'air et la lumière délivrés au chêne allemand pour son libre épanouissement ! Les muscles raidis, les nerfs tendus, l'œil droit devant soi ! Nous voyons le but devant nous : une Allemagne hautement respectée, libre et grande ! Dieu continuera d'être avec nous !<sup>191</sup> »

Le comte Otto von Lerchenfeld (1868-1938) — neveu de l'ambassadeur bavarois auprès du gouvernement du *Reich*, le comte Hugo von Lerchenfeld — ne se faisait par contre aucune sorte d'illusion en référence à cette « confiance en Dieu » et il notait, dans son carnet, au mois de mai de la même année :

« Cela n'est plus supportable ! Tout se gouverne sens dessus dessous : cabinet — chancellerie du *Reich* — ministères — état major général des armées [...] De tous ces gens, on a l'impression qu'il tire une langue d'un pied de long, courent les yeux battus, aux abois, sans repos chacun cherchant son ressort ou le petit ressort du tout. Pour des idées — pas le temps ! D'idées — aucune trace ! On compte avec la guerre, avec la victoire, comme avec des chiffres. Pour se donner du courage, on interroge les militaires. Qui rêvent seulement : victoire ! victoire ! victoire ! [...] Qu'est-ce qui doit encore sortir de ce moulinage du destin, lent mais assuré ? Une grande idée ? Mais où ? Absolument pas chez tous ceux, qui jusqu'à présent ont intervenu énergiquement dans les événements, et chez moi non plus. Je ne peux voir que le négatif.<sup>192</sup> »

Et à Vienne aussi, le journaliste libéral autrichien Heinrich Kanner devait constater, à la suite d'entretiens menés au ministère des affaires étrangères, au début de l'année 1917 :

« Une politique de faiseurs de tour de passe-passe [...] ; ils n'ont aucun plan. Aucun d'eux n'a même pas une idée quelconque de quelle manière et sous quelles conditions on pourrait mettre fin à cette guerre.<sup>193</sup> »

<sup>188</sup> *It is unnecessary to point out the extreme importance of the American nation of maintaining a strong position in the petroleum trade of the World* — Cité d'après Gelfand *The Inquiry*, pp.252 et suiv.

<sup>189</sup> Gelfand : *The Inquiry*, pp.256 et suiv.

<sup>190</sup> Voir Fowler : *British-American Relations*, pp.287 et suiv.

<sup>191</sup> Cité d'après Fischer : *Mainmise sur la puissance mondiale*, p.369 [souligné en italique par M.O.] [Quand Steiner nous parle de « noblesse prussienne terrienne **dégénérée** », il faut vraiment le prendre au pied de la lette ; *ndt*]

<sup>192</sup> Cité d'après Thomas Meyer : *Ludwig Polzer-Hoditz. Un Européen* ; Bâle 1994, p.167.

<sup>193</sup> Cité d'après H.C. Meyer : *Mittleuropa in German Thought and Action [L'Europe du centre dans la pensée et l'action germaniques]*, p.121 [retraduit].

Proche du désespoir, le compte Otto von Lerchenfeld s'adressa, pour cette raison, en juin 1917, à Rudolf Steiner, son enseignant spirituel, en lui posant la question de savoir si l'on ne pouvait pas découvrir une perspective porteuse d'ordre dans les états de l'Europe centrale. Dans le cadre de son action pour le mouvement anthroposophique, Rudolf Steiner avait tenu, depuis 1914, de nombreuses conférences publiques, dans lesquelles il exhortait les êtres humains à une nouvelle manière de méditer les idées et idéaux du temps de Goethe. Car si ceux-ci voulaient reprendre énergiquement les tâches qui leur avaient été transmises, alors ils devaient poursuivre ce courant de la vie de l'esprit, qu'ils avaient laissé presque se tarir au cours du 19<sup>ème</sup> siècle. Il estimait pour cela nécessaire que les Allemands fissent une pause et percussent le gouffre béant qui s'était ouvert entre le monde idéal des représentants proéminents de la vie culturelle allemande et la réalité actuelle décevante de l'empire wilhelmien.

Des personnalités comme Lessing, Herder, Goethe, Schiller, Wilhelm von Humboldt, Novalis ou Fichte, avaient insisté précisément sur le fait que leur « caractère national » rend les Allemands véritablement aptes à éduquer à l'idéal d'humanité, à l'individualisme pénétré du Je et au libre humanisme et à en faire un bien spirituel de l'humanité. Dans cette aspiration à l'individualité et au cosmopolitisme humanitaire, reposait, pour de nombreux idéalistes, le sens plus profond du « devenir nation » des Allemands. Une condition ici serait la culture et le développement du Je individuel, le véritable cœur essentiel de l'être humain. L'individualité qui regarde en direction d'une réalité spirituelle supérieure, en conquérant son auto-conscience peut conséquemment vivre en elle l'état paradoxal qu'elle s'élève bien au-delà de la nationalité et de la banale appartenance à une nation et s'appréhende en même temps, simplement en tant qu'être humain, en tant que citoyen du monde et comme membre unique [et irremplaçable, *ndt*] d'une humanité fraternelle<sup>194</sup>. L'idéal « d'être humain », de l'humanité par la reconnaissance d'un état spirituel supérieur en l'être humain — en effet, ce fut l'idéal le plus haut de ces représentants-là de la vie culturelle allemande que de s'efforcer vers ce qu'il y a de plus élevé dans l'individualité humaine, de l'éveiller en la formant et en l'éduquant dans toute son ampleur,

« de sorte que tout être humain devient finalement un monde, certes, de l'extérieur une apparition analogue, mais à l'intérieur un être propre, immesurable à tout autre. [...] La totalité du cours d'une vie de l'être humain est métamorphose ; tous ses âges de vie sont des apologues de celle-ci et ainsi tout le genre humain se trouve-t-il en une métamorphose constante.<sup>195</sup> »

Cet individualisme humanitaire ne devrait nonobstant pas être compris, selon Rudolf Steiner en 1915, en tant que produit naturel qui va de soi, mais au contraire comme quelque chose qui devrait être d'abord créé, au travers d'un effort de conscience des êtres humains, dans une « aspiration spiritualisée à l'individualité »

« Cela repose dans l'effort des habitants de l'Europe du Centre [...], de « devenir » quelque chose et pas « d'être » quelque chose, de sorte que dans cette Europe centrale, l'être humain, qui se comprend lui-même, devrait véritablement s'insurger à chaque fois qu'il se voie inscrit sous un concept quelconque. [...] C'est l'être en devenir, qui s'efforce-vers-quelque-chose, et entrevoit dans un avenir lointain, ce qu'il veut véritablement être. [...] En Europe centrale tout est foncièrement prédisposé pour aller chercher l'être humain en le retirant, en le faisant sortir de l'élément national, pour le faire prévaloir comme un être humain en soi. [...] Si nous recherchons une formule à mettre à la place du mot « nationalité » pour la culture européenne, alors nous découvrons déjà, purement en considération de la nécessité géographique, la formule d'un « Effort vers l'individualité ». <sup>196</sup> »

<sup>194</sup> Voir Markus Osterrieder : *De l'humanité par la nationalité à la bestialité. La question nationale en Europe centrale au 19<sup>ème</sup> siècle. Dans Die Drei*, 70<sup>ème</sup> année, 9/septembre 2000, pp.37-50, ainsi qu'avant tout Karl Heyer : *Impulsion sociale de l'esprit allemand à l'époque de Goethe*. Kressbronn/Bodensee 1954 (= Voies vers des évolutions nouvelles de l'état et du social, Ch. 5 ).

<sup>195</sup> Johann Gottfried Herder : *Idées au sujet de la philosophie de l'histoire de l'humanité*, Livre VIII/I. Dans : *Œuvres de Herder en cinq volumes*, Berlin-Weimar 1964, pp.152 et suiv.

<sup>196</sup> Rudolf Steiner : conférence du 19 octobre 1914, dans : *L'édifice de Dornach en tant que marque distinctive d'une impulsion de métamorphose du devenir historique et artistique*. Dornach 21985 (=GA 287). [cet effort à faire demeure intact dans sa potentialité aujourd'hui, depuis le cœur d'un gouvernement jusqu'au cœur d'une branche anthroposophique, *ndt*]

Steiner reliait ceci à la culture allemande, en particulier, mais dans une même ampleur, il la reliait aussi aux cultures slaves avoisinantes sur le sol de la monarchie habsbourgeoise ainsi que celles hongroise et roumaine.

Déjà au milieu de l'année 1916, Rudolf Steiner avait montré, en présence du lieutenant colonel Hans von Haefthen, que face à la propagande alliée, telle qu'elle était efficacement activée par *The New Europe*, il fallait fonder une agence de presse à Zurich qui, défendrait devant l'opinion publique mondiale les intérêts spécifiques de l'Europe du centre. Cette entreprise s'effondra, étant donné que l'OHL [état major des armées, *ndt*] dirigé par des Prussiens, n'accorda aucun soutien à un autrichien de naissance, comme l'était Rudolf Steiner<sup>197</sup>. Cela étant, en juin 1917, en correspondance à la demande du comte Lerchenfeld, mentionnée ci-dessus, Rudolf Steiner fut en mesure d'élaborer dans les trois semaines qui suivirent les grandes lignes d'un « programme de l'Europe centrale » qui voulait aborder en premier lieu dans les conditions d'une vie ensemble future des différents groupes de peuples. Ce fut le germe d'un concept beaucoup plus vaste qui, sous le terme de « *Dreigliederung* de l'organisme social », fut porté à la connaissance du public à la fin de l'année 1918<sup>198</sup>. Dans une rétrospective ultérieure, Rudolf Steiner compara la césure, imprégnée de crises, de la guerre mondiale, avec le déclin de l'empire romain ; il attirait l'attention sur le fait qu'il résulterait de cette guerre une destruction complète des représentations humaines et de toutes les cultures, telles qu'elles « s'étaient édifiées depuis le premier siècle chrétien », mais que cependant, dans cette guerre mondiale aussi « quelque chose de nouveau » devait amorcer son commencement<sup>199</sup>.

Dans deux mémorandums, Rudolf Steiner voulut expliquer ses idées fondamentales aux hommes d'état responsables. Le premier mémorandum des 21/22 juillet 1917, fut transmis le 24 juillet — par le compte Polzer-Hoditz (1869-1945), un familier de Rudolf Steiner, à son frère le comte Arthur von Polzer-Hoditz qui, en qualité de chef du cabinet autrichien, eût à le présenter à l'empereur Charles. Dans ce mémorandum, Rudolf Steiner exposait que la politique autrichienne-hongroise, menée depuis 1879, était condamnée à l'échec, parce qu'en premier lieu « on ne put maîtriser la question slave », ce par quoi on eût dû reconnaître que ceci « renfermait la raison de la naissance de cette guerre ». On n'eût jamais dû, pour cette raison, laisser uniquement l'initiative à la Russie et aux Alliés sur ce point décisif<sup>200</sup>. Si l'état austro-hongrois voulait survivre, il devrait

« ne pas reculer d'horreur devant la pleine liberté, au sens de l'autonomisation et de la fédéralisation de la vie nationale. Cette fédéralisation est préfigurée dans la vie de l'état fédéral allemand lequel, pour ainsi dire, est le modèle préparé par l'histoire pour ce qui doit continuer de se former jusqu'à obtenir la configuration fédéraliste-d'esprit libre de tous ces circonstances prenant leurs impulsions de l'être humain lui-même et donc non pas directement de celles dépendantes des

---

<sup>197</sup> Jürgen von Grone : « *La lumière de la fin du siècle...* » Dans : *Der Europäer*, n°2/3 (décembre 97/janvier 98) , pp.11-29, ici pp.19 et suiv. ; Christophe Lindenberg : *Rudolf Steiner. Une biographie*, vol. 1-2, Stuttgart 1997, ici vol.II, p.574.

<sup>198</sup> Voir à ce sujet Albert Schmelzer : *Le mouvement de la Dreigliederung 1919. L'impulsion de Rudolf Steiner pour l'auto-gouvernance*, Stuttgart 1991 ; Hans Kühn : *Dreigliederungszeit: Le combat de Rudolf Steiner pour la société à venir*. Dornach 1978.

<sup>199</sup> Rudolf Steiner : conférence du 6 février 1920, dans : *Métamorphoses spirituelle et sociale dans l'évolution de l'humanité*. Dornach 21992 (= **GA 196**), p.151.

<sup>200</sup> En d'autres circonstances et lieux, Rudolf Steiner s'est exprimé, par exemple : « Le conflit serbo-croate, qui se trouve au point de départ de la catastrophe de la Guerre mondiale, est le témoignage le plus pleinement valable du fait que les frontières politiques de cet état unitaire, à partir d'un certain moment, n'eussent dû jamais être autorisées à instaurer des frontières culturelles pour la vie des peuples. S'il y avait existé une possibilité qu'une vie de l'esprit, placée sur ses propres fondements et frontières indépendants de l'état politique, eût pu se développer en étant en harmonie avec les objectifs de ces peuples, alors ce conflit, qui s'enracinait dans la vie de l'esprit, n'eût pas pu se décharger dans une catastrophe politique. Une évolution visant à cela apparut, à tous ceux qui s'imaginaient être, en Autriche-Hongrie des « hommes d'état », une totale impossibilité, voire même un pur non-sens. Les habitudes du penser de ceux-ci leur refusait toute autre idée que celle d'après laquelle les frontières de l'état coïncidassent avec les communautés nationales. Comprendre qu'au-delà des frontières de l'état pussent se former des organisations, qui englobe l'éducation-formation, et d'autres branches de la vie de l'esprit, ce la était contraire à ces habitudes du penser. Et pourtant : cet « impensable » c'est l'exigence de l'époque nouvelle pour la vie internationale. » — Rudolf Steiner ; *Les points essentiels de la question sociale dans les nécessités de la vie du présent et de l'avenir*. 1<sup>ère</sup> édition 1919, 6<sup>ème</sup> édition Dornach 1976 (= **GA 23**), p.117.

circonstances militaires-politiques, géographiques-opportunistes et économiques. La mise en forme de ces circonstances s'ensuivra seulement d'une saine manière si l'élément national se noue à partir de la liberté, et non pas si la liberté relève de l'élément national. [...] Si l'on veut cette dernière [la liberté relevant du national], alors [...] [on] posera la cause de nouveaux conflits et guerres.<sup>201</sup> » Au slogan du « droit d'auto-détermination des nations » devrait donc être opposée la « libération nationale résultant d'une libération de l'être humain », donc par la libération de l'être humain en tant qu'individu, lequel est censé ensuite décider librement lui-même de son appartenance ethnique-nationale, comme il l'entend. Car le principe de nationalité subordonne en soi l'autodétermination de l'individu à celle, fictive, d'un collectif :

« Du point de vue du centre européen, depuis l'est en direction de l'ouest — contre l'Angleterre-Amérique — cette guerre des nations est aussi une guerre économique. [...] La libération des nations est possible. Elle ne peut être que le résultat de la libération de l'être humain, et non pas en être la raison de base. Si les êtres humains sont libérés, alors les nations le deviennent par eux.<sup>202</sup> »

Il est vrai que ceci exigerait des responsables un retournement foncier de leur penser dans tous les autres domaines, car pour un assainissement des circonstances en Europe centrale, il est indispensable pour l'avenir de poser sur des fondements différents les domaines, culturel, politique-juridique et économique de la vie publique.

« **1.** [...] L'objet d'une représentation populaire démocratique relève seulement des intérêts purement politiques, militaires et policiers. Ceux-ci ne sont possibles que sur la base de fondements historiquement constitués. **2.** Tous les intérêts économiques sont ordonnés dans un parlement économique particulier. Si celui-ci est déchargé de tout ce qui relève du politique et du militaire, alors ses affaires se développeront purement selon ce qui lui est purement et simplement adéquat, pour préciser d'une manière opportuniste. Le fonctionariat administratif de la gestion de ces intérêts économiques — au sein duquel se trouve aussi tout ce qui relève de l'ensemble des réglementations douanières — est directement responsable devant ce parlement. **3.** Toutes les affaires juridiques, pédagogiques et spirituelles [en général, *ndt*] sont remises en liberté aux personnes. Sur ce domaine l'État a le droit de police, mais pas l'initiative [...] L'état laisse à des « corporations » [Attention, concept plus souple et plus vaste que ce qu'on connaît en France comme celles du Moyen-Âge !, prudence !, *ndt*] — dont la nature relève et est conforme à la spécialité, la profession et la nationalité — le soin de mettre en place leurs tribunaux, écoles, Églises et ainsi de suite. Et il abandonne à l'individu le soin de déterminer lui-même ses écoles, ses Églises [et donc aussi mosquées, temples divers, etc. *ndt*] ses juges.<sup>203</sup> »

Ce qui distingue la *Dreigliederung* d'autres conceptions — à titres d'exemple, des plans du prélat Ignaz Seipel [1876-1932, chef du parti chrétien social en Autriche - chancelier en 1922, de la « petite » Autriche, au prise à une inflation catastrophique, il obtint un emprunt d'état garanti par la SDN ; victime d'un attentat en 1924, il démissionne puis revient au pouvoir en 1926 ; mais devant l'hostilité des Socialistes et les manifestations sanglantes, il démissionne en 1929, la crise économique mondiale ébranle ce pays en proie à la division, *ndt*], qui reposaient sur la renouveau catholique d'un Saint empire romain germanique ou bien des sociaux-démocrates autrichiens Karl Renner et Otto Bauer, dont les propositions de fédéralisations restaient empêtrées dans les catégories conventionnelles de l'état unitaire — c'était précisément l'idée que la nature de l'état moderne, revendiquant d'embrasser tous les domaines de l'existence humaine, n'est désormais plus en accord avec les conditions de vie de l'humanité actuelle. Le domaine de vie spirituelle-culturelle et la vie économique commandaient une telle reconfiguration juridique, qui leur permît de se développer librement à partir d'une conformité inhérente à leurs lois respectives — non pas au sens d'état corporatif, mais au contraire dans le cadre de libres associations [au sens générale de « *Zusammenschlüssen* », à titre de précision qui n'est même pas forcément celle de la loi de juillet 1901 en France, attention ! *ndt*], lesquelles devraient prendre en compte le fait concret que tout être humain individuel, aujourd'hui, est pleinement actif dans les trois domaines fondamentaux de la vie sociale.

<sup>201</sup> Rudolf Steiner : *Essais sur la Dreigliederung de l'organisme social et sur la situation contemporaine 1915-1921*. Dornach 1961 (= GA 24), p.331.

<sup>202</sup> Second mémorandum, *ebenda*, pp.370, 359.

<sup>203</sup> Premier mémorandum, *ebenda*, pp.341 et suiv.

L'émancipation de l'individu se libérant, c'était un aspect, néanmoins l'éveil de l'élément individuel en Europe central nécessitait, jusqu'à un certain degré, une saine consonance de la vie des nations. Ainsi dès 1910, Rudolf Steiner avait tenté de montrer que l'appartenance de l'être humain à un peuple est à chaque fois déterminée par des faits relevant de l'âme et de l'esprit [d'autant plus puissant qu'ils restent inconscients, *ndt*], lesquels ne pourraient jamais, [ô grand jamais !, *ndt*], être découverts au moyen d'un penser matérialiste-biologique ou social-darwiniste. Rudolf Steiner renvoyait, en 1918, en jetant alors un coup d'œil en arrière sur ces raisons profondes qui l'avaient incité, en 1910, à donner ses conférences du cycle : « *La mission de quelques âmes de nations particulières* » :

« Pour une réelle psychologie des caractères des nations, l'anthropologie, l'ethnographie et même la considération historique de la science ordinaire, ne peuvent donner aucuns fondements suffisants. [...] De la même façon que l'on doit faire progresser l'être humain individuel du corps à l'âme, si l'on veut apprendre à connaître sa vie intérieure, ainsi doit-on aussi pénétrer spirituellement les caractères des nations pour en arriver à leurs fondement d'âme et d'esprit, si l'on veut s'efforcer à une connaissance réelle de ceux-ci.<sup>204</sup> »

Steiner distingue, il est vrai, la couche d'âme, là où la nature humaine confectionne sa relation à l'élément populaire ou de nation, dans lequel elle naît, d'avec l'individualité spirituelle de l'être humain en devenir, qui se situe *au-dessus* du contexte national et qui a la capacité de s'élever à ce qui relève de l'humanité. Cette couche d'âme élémentaire, dans laquelle se vit et se présente le contexte d'appartenance populaire ou nationale, il la décrit de nouveau comme traversée de l'activité d'entités spirituelles supra-humaines, qu'il considérait comme des Anges et Archanges. Dans ce contexte, Steiner développa les représentations de la religion de l'Antiquité hébraïque (Archanges en tant que princes des nations/peuples, par exemple voir **1 Hen. 40 : 9**, **Daniel 10 : 13**, où *Micaël* est mentionné comme prince du peuple Juifs), de l'Apôtre Paul, de la doctrine des Hiérarchies de Denys l'Aéropagite [ou pseudo-Denys, *ndt*], ainsi que la doctrine angélique de la Kabbale et de l'hermétisme chrétien, par exemple d'un Petrus de Abano ou de Johannes Trithemius von Sponheim, reposant sur d'autres fondements de science spirituelle conformes à leur époque.

En Europe, l'évolution de l'humanité avait adopté un cours particulier, parce qu'ici ce qui s'était cristallisé peu à peu, depuis le 15<sup>ème</sup> siècle, en tant qu'individualité des peuples, n'était *justement plus fondé* sur le contexte du sang. Ce qu'il y a de particulier aux nations européennes consiste précisément dans le fait que selon leur essence, elles avaient laissé derrière elles le degré de la communauté de sang. L'appartenance d'un être humain à un peuple devait reposer en Europe sur un élément d'âme, sur un **esprit** [soulignement du traducteur] de communauté, et s'était la tâche des Européens, de prendre conscience de la qualité d'âme individuelle particulière et de se la reconnaître mutuellement, à chacun selon sa configuration de peuple ou de nation<sup>205</sup>.

Le 7 juin 1910, il attire l'attention sur le pourquoi, dans une époque dans laquelle l'élément individuel devient de plus en plus prépondérant à un degré beaucoup plus fort, il faut s'efforcer à une compréhension plus profonde des interrelations entre nations :

« C'est d'une importance toute particulière, parce que les destinées prochaines de l'humanité, à un degré beaucoup plus élevé que c'était le cas jusqu'à présent, les êtres humains se rencontreront dans une mission humanitaire commune. À cette mission commune les ressortissants individuels des nations ne pourront ensuite fournir leurs contributions correspondantes, libres et concrètes, que

---

<sup>204</sup> Rudolf Steiner : *La mission de quelques âmes des nations individualisées dans le contexte de la mythologie germano-nordique*. Dornach 51982 (= **GA 121**), préface.

<sup>205</sup> Ici Steiner se dresse parfaitement sur le terrain de la conception idéaliste, que trois générations auparavant le Slovaque Ján Kollár, sous l'influence de Herder et Goethe, exprima dans ses paroles : « Êtres humains et peuples, au plus beau sens du terme, le deviennent seulement par l'intuition immédiate de la totalité de l'humanité, sans laquelle les êtres humains singuliers ne restent que des enfants, les nations et lignées ne restent que des barbares. Lignées et peuples/nations qui se renferment des influences et contacts avec d'autres, sont comme des maisons, qui ne sont jamais aérées d'un air frais. [...] La vie de l'humanité est développement de la raison ou déploiement du monde intérieur dans l'être humain. Des peuples sont des formes dans lesquelles l'humanité se développe et se structure.. » — Ján Kollár : *Au sujet de la réciprocité littéraire entre les diverses lignées et idiomes de la nation slave* (1836), édité par Miloš Weingart : *Rozpravy o slovanské vzájemnosti*. Prague 1929, p.87.

s'ils ont avant toutes choses une compréhension pour ce qu'on pourrait appeler une « auto-connaissance de sa nationalité.<sup>206</sup> »

L'éclatement de la catastrophe de la guerre dans les Balkans fut, pour cette raison aussi, à ramener au fait que dans ces régions des intérêts économiques, de pouvoirs politiques et culturels, lesquels requéraient diverses résolutions différenciées — à cause de leur conformité inhérente respective à des lois spécifiques — s'étaient entortillés en un unique écheveau. L'Autriche-Hongrie se serait avérée vivable, si cela avait été reconnu et pris en compte à l'apparition des exigences de l'époque. « Rudolf Steiner voulait, par exemple, que les Italiens de Trieste, qui appartenait alors à la Monarchie austro-hongroise, obtinssent une université italienne. Dans le domaine politique, il voulait que les frontières de l'état ne restassent telles que pour les objectifs policiers et militaires. Les personnes individuelles devaient pourtant disposer du droit de se déclarer extra-territoriales. Un Français en Rhénanie ou un Allemand en Alsace pourraient pour cette raison tout deux déterminer librement leur appartenance à l'un ou à l'autre état. Et ils pourraient décider librement d'envoyer leurs enfants à une école allemande ou française.<sup>207</sup> »

En premier lieu, Rudolf Steiner caractérisait que les Puissances centrales finalement annonçaient un programme devant le monde qui correspondait aux circonstances de l'Europe centrale et irradiait en même temps, une force d'attraction sur le reste du monde. Au lieu d'offensives militaires, c'étaient des initiatives dans l'émulation des idées qu'il fallait prendre pour ce programme. Car :

« L'Entente et Wilson disent ce pour quoi ils combattent. Leurs paroles ont une vertu de propagande. Leur vertu de propagande devient de plus en plus scabreuse. Il y a des gens en Europe du centre qui ne veulent certainement pas admettre qu'ils se font l'écho de Wilson, mais dont les idées, dont les paroles ne sonnent pas dissemblablement. [...] ce qui donne beaucoup d'espoir à ce programme — outre son aveuglement moral — repose dans le fait qu'il veut tirer profit des instincts des peuples de l'est et du sud de l'Europe, pour les amener, au moyen de supercheries morales et politiques, dans la dépendance économique de l'anglo-américanisme. La dépendance spirituelle en serait ensuite seulement la nécessaire conséquence réelle.<sup>208</sup> »

Trois ans plus tard, Steiner écrivit en jetant un coup d'œil sur cette période :

« La politique de Wilson n'était qu'une récapitulation abstraite de l'ancienne idée d'état. [Selon lui, *ndt*] les êtres humains devraient se créer certaines structures d'États. De ce fait les causes de guerre seraient éliminées du monde. Or cette sorte d'état fut justement celle qui avait alors directement amené la guerre. Ma manière de voir en 1917 opposait aux 14 points de Wilson ce qu'il y a à la place de cette sorte d'état cette autre chose qui donne, aux énergies de l'esprit et de la vie économique, l'autogestion, dont la non-existence a précipité dans la confusion.<sup>209</sup> »

À partir de notes non publiées de Rudolf Steiner, d'août 1917, il ressort dans quelle ampleur il avait percer à jour intuitivement les buts de guerre de la planification de l'état major occidentale. Il désignait comme un objectif de guerre, pour l'Entente anglo-américaine désormais constituée,

« la maîtrise progressive du monde par ces nations. Comme l'un des moyens pour parvenir à ce but, une Europe slave de l'est et du centre est envisagée avec une telle structure sociale et politique de ces peuples slaves, qu'ils croient y trouver leurs aspirations nationales sous la domination des nations anglophones et de ce fait, économiquement — par dessus les Allemands — ils en arrivent à une relation d'échange à l'Angleterre et l'Amérique, dégageant un solde mercantile positif du côté de ces derniers pays. [...] Les peuples slaves seront si imprégnés pour ce temps [qui vient] qu'ils pourront fournir l'énergie de chauffe du train à vapeur anglais charriant le monde.<sup>210</sup> »

---

<sup>206</sup> Conférence du 7 juin 1910, **GA 21**.

<sup>207</sup> Walter Johannes Stein : *Souvenirs de vie*, dans ; du même auteur : *La mort de Merlin. L'image de l'être humain dans le Mythe et l'Alchimie*. Dornach 1984, p.51.

<sup>208</sup> Second mémorandum, **GA 24**, p.355.

<sup>209</sup> **GA 24**, pp.181 et suiv.

<sup>210</sup> Notes tapées à la machine par Jürgen von Grone, Archives fédérales Coblenz BAK/NS 15-302, dans : *Au sujet de l'Histoire du mouvement et de la société anthroposophiques à l'époque du national-socialisme. Documents et lettres*, vol.IV édité par Arfst Rendsburg 1992, p.116. — Quelque peu à la même époque, provient une autre note, dans laquelle Steiner remarquait : « [...] Les faiseurs de la cause anglo-américaine sont les porteurs d'un courant qui s'enracine dans des impulsions antérieures à la Révolution française, qui consistent dans la réalisation d'une domination du monde avec

À partir de cette « américanisation intérieure, spirituelle » de l'Europe de l'est slave, au sens des principes de Wilson, telle que le Tchèque Masaryk l'avait revendiquée comme programme<sup>211</sup>, en mai 1917 dans la revue *La Nouvelle Europe*, il ne faudrait nonobstant pas — ainsi pense de nouveau Steiner — tirer la conclusion qui avait cours dans les rangs nationalistes allemands et « racistes » — à savoir celle de combattre avec acharnement toutes les aspirations slaves, mais tout au contraire de s'accorder avec celles-ci au moyen d'une harmonisation des intérêts.

« La germanité peut *seulement* être traitée par l'Angleterre et l'Amérique, si elle agit en tant que *moindre obstacle* pour celle-ci. C'est pourquoi la germanité peut *seulement* se sauver si elle *reconnaît* ce qui la menace et si elle s'arrange selon une harmonisation *de ses* intérêts avec ceux du monde slave.<sup>212</sup> »

Dans ce sens tous les efforts des mois et années qui suivirent, étaient orientés à...

« opposer une autre mission issue de l'Europe, à celle qui, par l'Amérique, avait été placée dans les manifestations politiques du monde — à lui opposer cette mission qui avait pris naissance des forces de vie de cette Europe-ci. Entre la tâche qu'avaient fixée les points de vue américains de Wilson et celle qui eût pu retentir dans le tonnerre des canons, en tant qu'impulsion spirituelle de l'Europe, un arrangement eût été possible. Tout autre discours d'arrangement sonnait creux devant les nécessités historiques.<sup>213</sup> »

À l'été 1917, fût offerte à l'empire habsbourgeois « éventuellement la dernière chance de subsister »<sup>214</sup>. Le chef de cabinet, Arthur Polzer-Hoditz, selon la conception de Steiner eût dû prétendre à la succession du comte Czernin, au poste de ministre des affaires étrangères pour — sur la base des mémorandums — pendant les négociations de Brest-Litovsk,

« annoncer de telles idées [donc celles au sens d'une *Dreigliederung*] en tant que ministre des affaires étrangères et comme une initiative volontaire de l'Europe centrale. En Russie de petits centres spirituels sont disséminés qui eussent compris cela, et cela eût pu devenir un moyen de paix efficace ; car l'Est a toujours dressé une oreille attentive aux idées de l'Europe centrale.<sup>215</sup> »

Pourtant, Arthur Polzer-Hoditz laissa s'écouler un temps précieux, après le premier mémorandum, parce qu'il luttait, dans l'incertitude qui s'emparait de lui, au sujet de savoir si l'idée de la *Dreigliederung* ne dût pas échouer d'avance face aux habitudes et idées traditionnelles des

---

les moyens du capitalisme, tout en ayant recours aux impulsions révolutionnaires seulement par la phraséologie pour se dissimuler derrière. » — *Combat autour du germe culturel russe. Une indication fondamentale de Rudolf Steiner*. Dans *Der Europäer*, 3<sup>ème</sup> année, n°5 (mars 1999), p.3.

Ce que Rudolf Steiner voulait principalement ici aborder, Walter Lippmann, lui, put l'illustrer par ce qu'il écrivait, dans la lettre déjà citée de l'année 1915, en souhaitant que les Anglais, dans la dénomination de leurs buts de guerre, mettent plus fortement en évidence les intérêts économiques : *I would be a little be more comfortable if the economic issues were more strongly emphasized and if the relations between commerce and nationalism were stressed. I also feel that the dangers of perverted nationalism are greater than the tenor of your book seems to imply. [...] I should have liked for instance to have it made clearer where nationalism ceases to be worth cultivating. Is every little language worth reviving ? Ought we to advocate Gaelic revivals in Ireland and dialect revivals all over India, etc ? Ought we to be sympathetic only to the larger and simpler groupings ? [...] In redrawing the map of Europe have you taken into consideration as much as possible as you should the commercial strategy of frontiers ? It doses not always coincide with nationalistic frontiers — and ought we not to work for a larger number of internationalizations [...] ? [Je me sentirais un peu plus à l'aise si les problèmes économiques étaient plus fortement soulignés et si les relations entre commerce et nationalisme étaient accentuées. Je ressens donc que les dangers d'un nationalisme perversi sont plus grands que la teneur de votre ouvrage semble le laisser entendre. [...] J'aurais aimé, par exemple, qu'il soit plus clair sur l'endroit où le nationalisme cesse de valoir d'être cultivé. Est-ce que tout langage vaut d'être ranimé ? Devons-nous préconiser que le gaélique revive en Irlande et que les dialectes revivent dans toute l'Inde, etc. ? En redessinant la carte de l'Europe avez-vous pris en considération, autant que possiblement vous le dussiez, la stratégie commerciale des frontières ? Elle ne coïncide pas toujours avec les frontières nationalistes — et ne devons-nous pas œuvrer pour un plus grand nombre d'internationalisations [...] ]* — Lippmann à Alfred E. Zimmern, le 7 juin 1915. Dans Blum : *Philosophie public*, p.27.

<sup>211</sup> Masaryk : *La Nouvelle Europe*, pp.74 et suiv.

<sup>212</sup> Notes d'août 1917 ; dans : *Au sujet de l'histoire du mouvement anthroposophique...IV*, p.117.

<sup>213</sup> **GA 23**, p.122.

<sup>214</sup> C'est ainsi qu'en juge en tout cas Robert A. Kann : *Le problème des nationalités de la monarchie habsbourgeoise*, Vol. I : *Idées et plans de réforme de l'empire ?* Graz-Cologne 1964, p.249.

<sup>215</sup> Rudolf Steiner à Ludwig Polzer-Hoditz ; Ludwig Polzer-Hoditz ; *Souvenirs sur Rudolf Steiner*, Dornach 1985, pp.74 et suiv.

politiciens. Ainsi mit-il au courant le jeune empereur du contenu du mémorandum, seulement le jour de son retrait obtenu de force par le ministre des affaires étrangères Czernin, le 27 novembre 1917. Et ce n'est qu'au 17 février 1918, que Polzer-Hoditz fut en mesure de lui remettre une mise au point du mémoire<sup>216</sup>.

Néanmoins l'empereur Charles, à cette époque, espérait encore en un débouché favorable des négociations sur une paix séparée avec les puissances occidentales, dont il délégua le processus ultérieur au ministre-président Ernst von Seidler ; celui-ci escamota l'affaire et la passa sous silence. Une ultime et désespérée tentative de l'empereur, le 16 octobre 1918, d'obtenir pour le moins la fédéralisation de la Cisleithanie de sa monarchie mourante, fut condamnée à l'échec. La propagande des Alliés et l'appauvrissement, après quatre hivers de guerre, avaient radicalisé les exigences nationales ; à partir du printemps 1918, les peuples de l'empire aspiraient, après une révolution sociale, à leur indépendance étatique. Le 11 novembre, l'empereur Charles abdiquait. La monarchie avait cessé d'exister.

C'est à une attitude de refus analogue parmi les responsables politiques que se heurtèrent les initiatives de Rudolf Steiner en Allemagne. Le 19 juillet 1917, il avait mené un entretien avec l'ambassadeur allemand aux USA, le comte Johann von Bernstorff à l'hôtel Eden de Munich, lequel resta sans suite. Peu après le 7 août, il participa à une entrevue — à Berlin au domicile de l'ambassade de Bavière — avec le secrétaire d'état aux affaires étrangères, Richard von Kühlmann (1873-1948), lequel à vrai dire n'exerçait précisément pas d'une manière très réceptive, selon le témoignage du comte Lerchenfeld, également présent à cette entrevue<sup>217</sup>.

« J'ai dit alors à Kühlmann : vous avez le choix, soit entendre raison et écouter ce qui s'annonce dans le développement de l'humanité comme devant advenir [...], ou bien vous opposer aux révolutions et cataclysmes<sup>218</sup>.

« Avant l'accord de paix de Brest-Litovsk, bien plus longtemps avant, alors qu'il y avait encore véritablement assez de temps, j'exposai devant monsieur Kühlmann et lui fit remarquer que d'Amérique nous parvenait, pas dessus l'océan, les idées extravagantes d'une alliance des nations [SDN, *ndt*] qui sont d'une abstraction absolue, qui mèneraient le monde dans la nullité et que la seule et unique chose qui pouvait être faite du côté européen, c'était de leur opposer ce programme mondial de la *Dreigliederung* de l'organisme social. [...] L'entretien tourna court du fait que monsieur Kühlmann me dit à sa manière : je suis, ma foi, une âme bien limitée [*Ich bin halt eine beschränkte Seele*].<sup>219</sup> »

Parmi les hommes politiques responsables d'Allemagne, il n'y eut pour ainsi dire personne qui fût foncièrement familier des circonstances complexes religieuses, nationales et sociales à l'est. Dans l'authentique tradition prussienne, on s'était en cela accoutumés au fait qu'il y avait là-bas, tout simplement, la « Russie ». Les Puissances centrales pénétraient de plus en plus profondément dans une région dans laquelle s'annonçaient les plus grands bouleversements, sans même disposer d'un concept qui eût été en mesure de satisfaire aux exigences des problèmes existants. La politique stratégique de puissance et les espoirs d'exploitation économique commandaient les idées des responsables. La direction militaire de l'OHL [grand état major des armées, *ndt*], sous Hindenburg et Ludendorff, consolidait son influence au détriment des affaires étrangères sous la direction de Richard von Kühlmann. L'ensemble de l'élaboration des conditions de paix de Brest-Litovsk, qui résultèrent du conseil de la couronne de Kreuznach, le 18 décembre 1917, se retrouva donc dans les ténèbres de cette confrontation intérieure allemande.

<sup>216</sup> Voir Arthur Polzer-Hoditz : *L'empereur Charles [d'Autriche-Hongrie, ndt]. Tiré du dossier secret de son chef de cabinet*. Zurich-Leipzig-Vienne 1919, pp.521, pp.533 et suiv. ; Meyer : *Ludwig Polzer-Hoditz*, pp.166-180.

<sup>217</sup> « Cela me frappa que Kühlmann, pendant l'entretien restai assis là, en absence totale d'esprit ; il me fit l'impression d'un être humain exténué e, durant tout l'entretien, je ne pus me départir de ce sentiment désagréable qu'il ne captait pas ce que vous lui disiez. Lors d'un autre entretien, que j'eus avec lui dans son bureau, il déplora aussi ne pas arriver à une calme réflexion principalement durant le travail courant. » — comte Otto Lerchenfeld à Rudolf Steiner, le 8 mai 1921, dans : Rudolf Steiner : *Question sociale- réalité sociale- pratique sociale*, vol. II : *L'alliance suisse pour la Dreigliederung*. Dornach 1999 (= **GA 337b**), indication de la p.220.

<sup>218</sup> Rudolf Steiner, en rétrospective sur le 21 avril 1919, dans Rudolf Steiner : *Traitement de science spirituelle des questions sociales et pédagogiques*. Dornach 1964 (= **GA192**), pp.16 et suiv.

<sup>219</sup> Dornach, 19 juillet 1920, **GA 337b**, p.35.

Kühlmann, qui avait emporté le mémorandum de Rudolf Steiner dans ses dossiers aux négociations de Brest-Litovsk<sup>220</sup>, manqua à tout engagement personnel ; il resta constamment en retrait eu égard aux exigences de Ludendorff et de l'OHL<sup>221</sup>. Steiner avait espéré, en tout cas, que le ministre des affaires étrangères Kühlmann annonçât l'idée de la *Dreigliederung* en tant que programme des Puissances centrales en en tant que contre-proposition aux discours d'autodétermination d'un Wilson et d'un Lénine. De ce fait, selon la vision qu'en avait Steiner, le cours des événements eût pu en être infléchi :

« Toute l'Europe eût eu une compréhension pour cela — tout un chacun sait cela qui connaît les forces dans l'Europe orientale —, en laissant le tsarisme se dissoudre par la *Dreigliederung* de l'organisme social. Alors eût surgi ce qui véritablement eût dû en surgir.<sup>222</sup> »

Cela concernait moins la délégation bolchevique aux négociations, sous la direction de Trotski, laquelle eût eu assurément peu de compréhension pour la *Dreigliederung*, mais au contraire bien plus les clans politiques alternatifs, comme la délégation ukrainienne présente et avant tout les communautés paysannes et des groupements comme les adeptes de l'Ukrainien Nestor Makhno, ou bien jusqu'aux 700 000 hommes « verts » des associations d'agriculteurs russes, qui prirent longuement et avec acharnement les armes contre les empiètements bolcheviques<sup>223</sup>. (En Russie s'enflamma ensuite une guerre civile qui dura quatre ans entre bolcheviques et leurs nombreux opposants, dont le spectre s'étendait des anarchistes, en passant par les sociaux-démocrates jusqu'aux monarchistes réactionnaires.) En outre, la possibilité eût existé d'une création d'un ordonnancement exemplaire de l'espace s'étendant de la Mer baltique à la Mer noire (Pologne, Livonie, Lettonie, Biélorusse [Russie Blanche], Ukraine), qui étaient sous occupation des Puissances centrales. Dans un entretien, que Rudolf Steiner mena avec le Colonel Hans von Haeften, celui-ci se plaignit :

« Que voulez-vous ? Kühlmann avait la *Dreigliederung* en poche et avec elle, il s'est rendu à Brest-Litovsk. Nos politiciens ne sont absolument rien, nos politiciens sont nuls. Nous, militaires, nous n'avons aucun autre devoir que de lutter et de *combattre*. Nous, nous ne connaissons rien d'autre !<sup>224</sup> »

La conclusion du traité de paix de Brest-Litovsk, au début de mars, 1918 reflétait suivant cela la concupiscence coloniale de l'OHL dans l'est de l'Europe. Un désir, formulé en décembre 1914, dans la revue *La nouvelle Allemagne*, commença à prendre une consistance physique lors de la signature de Brest-Litovsk :

« Aujourd'hui rien n'est plus urgent que la volonté de conquérir le monde s'empare de la totalité du peuple allemand. Ainsi nous rehausserons-nous d'une puissance mondiale à demi-

---

<sup>220</sup> En même temps, pourtant, Kühlmann accordait son appui financier aux Bolcheviques qui, après leur putsch d'octobre stylisé en « révolution », eurent un besoin urgent des moyens financiers fournis par l'empire allemand. Le 10 novembre 1917, Kühlmann réclamait de mettre « 15 millions de marks à la disposition du ministère des affaires étrangères pour des objectifs de propagande politique en Russie. » La demande fut acceptée le 12 du mois. Le 28 novembre le sous-secrétaire d'état Bussche cablait : « Le gouvernement [bolchevique] à Petrograd doit lutter contre des difficultés financières. Il est pour cette raison très souhaitable de lui verser l'argent. » Kühlmann put se targuer, le 3 décembre 1917 : « Seuls les moyens qui ont afflué aux Bolcheviques, par divers canaux et sous les étiquettes variées de notre côté, leur ont permis d'organiser la *Pravda*, leur organe de presse principal, afin d'entretenir une agitation constante et d'étendre fortement la base, si maigre au début, de leur parti. » — *Germany and the Revolution in Russia 1915-1918. Documents from the Archives of the German Foreign Ministry [L'Allemagne et la Révolution en Russie 1915-1918. Documents issus des archives du ministère allemand des affaires étrangères]* édités par Z.A.B. Zeman. Londres 1958, Dok. N°75, p.75 [retraduit], Dok. N°92, p.93 [retraduit] ; Fischer/ *Main mise sur la puissance mondiale*, p.309.

<sup>221</sup> Winfried Baumgart : *La politique allemande à l'est 1918. De Brest-Litovsk à la fin de la première Guerre mondiale*, Vienne-Muncih 1966, p.61, pp.70 et suiv., p.373.

<sup>222</sup> Conférence du 21 avril 1919, GA 192, p.17.

<sup>223</sup> Yves Ternon : *Makhno, la révolte anarchiste*. Bruxelles 1981 ; Volin [Vsevolod Michailovič Èjchenbaum]. *La révolution inconnue*, Vol. I-III, Hambourg 1975 ; Orlando Figes : *A People's Tragedy. The Russian Revolution 1891-1894 [La tragédie d'un peuple. La Révolution russe, 1891-1924]*. Édition de New York 1998, pp.599-600.

<sup>224</sup> Selon Rudolf Steiner à Dornach, le 19 juillet 1920, GA 337b, p.36. [Certes, mais à l'Ouest les militaires n'ont pas fait que *combattre*, car ils s'entendirent quand même magnifiquement bien au pillage systématique, outre des mines de charbon (et des forêts rasés et même des noyers, abattus chez les particuliers pour faire des crosses de fusils) des **fermes du nord de la France occupé** : un « casque à pointe » par ferme, logeait, surveillait, consignait et faisait enlever systématiquement ce qui y était produit. *ndt*]

inconsciente à celle totalement consciente, donc à la puissance impériale. Ainsi seulement nous pouvons aussi tenir tête à l'Angleterre.<sup>225</sup> »

La traité de Brest-Litovsk prescrivit que la Russie consentît à la séparation du « royaume polonais du Congrès [de Vienne, capitale Varsovie, sous administration russe *ndt*], la Finlande, les provinces baltes et l'Ukraine, de laquelle on ne pouvait économiquement pas se passer. L'industrie lourde allemande déposa, auparavant auprès de l'OHL, la liste de ses vœux : main mise sur les riches réserves de minerai de fer en Ukraine et de manganèse au Caucase. Le restant de la Russie pouvait être apparenté à un fournisseur de matières premières soutenu par l'Allemagne, pour n'en rendre que plus difficile l'exploitation par l'étranger occidental<sup>226</sup>. Ce en quoi le *Foreign Office* avait raison, c'est que cela ne pouvait être que profitable à l'OHL... Pour la Baltique, il était prévu une série d'implantations de ports sur la Mer baltique sous protectorat allemand<sup>227</sup>.

Le traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918 fut jugé par Rudolf Steiner comme une catastrophe spirituelle et politique : « C'est épouvantable, simplement épouvantable ! [...] Cela s'engage à présent dans le chaos !<sup>228</sup> » Car, dans ses répercussions sociales désastreuses dans l'est de l'Europe, ce traité constitua un précédent aux Traités de Versailles et de Saint Germain de 1919, — en effet il les annonçait « d'en Haut » sur l'Europe centrale ! En lieu et place d'une cause commune de paix germano-slave au moyen d'une métamorphose des états nationaux unitaires en une formation socialement différenciée — laquelle se formât à partir des besoins de vie émanant réellement de cet espace multiethnique — comme Rudolf Steiner l'avait espérée en tant que premier pas concret en direction d'un achèvement de cette guerre<sup>229</sup>, surgit l'alliance réactionnaire wilhelmine d'avec la révolution bolchevique, Ludendorff et Lénine<sup>230</sup> — s'exprimant symptomatiquement dès 1916 dans

---

<sup>225</sup> Adolf Grabowsky : *Foi allemande*, dans : *La nouvelle Allemagne*, 22 décembre 1914 ; cité d'après Fischer : *Mainmise sur la puissance mondiale*, pp.135 et suiv. [On voit bien ici aussi que tandis que se réveillait l'appétit et la sauvagerie des invasions barbares qui plombèrent le Moyen-Âge, la guerre avec la France, apparaît nettement renvoyée au second plan de toutes les préoccupations de ces gens autour de l'Europe de l'Est. La France là-dedans n'a offert qu'un champ de bataille, sur lequel les péripéties militaires horribles n'ont servi qu'à dissimulé l'arrière-plan des manigances diplomatiques des véritables ennemis spirituels en plein affrontement pour le pouvoir dans la 5<sup>ème</sup> époque post-atlantéenne : anglo-américains d'un côté et les Prussiens (Saxons) de l'autre. La France n'a été qu'instrumentalisée, exactement comme les Slaves d'ailleurs. *ndt*]

<sup>226</sup> Fischer : *Mainmise sur la puissance mondiale*, p.424 ; Oleh S. Fedyshin : *Germany's Drive to the East and the Ukrainian Revolution 1917-1918 [Dynamisme vers l'Est de l'Allemagne et la Révolution ukrainienne, 1917-1918]*. New Brunswick/N.J. 1971, pp.42-45 ; Peter Borowsky : *La politique allemande en Ukraine 1918 avec une attention particulière portée aux questions économiques Lübeck-Hambourg 1970* ; Hasn J. Beyer : *Les Puissances centrales et l'Ukraine 1918*. Munich 1956.

<sup>227</sup> Gerd Linde : *la politique allemande en Lituanie dans la première Guerre mondiale*, Wiesbaden 1965.

<sup>228</sup> Rudolf Steiner à Friedrich Rittelmeyer : *La rencontre de ma vie avec Rudolf Steiner* Stuttgart 1980, p.116.

[Rudolf Steiner entrevoit certainement là ce que nous ne pouvons pas encore voir, à savoir les répercussions spirituelles lourdes de conséquence pour l'avenir. Mais il y a déjà le fait pur et simple de l'inoculation et du développement de la **lèpre communiste** avec l'aide des forces germaniques directement issues du Moyen-Âge : il vaut ici de rappeler succinctement ce qu'on trouve en conclusion de la rubrique « **Brest-Litovks , paix de (mars 1918)** » dans l'*Encyclopaedia universalis* : « La Russie perd environ un million de kilomètres carrés à l'ouest (Pologne, Lituanie, une partie de la Biélorussie et de la Lettonie), doit évacuer les territoires de la Baltique (Livonie, Estonie), abandonne l'Ukraine et la Finlande, doit remettre une partie du Caucase [si chèrement conquise par Sa Sérénissime Potemkine, *ndt*] aux mains de la Turquie, s'engage à **démobiliser — y compris les formations de l'Armée rouge** — et doit verser une indemnité de guerre. L'accord sur les clauses financières est conclu le 27 août 1918 à Berlin. La paix de Brest-Litovsk est annulée lors de la capitulation allemande par l'armistice signé à Rethondes le 11 novembre 1918, mesure confirmée par le gouvernement soviétique deux jours plus tard. ».

<sup>229</sup> « La guerre durera sous une forme quelconque, par conséquent, jusqu'à ce que germanisme et slavisme se réunissent dans l'objectif commun de libérer l'être humain du joug de L'Ouest' (à peu près en 1917/18), *La lutte pour le germe culturel russe* », une indication fondamentale de Rudolf Steiner, dans *Der Europäer*, 3<sup>ème</sup> année, n°5 (mars 1999), p.3.

<sup>230</sup> Le général Ludendorff, en tant « qu'officier de transport » officiel, avait surveillé le voyage de retour de Lénine à Petrograd, en wagons plombés, de la Suisse au travers du territoire de l'empire allemand. Les responsables en Allemagne croyaient pouvoir en assumer la responsabilité sur la base d'une « raison stratégique urgente ». Sur d'éventuelles répercussions politiques et sociales de cette entreprise, dans leur propre pays, ils ne se firent absolument aucune idée, quant au danger couru en général pour la communauté. Tout semblait comme si les responsables eussent pris toutes ces décisions dans un état d'obscurcissement total de leur conscience. On ne put même pas se représenter que la révolution, possiblement ardemment aspirée, se propageât aussi de ce côté-ci en Allemagne. À aucun moment, par exemple, Ludendorff ne se préoccupa de la question de qui était réellement Lénine et de ce qu'il avait en tête. En octobre 1937, il confessa alors, quand même : « Je n'avais aucune intuition au sujet de Lénine et de la conférence

le financement des bolcheviques par la direction de l'état allemand. Et cette alliance devait même culminer, en 1939, dans le funeste pacte germano-soviétique d'Hitler et Staline. Ce pacte diabolique avec ses conséquences catastrophiques, eut tout particulièrement l'objectif d'empoisonner durablement [voire même de la rendre impossible] l'entente spirituelle et culturelle entre les êtres humains d'origines germanique et slave.

Les efforts de Rudolf Steiner, pour gagner la conviction de Kühlmann dans ses initiatives, restèrent en définitive sans répercussion saisissable de même qu'un entretien avec le prince Max von Baden (1867-1929), lequel à ce moment-là était en cours de sollicitation en vue de succéder éventuellement au comte Hertling<sup>231</sup>, au poste de chancelier du *Reich*. La rencontre d'avec le prince de Bade du 20 ou 21 janvier 1918, eut lieu — grâce à l'intercession du jeune Anthroposophe Hans Kühn<sup>232</sup> — et Rudolf Steiner essaya de lui faire comprendre la *Dreigliederung*<sup>233</sup>. Dans un regard rétrospectif il décrivit comment Max von Bade montra, précisément pour la question des nationalités, un intérêt sérieux :

« [...] du côté de cette personnalité on remarquait [...] comment il était véritablement nécessaire d'avoir une psychologie [*Seelenkunde*] des peuples européens, car le grand chaos, dans lequel on faisait voile exigérait de ceux qui, pour ainsi dire, voulaient gouverner, de s'y connaître dans l'efficacité, dans les énergies des âmes des nations européennes. Et il fut très regretté par cette personnalité de ne pas avoir eu véritablement la possibilité, lors du traitement des affaires publiques, de fonder quelque chose comme une telle psychologie des peuples. Je répliquai qu'ici, à Christiania (Oslo), j'avais tenu un cycle de conférence sur la psychologie des peuples européens<sup>234</sup>, et que j'avais adressé à cette personnalité ce cycle de conférences avec une préface rédigée à partir de la situation d'alors — janvier 1918 —. [...] À vrai dire cela ne lui a servi de rien.<sup>235</sup> »

De fait, Rudolf Steiner ne prit plus contact avec d'autre personnalité. Dans ses mémoires, Max von Baden souligna certes que l'on eût jamais dû laisser « Wilson et Trotski mener seuls le combat des idées », qu'au lieu de cela on eût dû leur opposer un « propre programme de ré-ordonnement européen, pensé à fond », « qui prît en compte les réalités<sup>236</sup> ». Néanmoins, on n'y rencontre aucune mention de l'ouvrage de Rudolf Steiner et de ses incitations.

Jusqu'à l'automne 1918, Rudolf Steiner, sembla avoir rattaché certaines attentes (tel un ultime espoir<sup>237</sup>) sur la personne de Max von Baden, à savoir que celui-ci aurait pu devenir porte-parole de l'idée de la *Dreigliederung* après son entrée en fonction. Mais lorsque le prince Max von Baden, le 3 octobre 1918 devint enfin chancelier du *Reich*, il se rattacha simplement à l'offre d'armistice et de paix avec la même acceptation des « 14 points » de Wilson.

---

plénière de Kienthal [près de Berne, qui s'ouvrit le 24 avril 1916, la première conférence des Socialistes opposés à la guerre], je dois bien pour une fois maintenant l'avouer. [...] on m'a seulement demandé alors si j'avais quelque chose contre [ce transport]. Je n'en avais point, puisque la direction de l'empire, me faisait miroiter en même temps la perspective de meilleures possibilités de paix par le truchement d'un affaiblissement intérieur de la Russie. » *Le retour de Lénine en Russie. Les actes allemands*, édité par Werner Hahlweg Leiden 1957, p.28. Et dans ses souvenirs de guerre, Ludendorff écrivit d'une manière tout aussi concise, combien il fut **débile** [soulignement du traducteur], au véritable sens du terme, : « Par le renvoi de Lénine en Russie, notre gouvernement a pris sur lui une certaine responsabilité. Militairement, ce voyage était justifié : la Russie devait tomber. Mais notre gouvernement eût dû prendre garde à ce que nous ne tombions pas non plus avec elle. » Ce qui promptement fit long feu. Erich Ludendorff : *Mes souvenirs de guerre 1914-1918*, Berlin 1919, p.407. [Ceci « relativise » quelque peu l'importance des Alliés (toujours promptement affirmée ces temps-ci) dans l'avènement légal d'Hitler [excepté le financement d'Henri Ford] au pouvoir car Ludendorff lui donna en effet un « sacré coup de main ». *ndt*]

<sup>231</sup> La politique destructrice de Hertling fut jugée de la manière suivante par Rudolf Steiner : « C'est déjà un crime d'avoir un tel chancelier », cité d'après Rittelmeyer. *La rencontre de ma vie d'avec Rudolf Steiner*, p.114.

<sup>232</sup> Hans Kühn à Karl Heyer, 20 décembre 1954, archive privée de Thomas Meyer [curateur « excité » de la succession de Polzer Hoditz, *ndt*]. *Nouvelles de la succession de l'œuvre de Rudolf Steiner* n°24/25. (Pâques 1969), p.8.

<sup>233</sup> Réponse aux questions, Dornach, 19 juillet 1920, **GA 337b**, pp.34 et suiv.

<sup>234</sup> Il s'agit de **GA 121** : *La mission de quelques-âmes des peuples...*

<sup>235</sup> Conférence du 24 novembre 1921, dans : Rudolf Steiner : *Impulsions spirituelles nordiques et de l'Europe centrale*. Dornach 21982 (= **GA 209**), pp.9 et suiv.

<sup>236</sup> Prince Max von Baden : *Souvenirs et documents*. Nouvelle édition de Golo Mann, Andreas Burkhardt, Stuttgart 1968, p.260.

<sup>237</sup> Conférence à Stuttgart, du 21 avril 1919. **GA 192**, p.11.

« Le prince Max von Baden voulut se rendre à Berlin et faire tout autre chose [au sens de la *Dreigliederung*]. Mais Ludendorff [décidément ! *ndt*] déclara que dans un laps de temps de 24 heures, l'armistice devait être proposé sinon on en arriverait au plus grand malheur. Le prince Max von Baden fit le contraire de sa précédente résolution. Cinq jours plus tard, il déclarait à Ludendorff qu'il s'était complètement trompé, cela n'eût pas du tout été nécessaire ! Voici donc un exemple de comment des praticiens et des praticiens honorables — à la vénération desquels il n'existait pas la moindre raison — intervenaient dans les événements, à partir de quel état d'esprit et avec quelles énergies du penser, il intervenaient.<sup>238</sup> »

Selon Hans Kühn, Rudolf Steiner attendait que le prince eût encore le courage, avant l'éclatement de la révolution en Allemagne, déjà lors de son discours d'entrée en fonction, de présenter la *Dreigliederung* en tant que preuve d'un profond revirement subit et d'une volonté de paix du peuple allemand. Pourtant, dans son discours programme du 5 octobre, Max von Baden glorifia « les idées orientées sur le bonheur à venir des peuples, qu'annonçait monsieur Wilson. Steiner, de nouveau « était très tendu au sujet du contenu du discours d'entrée en fonction, lorsqu'il ouvrit le journal. [...] Je ne vis jamais plus Rudolf Steiner aussi bouleversé que lors de cette tromperie qui pour lui signifiait le déclin et le calvaire de la nation allemande.<sup>239</sup> » À la fin de novembre 1918, Rudolf Steiner résumait :

« Une phrase peut donner [la force de rétablissement] du penser social dans l'avenir. Cette phrase c'est : on s'en tire sans avoir d'idées dans les temps de révolution et de guerres, mais dans les temps de paix, on ne s'en tire jamais sans idées ; car si les idées deviennent rares en temps de paix, alors des temps de révolutions et de guerres doivent nécessairement survenir. Pour mener à la guerre ou à la révolution, on n'a pas besoin d'idées. Pour maintenir la paix, on a besoin d'idées, sinon guerres et révolutions surviennent. C'est là une cohérence spirituelle interne.<sup>240</sup> »

Rudolf Steiner renonça dès lors d'apporter ses idées aux représentants officiels de la direction du *Reich* qui, à ses yeux, étaient des représentants « dévoyés de l'antique noblesse des *Nibelungen* » et des « grandes gueules sans cervelle » totalement sur le déclin<sup>241</sup>, et il soutint à partir de 1918/19 des initiatives privées, pour stimuler le mouvement de la *Dreigliederung* sur une base sociale plus vaste

### L'imposition du « droit d'auto-détermination »

Avec son allocution devant la *League to enforce the peace* [la ligue pour imposer la paix], Wilson avait éveillé parmi les nationalistes de l'Europe de l'est les attentes les plus audacieuses. Le président y mettait en exergue trois points comme fondement d'une ordre de paix possible :

« Premièrement, que chaque peuple a le droit de choisir la souveraineté sous laquelle il veut vivre. (...) Deuxièmement, que les petits états du monde ont un droit à bénéficier du même respect de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale, que les grandes et puissantes nations

<sup>238</sup> Rudolf Steiner, Dornach ; 29 novembre 1918, p.35.

<sup>239</sup> Hans Kühn : *Temps de la Dreigliederung*, p.20.

<sup>240</sup> Conférence du 24 novembre 1918, dans : *Bases du développement historique pour la formation d'un jugement social*. Dornach 1963 (= GA 185a).

<sup>241</sup> Les soutiens de l'ancien pouvoir — la noblesse territoriale, princes et capitalistes d'industrie — il les stigmatisait comme les véritables ennemis de la culture allemande et de la vie de l'esprit dans ces paroles : « C'est se qui a apporté son déclin à l'Allemagne centrale : le mariage de l'industrialisme et de la noblesse de province, avec les administrateurs politiques de l'Europe centrale. [...] L'interaction cruelle et épouvantable de l'antique noblesse dépravée des *Nibelungen* d'avec l'humanisme industriel de l'Europe centrale, ne justifiant sa position historique par aucune revendication de vie intérieure de l'âme. Les types qui se sont montrés en Europe centrale, à partir de ces deux genres de milieux, ce furent ces hommes qui dans une morgue infinie et se piquant illusoirement d'expériences pratiques, des années durant ont tout rabaisé de ce qui eût voulu agir d'une manière ou d'une autre au travers de ce qui se faisait de nouveau remarquer de ce qui avait commencé à chanter avec Walther von der Vogelweide [~1170 ~1230 ; le *Minnesang* ou chantes de l'amour courtois, *ndt*] et avait trouvé sa conclusion dans le goethéanisme. Que le monde extérieur se soit découvert le slogan de « militarisme », pour caractériser cette apparition très profonde inexactement-exacte et exactement-inexacte, il n'est pas besoin de s'en étonner plus [...] — Rudolf Steiner, conférence du 12 avril 1919, dans : *Impulsions du passé et de l'avenir dans l'événement social* 31980 (= GA 190), pp.174 et suiv.

revendiquent en insistant dessus. (...) Et troisièmement, que le monde a un droit, d'être exempt de toute perturbation de sa paix<sup>242</sup> ».

Le président prit déjà avec ces points, pour de nombreux européens, la place d'un saint, d'un messie apportant la paix, qui voulait rendre le monde *safe for democracy* [sûr pour la démocratie]<sup>243</sup>. Ce rôle de meneur moral incontesté sembla en danger, lorsqu'en novembre 1917, en Russie, les bolcheviques arrivèrent au pouvoir. Pour gagner les communautés de nations de l'empire russe à la cause de la révolution, Lénine et Trotski proclamèrent, quelques jours plus tard, la « liberté et la souveraineté pour tous les peuples de Russie » ainsi que leur « droit d'autodétermination [...] jusqu'à la complète séparation et formation d'états autonomes<sup>244</sup> ». Inquiet de l'offensive de paix des bolcheviques et du commencement des négociations de paix de Brest-Litovsk, le 22 décembre 1917, à laquelle Trotski — en direction des Alliés — revendiqua le droit d'auto-détermination en tant que principe universel de la révolution socialiste, non seulement pour les peuples « d'Alsace-Lorraine, de Galicie [au nord des Carpates, *ndt*], Posnanie, Bohême et provinces slaves du sud », mais au contraire aussi pour les peuples « d'Irlande, d'Égypte, d'Inde, de Madagascar, d'Indochine, etc., Wilson redoutait désormais le potentiel révolutionnaire du droit d'auto-détermination ; dans les premiers jours de l'année 1918, il manifesta sa préoccupation au sujet d'un principe, qui en tant que phraséologie éloignée de toute réalité, possédait pourtant un aussi « noble » écho :

« [...] *in puncto* logique, de pure logique ce principe, bon en soit, mènerait à une pleine indépendance des diverses petites nations qui appartiennent à présent à divers empires. En cas extrême, ce principe signifierait, dans une extension indéterminable, la perturbation des gouvernements existants [...].<sup>245</sup> »

Ce n'était donc pas parce que, par exemple, comme il est parfois affirmé<sup>246</sup>, Wilson interprétait le droit d'auto-détermination exclusivement dans le sens de la conception des états occidentaux — comme droit inaliénable du ressortissant individuel d'une société civile, au plan ethnique indéterminée (*civil society*) — de décider librement de leur forme de gouvernement. Wilson était au clair sur le point de ce que signifierait l'introduction de la *self-determination* dans d'autres parties du monde : insurrection ou révolution dans les colonies, selon les cas, parmi les ethnies des empires multinationaux.

Par un contre-manifeste programmatique, Wilson voulut reprendre l'initiative. Ainsi comme Moïse remit à son peuple, tombé dans le péché, les 10 commandements qu'il était allé chercher au Sinaï, l'Europe fatiguée de la guerre, reçut en tant que « programme de paix », les 14 points que postula le presbytérien et professeur d'université, Wilson, dans son discours au Congrès le 8 janvier 1918. Au point 10, que Wilson avait écarté de son exigence antérieure d'auto-détermination, il accordait, seulement aux nations d'Autriche-Hongrie encore, comme la « *freest opportunity of automous development* [la plus libre opportunité de développement, *ndt*]<sup>247</sup>. Le président américain voulait alors mener des négociations avec la monarchie habsbourgeoise sur une paix séparée. Les USA avaient aussi clairement déclaré comme but de guerre la destruction de la Prusse allemande et de son hégémonie sur le continent, auquel étaient subordonnés tous les autres points de vue<sup>248</sup>.

---

<sup>242</sup> *First, that every people has the right to choose the sovereignty under which they shall live. [...] Second, that the small states of the world have a right to enjoy the same respect for their sovereignty and for their territorial integrity that great and powerful nations expect and insist upon. [...] And, third, that the world has a right to be free of every disturbance of its peace [...]* — *Les discours publics de Woodrow Wilson: La nouvelle démocratie*, Vol.II, p.187.

<sup>243</sup> Knock: *To End All Wars [Pour mettre fin à toutes les guerres]*, pp.191 et suiv. ; Mamatey : *The United States*, pp.106 et suiv.

<sup>244</sup> Décret sur les droits des peuples de Russie, 2. (15) novembre 1917, dans : Manfred Hellemann : *La révolution russe 1917*. Munich 1964, p.339 ; Voir Hélène Carrère d'Encausse : *Le grand défi. Bolcheviques et nations 1917-1930*, Paris 1987, pp.92-130.

<sup>245</sup> [...] *in point of logic, of pure logic, this principle which was good in itself would lead to the complete independence of various small nationalities now forming part of various empires. Pushed its extreme, the principle would mean the disruption of existing governments, to an indefinable extent...* — Cité d'après Mamatey; *Les États-Unis*, p.174.

<sup>246</sup> D'une manière exemplaire de Georg E. Schmidt : *Autodétermination 1919. Remarques au sujet de la dimension historique et de l'importance d'un slogan politique*. Dans : *Versailles- St. Germain-Trianon. Défrichage pour 50 ans en Europe*. Édité par Karl Bosl. Munich-Vienne 1971, pp.127-142.

<sup>247</sup> *Les discours publics de Woodrow Wilson : Guerre et paix*, vol. I, pp.160 et suiv.

<sup>248</sup> Voir Mamatey : *Les États-Unis*, pp.256 et suiv.

Pour Wilson, le principe des nationalités semblait donc aussi seulement utilisable lorsqu'il se laissait instrumentaliser pour des concepts concrets des proposition d'ordonnements alliés. C'était aux « experts », qu'il revenait de convaincre le président de l'utilité à court terme ou à long terme des nationalités. Comme en Angleterre, des fonctionnaires du ministre des affaires étrangères comptaient parmi les premiers préconisateurs les plus résolus du principe des nationalités. Le directeur de la *Near East Division* au *State Department*, Albert H. Putney, avait expliqué à son supérieur, le ministre des affaires étrangères, Robert Lansing, le 26 mai 1917, dans un mémorandum, qu'un nouvel ordonnement de la carte du sud-est de l'Europe selon des « tracés racistes » (*racial lines*) amènerait une résolution idéale de la plupart des problèmes de cet espace et enterrerait définitivement, en plus, les vieux rêves de l'Allemagne d'un « obscur instinct vers l'est » [*Drang nach Osten*, traduit ici au sens donné par Goethe, ndr]. Putney recommandait la création d'un état yougoslave des Serbes et Croates ainsi qu'un état polonais et de Bohême. Inversement, il tenait la possibilité d'une Ukraine indépendante comme une simple invention de la propagande austro-hongroise<sup>249</sup>. Une année plus tard, le 9 mai 1918, Putney renforça ses arguments dans un second mémorandum : au cas où les USA soutenaient l'aspiration à l'indépendance de l'est et du centre européens, l'empire habsbourgeois se délabrerait, et l'Allemagne serait isolée<sup>250</sup>. Lansing, qui n'était déjà plus convaincu depuis bien longtemps de la persistance de la monarchie danubienne, chercha à en persuader le président, pour le convaincre que tout espoir de paix séparée avec l'Autriche était illusoire et que l'on devait beaucoup plus construire sur la vertu révolutionnaire des passions nationales<sup>251</sup>.

Des cercles d'experts aussi de l'*Inquiry*, désignés par le colonel House, dont les membres appartenaient en partie à la *Round Table* américaine, présentaient au président depuis 1918 des études et des mémorandums, dont les points centraux briguaient en faveur de la position de Masaryk. La division de l'*Inquiry*, compétente pour l'Autriche-Hongrie, qui résidait dans les locaux de l'Université de Yale, était présidée par Charles Seymour ; sous sa direction, l'historien (âgé de 30 ans) Robert J. Kerner (1887-1956) établit des mémoires sur la question des nationalités slaves et en bohême<sup>252</sup>. Après ces études à Harvard, Kerner avait séjourné quelque temps à Prague, où il avait rencontré Masaryk :

« Alors que j'étais étudiant, je m'attachai à la doctrine philosophique et politique de Masaryk ; je lui suis redevable de l'avantage de mes expériences diplomatiques et ce qui est encore plus important, de mon choix ferme de m'orienter dans les politiques intérieure et étrangère.<sup>253</sup> »

À la fin de janvier 1918, Kerner soumit ses premiers résultats. Il développait deux scénarios différents — le premier, sous l'hypothèse de la persistance étatique de la monarchie danubienne, le second sous l'hypothèse de sa dissolution. Après avoir pesé les deux scénarios, il se prononça pour le second. L'Autriche-Hongrie devait être fragmentée, à l'issue de la guerre, en six ou sept entités étatiques qui ne pouvaient pas être contrôlés par l'Allemagne. C'est pourquoi les USA durent tabler sur la mise en révolution des nationalités, des « Polonais et Tchéco-slovaques et des Yougo-slaves », dont l'insurrection, comme Kerner l'interprétait, mènerait à l'effondrement de la monarchie<sup>254</sup>. Kerner interprétait l'instauration d'un état yougoslave indépendant comme la conclusion logique d'une « évolution naturelle » ; tout un chacun qui ne considérât point les

<sup>249</sup> « Nationalistic Aspirations in the Near-East [Aspirations nationalistes au Proche-Orient] ; voir Mamatey : *Les Etats-Unis*, pp.91-93.

<sup>250</sup> « *Les Slaves en Autriche-Hongrie* », voir *ebenda*, p.252.

<sup>251</sup> Mémorandum du 30 mai 1918 ; *ebenda*, pp.256 et suiv. ; George J. Prpic : The South Slavs, dans : *The Immigrants' influence on Wilson's Policies [l'influence des immigrants dans les politiques de Wilson]*. Édité par Joseph O'Grady. Lexington/Ky. 1967, pp.173-303, ici pp.193 et suiv.

<sup>252</sup> George J. Svoboda : *Robert J. Kerner et la conception US de l'indépendance tchécoslovaque*, dans *T.G. Masaryk (1850-1937. vol. III ; Homme d'état et force culturelle*, édité par Harry Kanák. Londres 1989, pp.4356, ici pp.44 et suiv.

<sup>253</sup> *As a student I adhered to Masaryk's philosophical and political doctrine, to him I indebted for the advantages of my diplomatic experiences, and what is more important, for my firm orientation in domestic and foreign policy.* — Cité d'après *ebenda*, p.45.

<sup>254</sup> *Enbenda*, pp.16-20.

Yougoslaves comme une nation unique, en jugeait selon des critères non-scientifiques et tombait selon lui dans le piège de la propagande des historiens allemands et hongrois<sup>255</sup>.

Les Polonais disposaient aux USA d'une puissante *lobby*, puisque le grand nombre des émigrants d'origine polonaise avait du poids dans l'élection présidentielle [Chicago fut longtemps la seconde ville polonaise au monde, après Varsovie, *ndt*]. Quoiqu'une partie des Polonais-US fussent amicalement disposés à l'égard de l'Autriche, la direction de l'état américain se résolut très tôt en faveur d'un état polonais indépendant. Le 11 janvier, Wilson annonçait déjà dans son discours *Paix sans victoire* qu'il devait naître une « Pologne réunifiée indépendante et autonome ». Les Polonais étaient le seul et unique peuple dont il était fait mention dans les « 14 points » de janvier 1918. Wilson avait modifié la recommandation de l'*Inquiry*, d'incorporer la Pologne comme un état fédéral d'une Russie démocratique et, au lieu de cela, il exigea :

« un état polonais indépendant [...], qui inclût des domaines incontestablement habités par une population polonaise : il doit avoir un accès libre et sûr à la mer. [...].<sup>256</sup> »

Wilson honorait ainsi l'amitié américano-polonaise, après tout le héros polonais de la liberté et franc-maçon, Tadeusz Kościuszko n'avait-il pas combattu, aux côtés de son frère de loge, George Washington, pour l'indépendance américaine. À la conférence de la paix de Paris, les sympathies de Wilson pour les Polonais s'étaient, il est vrai, refroidies ; il s'était en effet senti irrité par des revendications territoriales polonaises à l'est. Les propositions, qui avaient été élaborées par les membres de l'*Inquiry* au début de 1919, pour le tracé de frontière d'un futur état polonais, étaient pourtant très en faveur des désirs des nationalistes polonais. On s'appuyait sur le droit d'auto-détermination, si celui-ci soutenait les revendications polonaises et on en appelait, inversement, aux nécessités historiques, économiques et politico-stratégiques, lorsque le critère ethnique ne semblait pas rempli<sup>257</sup>.

Comme ceux britanniques, les projets américains pour une transposition concrète du principe des nationalités suivaient donc étroitement, à l'est de l'Europe centrale et dans l'espace danubien, les grandes lignes tracées, en 1914/15, par Masaryk, Seton-Watson et Steed. En même temps, il y avait, bien entendu, comme en Angleterre, des voix qui s'engageaient pour le maintien de la monarchie habsbourgeoise sous la condition qu'elle incorporât après la guerre un ordonnancement engendré par l'ouest ; par exemple, Walter Lippmann défendit cette solution au sein de l'*Inquiry*, lequel avait encore tenté dans son projet brut des « 14 points » du 22 décembre 1917 de « freiner le président dans sa cause d'auto-détermination » (*to slow the President down on self-determination*)<sup>258</sup>. Tous les concepts étaient donc étroitement reliés à un endiguement de l'influence germanique en Europe centrale.

La conclusion de la paix de Brest-Litovsk et la grande offensive allemande du début de l'année, firent taire les dernières voix aux USA, qui s'étaient engagées pour une paix séparée avec la monarchie habsbourgeoise. Au plus tard, avec la divulgation officielle du 29 mai 1918, dans laquelle le gouvernement américain exprima ses sympathies sincères à l'égard des « aspirations nationalistes des Tchéco-Slovaques et Yougo-Slaves », il devint évident que les USA rattachaient leurs intérêts nationaux à la réalisation du principe des nationalités<sup>259</sup>. Le 30 mai, le ministre des affaires étrangères, Lansing, avait confirmé dans un mémorandum, une fois encore, que l'Autriche-Hongrie *prussienne* devait être détruite durablement en étant effacée de la carte (*blotted out*, [soit : « biffée », « rayée », *ndt*]) et partagée selon le principe des nationalités<sup>260</sup>.

Dans l'intervalle, le 5 mai 1918, Masaryk était arrivé à Chicago où il avait donné des cours, dès l'été 1902. Le 30 mai, il négocia un arrangement avec des représentants de l'émigration slovaque à Pittsburgh, qui était pensé comme base programmatique du futur état commun tchéco-slovaque ; les Slovaques y obtenaient de très larges promesses d'autonomie administrative et culturelle — des promesses qui par la suite ne furent pas tenues : Masaryk désignera même

<sup>255</sup> Gelfand : *The Inquiry*, pp. 218 et suiv.

<sup>256</sup> *Les discours publics de Woodrow Wilson*, vol.I, pp.158 et suiv.

<sup>257</sup> Gelfand : *The Inquiry*, pp.206 et suiv.

<sup>258</sup> Voir Mayer : *Origines politiques de la nouvelle diplomatie*, pp.364 et suiv. ; Gelfand : *The Inquiry*, p.143.

<sup>259</sup> Mamatey : *Les Etats-Unis*, pp.260 et suiv. ; Kalvoda : *Le genèse de la Tchécoslovaquie*, pp.298 et suiv.

<sup>260</sup> Mamatey : *Les Etats-Unis*, pp.256 et suiv.

carrément cet accord, en 1929, comme un « faux » (*falsum*), bien qu'il fût paraphé à deux reprises<sup>261</sup>. Lorsque le 19 juin — après plusieurs tentatives ratées, il avait pu enfin obtenir une entrevue avec le président US Wilson, grâce à l'intercession de l'industriel Charles Crane — la résolution fondamentale avait déjà été prise au profit d'un nouvel ordre d'après-guerre qui, en plusieurs points coïncidait avec ses plans. Wilson, lui, l'interrogea principalement sur l'état de la Russie et sur la possibilité d'une progression militaire de la légion tchèque en Sibérie<sup>262</sup>.

Le 26 juin, Wilson donna le feu vert à son ministre des affaires étrangères, deux jours plus tard, Lansing fit courir le bruit que l'objectif de guerre américain serait « la libération complète de toutes les branches du slavisme (*Slav race*) de la domination germanique et autrichienne »<sup>263</sup>. Le 3 septembre s'ensuivit la reconnaissance du conseil national tchécoslovaque comme gouvernement en exil en droit et puissance, en guerre. L'initiative autrichienne de négocier un accord de paix sur la base des « 14 points » essuya peu après un refus du président : les « 14 points » seraient déjà dépassés par le cours pris par les choses !

À Zagreb (Agram), le 8 octobre 1918, un « conseil national (*Narodno vijeće*) des Slovènes, Croates et Serbes » annonça un état libre et indépendant de tous les Slaves du sud. Bien qu'au début Wilson n'accordât tout d'abord qu'une sympathie à l'égard des efforts yougoslaves et reconnût diplomatiquement l'état du « royaume des Serbes Croates et Slovènes » en février 1919 seulement, il passait cependant à Zagreb comme le « représentant de la justice et de la liberté de tous les petites nations opprimées, comme le champion du principe d'auto-détermination », comme le personnage brillant des Lumières et du progrès : « Ex Occidente lux ! »<sup>264</sup>

Les nationalistes ukrainiens eurent moins de chance. Sur leurs revendications, on ne négocia qu'à partir de la conférence de paix de Paris. Entre temps, les deux gouvernements : celui de la république populaire de l'Ouest ukrainien en Galicie, avec son siège à Lamberg et celui de la république populaire avec son siège à Kiev, avaient annoncé leur union le 22 janvier 1919 ; pourtant les rivalités entre les deux Galicies ukrainiennes unies (grecque-catholique) et les orthodoxes de l'est ukrainien, s'avèrent largement plus fortes que l'idée nationale d'une union théoriquement professée ; peu après l'armée rouge entra à Kiev et l'Ukraine sombra dans le chaos de la guerre civile. Sur l'arrière-plan de cette évolution, les Américains n'accordèrent aucune attention aux exigences des représentants ukrainiens et soutinrent d'une manière incompréhensible les revendications des Polonais et des émigrants de la grande Russie. La Galicie orientale, peuplée en majorité d'Ukrainiens fut promise à la Pologne, parce qu'on y tenait la population ukrainienne « à 60 % analphabète » et donc pour incapable de se gouverner elle-même et on était d'avis que la culture polonaise les « civiliserait » et « pourrait les protéger des bandes de bolcheviques<sup>265</sup> ». Avec un regard sur l'ancienne Ukraine tsariste, le ministre des affaires étrangères, Lansing, fut pourtant d'avis le 29 octobre 1919 que le gouvernement américain considérait

« Le mouvement séparatiste ukrainien en grande partie comme le résultat de la propagande autrichienne et allemande, qui avait pour objectif l'explosion de la Russie. Le gouvernement américain n'est pas en situation, de reconnaître un fondement ethnique convenable pour l'instauration d'un état séparé, et ne se sent pas convaincu de l'existence d'un large besoin pour quoi que ce soit qui aille au-delà d'une plus grande mesure d'autonomie locale ; celui-ci naîtrait naturellement et conformément à sa nature, après la formation d'un gouvernement démocratique moderne en Russie, qu'il soit de nature fédérale ou pas. [...] La politique des USA [...] devrait plutôt s'efforcer [...] de maintenir le principe d'une unité russe indispensable que d'encourager au séparatisme.<sup>266</sup> »

<sup>261</sup> Kalvoda : *Le genèse de la Tchécoslovaquie*, pp.283 et suiv.e

<sup>262</sup> Mamatey : *Les États-Unis*, pp.284 et suiv.

<sup>263</sup> *Ebenda*, pp.269 et suiv.

<sup>264</sup> Cité d'après Prpic : *Les Slaves du sud*, pp.198 et suiv.

<sup>265</sup> John S. Reshetar : *The Ukrainian Revolution, 1917-1920. A Study in Nationalism [révolution ukrainienne, 1917-1920. Une étude dans le nationalisme]*. Princeton 1952, p.275 ; pp.281 et suiv.

<sup>266</sup> *Documents relatifs aux relations étrangères des États-Unis, 1919 : Russie* ; Washington D.C. 1937, pp.783 et suiv. ; Reshetar : *La révolution ukrainienne*, pp.287 et suiv.

## Commonwealth contre nationalisme ?

Au-delà des phrases, on avait très bien compris, dans l'hémisphère occidental, qu'il était dans l'intérêt des occidentaux de poser certaines limites à l'éparpillement des peuples dans cet espace. Que cela soit souligné une fois encore : *Le droit d'auto-détermination était formulé comme un pur objectif de guerre* ; dans la pratique on le déniait là où son propre intérêt politique le requerrait, par exemple, dans le cas des Autrichiens allemands et des Ukrainiens. Inversement, on se proposait à l'ouest d'espérer que naquît des ruines de la monarchie habsbourgeoise une confédération de petits états nationaux.

Le 5 septembre 1918, déjà, la revue *New Europe* avait parlé de la nécessité, après la fondation de nouveaux états dans l'Europe centrale de l'est et du sud de concevoir celle-ci selon un *Central European Commonwealth*, selon le modèle britannique. Le *Commonwealth* en question serait censé se trouver sous la protection de la SDN ; l'élément allemand ne devrait pas y trouver place<sup>267</sup>. Celle-ci était la proposition modifiée d'une fédération du Danube, étroitement reliée à l'ouest, endiguant l'Allemagne, qui avait dominé la planification britannique au commencement de cette guerre déjà. En décembre 1918, on pouvait aussi lire dans la revue *The Round Table*, que la monarchie habsbourgeoise avait toujours, quoi qu'il en soit, en tant que structure supranationale, correspondu aux besoins politiques et économiques de la région et qu'à présent on devrait donc en découvrir un *ersatz* approprié<sup>268</sup>. Leopold Amery et Robert Cecil étaient d'avis unanime, en octobre, que cela avait été certes opportun dans les objectifs de guerre des Alliés, de soutenir les Tchéco-slovaques et les Yougo-Slaves, mais que l'on devrait à présent penser à la création d'une plus grande formation supranationale en Europe centrale et dans celle du Sud, pour réguler les aspirations nationales, faire face au danger bolchevique et garantir un ordonnancement durable. Harold Nicholson et Lewis Namier rédigèrent après cela, avec le soutien de l'EPD [*Department of Propaganda in Enemy Countries in Crewe House*], un mémoire, dans lequel ils insistèrent, pour exclure l'Autriche allemande de toute fédération à venir, car :

« La formation d'une fédération danubienne avec l'Autriche allemande en tant que centre contredit sans ambiguïté nos intérêts et aboutirait à longue échéance simplement à la restauration de l'Autriche sous un nouveau nom »<sup>269</sup>.

Aux USA, au même moment, Masaryk intervint publiquement en faveur de l'idée d'une *Mid European Democratic Union* [*Union démocratique d'Europe centrale, ndt*]. L'assemblée de l'Union eut lieu le 26 octobre dans les espaces de Philadelphie, dans lesquels on avait aussi délibéré sur la constitution américaine de 1787. Masaryk dirigea les négociations très symboliquement à partir du siège sur lequel George Washington s'était lui-même assis. Dans sa déclaration, il parla d'une association des petites nations, entre Allemands et Russes, depuis les Finnois au Nord jusqu'aux Grecs au Sud, qui devait être réalisée à la place de la « *Mittleuropa* [italique du traducteur, ndt] » allemande. Les principes de cette fédération, dans laquelle l'élément allemand (incluant l'Autriche allemande) n'aurait aucune place, devaient se fonder sur la représentation wilsonienne, selon laquelle « tous les gouvernements établissent leur pouvoir fondé en droit à partir de l'accord des gouvernés ». Par ailleurs il existerait :

« Le droit inaliénable de toutes les nations, d'organiser leur propre gouvernement d'après de tels principes et sous des formes, telles qu'elles croient favoriser au mieux leur bien-être, leur sécurité et leur bonheur. »<sup>270</sup>

---

<sup>267</sup> « *Through liberation to the new commonwealth [Par la libération vers le nouveau Commonwealth]; The New Europe*, vol. VIII, n°99 (5 septembre 1918), pp.169-172.

<sup>268</sup> *The round Table* n°33 (décembre 1918).

<sup>269</sup> [...] *the constitution of a Danubian federation with German Austria for a centre is clearly contrary to our interests, and in the long run would merely amount to a resurrection of Austria under a new name.* — FO 371/4355, 29 novembre 1918, cite d'après Fest: *Paix et partition*, p.257.

<sup>270</sup> [...] *The inalienable right of every people [to] organise their own government on such principles as in such a form as they believe will best promote their welfare, safety and happiness.* — Kalvoda: *La genèse de la Tchécoslovaquie*, pp.425 et suiv. ; Meyer : *Europe centrale*, p.340 ; Arthur J. May : *The Mid European Union*, dans : Joseph O'Grady : *L'influence des Immigrants*, pp.250-271 ; Mamatey : *Les Etats-Unis*, pp.343 et suiv.

Les propositions de Masaryk restèrent, tout comme les déclarations d'intentions des politiciens et experts britanniques, des vœux pieux ; dès la Noël 1918, l'idée d'une fédération centrale européenne était définitivement enterrée. Le principe national, en homme d'avant-garde duquel, il s'était lui-même élevé, déploya sa propre dynamique destructrice et éveilla des tensions dans les états successifs, profondément enracinées dans les diverses ethnies, qui menèrent rapidement toutes les idées de fédération à l'absurde. Précisément les solutions soutenues par les Alliés du droit d'auto-détermination des ethnies et du principe d'état national, que dès le début l'on comprit et dont on fit usage — contre toute meilleure sagesse — comme de moyens tactiques à des fins de pouvoir et d'ordonnements politiques, encouragèrent le morcellement et multiplièrent le registre de la haine réciproque des peuples de l'est et du sud de l'Europe.

Wilson considérait les négociations de paix de Paris principalement sous le point de vue de la libération des peuples et de la conduite morale de l'ouest ; le droit d'auto-détermination était censé se réaliser dans le contexte de la SDN nouvellement créée, dans le cadre d'un ordre de paix, qui harmoniserait toutes les contradictions et stabiliserait les jeunes états<sup>271</sup>. Les petits états devaient seulement suivre les puissances occidentales ; libéralisme et bien-être par le *Open-Door-Freihandel* [libre-marché-porte-ouverte, *ndt*] seraient la meilleure protection contre le bolchevisme<sup>272</sup>. Wilson était au plus profondément convaincu de la mission historique universelle du libéralisme américain ; en route vers la conférence de la paix à Paris, il concéda, le 10 décembre, sa confession de foi que le libéralisme était :

« la seule et unique chose qui peut sauver la civilisation du chaos [...]. Le libéralisme doit encore être plus libéral que jamais auparavant (sic !), il doit même être radical, au cas où la civilisation veuille échapper au cyclone.<sup>273</sup> »

Wilson dut bientôt éprouver, il est vrai, que des intérêts de *realpolitik* [laissé en allemand, *ndt*] et données historiques iraient à l'encontre de ses principes abstraits de foi,

« que l'unification sur des principes n'a pas la même signification qu'une unification sur des conditions concrètes ; que des principes sont diversement interprétés et ne peuvent pas toujours être appliqués sur les faits concrets complexes de la réalité — autrement dit, en un mot : que des principes ne sont aucun *Ersatz* [laissé en allemand, *ndt*] pour toutes propositions concrètes, qui peuvent uniquement servir en tant que base à laquelle on peut se fier, pour une discussion intelligente et une unification non équivoque.<sup>274</sup> »

Beaucoup plus réaliste, le ministre des affaires étrangères, Lansing, avait mis en garde, dès le 30 décembre 1918, dans un mémorandum confidentiel :

« Plus je réfléchis longuement à la déclaration du président en rapport avec le droit « d'auto-détermination », davantage je suis convaincu du danger de fourrer de telles idées dans la tête de certaines races. [...] Cela doit [...] créer de l'agitation dans de nombreux pays. Quelles répercussions y aura-t-il sur les Irlandais, les Hindous, les Égyptiens et les nationalités parmi les Boers ? Cela ne multipliera-t-il pas l'insatisfaction, le désordre et le rébellion ? [...] Cette phrase est tout simplement chargée de dynamite. Elle éveillera des espoirs, qui ne pourront jamais être comblés. Je redoute qu'elle coûte la vie à des milliers de vies. À la fin, elle tombera dans le discrédit ; on dira qu'elle a été le rêve d'un idéaliste, qui ne pouvait en reconnaître le danger, jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour tenir en bride ceux qui voulurent transposer ce principe dans la réalité.<sup>275</sup> »

<sup>271</sup> Levin : *Woodrow Wilson et la politique mondiale*, p.254 ; Knock : *vers la fin de toutes les guerres*.

<sup>272</sup> Voir le discours de Wilson du 11 novembre 1918, dans : *Les discours publics de Woodrow Wilson : Guerre et paix*, vol. V, pp.30 et suiv.

<sup>273</sup> [The liberalism is] *only thing that can save civilization from chaos [...], Liberalism must be more liberal than ever before, it must even be radical, if civilisation is to escape the typhoon.* — Cité d'après Lloyd C. Gardner : *Safe for Democracy : The Anglo American Response to Revolution, 1913-1914* [Garantir la démocratie: la réponse américain à la révolution 1913-1914]. New York 1984, p.202.

<sup>274</sup> George : *Woodrow Wilson et le Colonel House*, p.201.

<sup>275</sup> *The more I think about the president's declaration as to the right of self-determination, the more convinced I am of the danger of putting such ideas into the minds of certain races.[...] It is bound to [...] create trouble in many lands. What effect will it have on the Irish, the Indians, the Egyptians, and the nationalities among the Boers? Will it not breed discontent, disorder and rebellion? The phrase is simply loaded with dynamite. It will raise hopes which can never be*

En outre, le zèle quasi-religieux de Wilson approfondit la méfiance de l'opinion publique américaine vis-à-vis d'un engagement mondial des USA. Thomas Lamont, le conseiller du président, envoyé à Paris par J.P. Morgan & Co., critiquait la manière de discourir, hautement guindée, sèche et railleuse, nonobstant totalement dépourvue d'humour de Wilson, à la conférence de paix, par laquelle il s'hypnotisait lui-même<sup>276</sup>, laquelle divertissait par contre sans cesse les hommes d'état européens ; Lamont recommanda au président d'expliquer les statuts de la SDN chez lui selon presque « un langage d'enfant » (*an almost childlike language*), pour apaiser l'atmosphère isolationniste des Américains<sup>277</sup>. Avec cela Wilson, qui voulait même se comprendre, dans son orgueil intellectuel « désintéressé », comme celui qui achève l'œuvre de Jésus-Christ<sup>278</sup>, ne se voyait pourtant pas dans la situation.

À l'été 1919, l'appel au repliement des USA hors des affaires du monde atteignit son point culminant. La crédibilité messianique en l'avenir s'était envolée en considération des tergiversations diplomatiques à Paris, qui persiflaient la rhétorique de Wilson ; l'Europe devrait cuir à petit feu dans son propre jus, tel était la teneur générale. La possibilité d'une immixtion de la SDN, « la mauvaise chose avec un nom de sainte » (*The evil thing with a holy name*) dans les affaires intérieures américaines épouvantait de nombreux politiciens. Marqué d'une attaque d'apoplexie, Wilson dut éprouver, que le Sénat-US, le 19 novembre 1919 et le 19 mars 1920 refusa de ratifier les traités de paix de Paris et les statuts de la SDN. Le siège américain de Genève resta désormais vide, les USA s'étaient retirés de l'autre côté de l'Atlantique ; le projet de créer une *Atlantic Community*, avait échoué d'emblée<sup>279</sup>. Le premier ministre Lloyd George disait purement et simplement tout haut ce que de nombreux Atlantistes pensaient tout bas : « Le gouvernement [du monde, *ndt*] fut offert à l'Amérique, le Sénat a nonobstant jeté le sceptre dans l'océan<sup>280</sup> ».

À partir de la vision britannique, le recul dans l'isolationnisme de la part des USA, l'abandon du rôle de gouvernement de la politique mondiale, représentait une catastrophe ; l'institution de la SDN, en effet, toute la beauté de l'ordre d'après-guerre, sembla de ce fait caduque. L'intime de Milner, Leo Amery, avait encore expressément attiré l'attention de Balfour, le 21 décembre 1918, sur le fait que l'on devait s'efforcer à l'entente et à la coopération mutuelles, comme base des relations anglo-américaines futures pour l'empire britannique et comme le résultat le plus important lors de la fin de la guerre<sup>281</sup>. Étant donné que la capacité fonctionnelle de la SDN, dans la conception de ses architectes, était censée reposer sur l'agrément de l'opinion publique mondiale, cette preuve évidente représentait le grave échec d'un manque de confiance.

De nombreux politiciens britanniques, avant tout les représentants de la *Round Table* et Winston Churchill, avaient entre temps renversé de 180° leur politique à l'égard de l'Allemagne. L'Allemagne devait désormais réarmer et s'épanouir économiquement, pour nourrir ses gens, leur transmettre des perspectives d'avenir [on a bien vu après lesquelles... *ndt*] et de pas livrer un terrain

---

*realized. It will, I fear, cost thousands of lives. In the end it is bound to be discredited, to be called the dream of an idealist who failed to realize the danger until too late to check those who attempted to put the principle into force. — Cité d'après Levin: Woodrow Wilson et la politique mondiale, p.247.*

<sup>276</sup> Voir George : *Woodrow Wilson et le colonel House*, p.232.

<sup>277</sup> Voir Chernow : *La Maison Morgan*, p.208.

<sup>278</sup> Lloyd rapporta dans ses mémoires : « l'éclat le plus inhabituel se produisait, alors qu'il parlait de n'importe quel sujet — je crois que cela dépendait de la SDN —, lors duquel il s'égarait à la déclaration que le Christianisme avait échoué dans la réalisation de son plus haut idéal. « Pourquoi », disait-il, « Jésus Christ n'a-t-il pas encore réussi jusqu'à présent à mettre le monde dans cette disposition de suivre Son enseignement ? Parce qu'Il enseigne l'idéal sans penser à aucuns moyens pratiques avec lesquels il eût pu y arriver. C'est la raison pour laquelle je propose un schéma pratique pour réaliser Ses objectifs. » — David Lloyd George : *Actes de la Conférence de la Paix*, vol.1-2. New Haven 1939, ici le vol. I, pp140 et suiv. ; Clémenceau se moquait : « 14 points ! Dieu n'en a que 10 ! » — cité d'après Antony Lentin : « *Lloyd George, Woodrow Wilson et la culpabilité de l'Allemagne*. Baton Rouge/La. 1984, p.105.

<sup>279</sup> Graml : *L'Europe entre les guerres*, pp.26-32. ; George W. Egerton ; *La Grande Bretagne et la création de la SDN, Stratégie, politiques et organisation internationale, 1914-1919*. Chapel Hill 1978.

<sup>280</sup> Ainsi le rapporte John Davis au ministre des affaires étrangères-US, Lansing, le 5 décembre 1919, George W. Egerton : *Britain and the « Great Betrayal »*. *Anglo-American Relations and the Struggle for the Ratification of the Treaty of Versailles 1919-1920 [La Grande Bretagne et la « grande trahison » Relations anglo-américaines et la lutte pour la ratification du Traité de Versailles 1919-1920]* ; Dans *Historical Journal* 21 (1978), p.911.

<sup>281</sup> F 800/209, selon Fowler : *Relations britanniques et américaines*, p.232.

nourricier aux courants révolutionnaires<sup>282</sup>. La France (*le système Poincaré*), par contre, fut violemment critiquée à cause de sa politique d'alliance à l'est de l'Europe centrale, son envie de revanche et son attitude militariste. Milner appelait le traité de Versailles, en allusion à Wilson, *The peace to end the peace [la paix pour achever la paix]* et se lamentait, en mars 1919 : « La conférence de la paix sabote tout.<sup>283</sup> »

L'Autriche-Hongrie avait fait naufrage, sa forme de vie ensemble, qui s'était lentement développée, était détruite ; pourtant, ni à partir des abstractions idéelles, ni à partir des pulsions instinctives inférieures, qui avaient été appelées à s'éveiller avec son naufrage, un nouveau *Commonwealth* ne se laissa édifier, qui, en tant que zone tampon et rempart de protection pour l'empire commercial désiré, l'*Atlantic Empire* de l'Occident, eût pu servir contre les perturbations provenant de la Russie bolchevique, tel qu'il avait été originellement prévu. La *Mitteuropa* sombra dans le chaos économique, dans lequel, elle fut portée et hautement cravachée par les instincts du sang, et remontée par divers fascismes et socialismes nationaux.

### « Purification ethnique » en tant que principe politique

Les directions politiques en Allemagne et l'empire habsbourgeois s'étaient avérés complètement incapables de développer, dans les intérêts nationaux et sociaux, une politique envisageant un avenir, qui eût rendu justice aux exigences de l'époque et à la hauteur leurs sommets révolutionnaires. Ainsi les énergies irrésistibles qui s'annonçaient dans les temps modernes succombèrent : le *Kaiser* abdiqua, son empire s'effondra en poussière.

La tentative des personnalités britanniques et américaines, de fonder un nouveau système international, qui devait, d'une part, agir dans le sens du progrès de l'histoire — comme on s'expliquait ce « progrès » dans le penser politique de l'hémisphère occidental — et qui, d'autre part, devait se développer en accord avec ses propres intérêts de pouvoir, resta largement en retrait des attentes fixées. Masaryk, Seton et Steed, qui voulaient relier ce nouvel ordre mondial avec le principe d'auto-détermination nationale, connurent en 1918/19, certes la réalisation d'une grande partie de leurs exigences, mais ils ne purent pas empêcher que déjà dans cette « nouvelle » Europe, le germe d'une nouvelle guerre fut déposé. Ainsi, Rudolf Steiner remarquait-il, dans le cadre de trois conférences sur « l'évolution historique de l'impérialisme », en février 1920, qui se référaient — en présence d'une plus grande partie d'auditeurs anglophones — à l'impulsion intérieure des *Liberal Imperialists [impérialistes libéraux]* et de la *Round Table* de Milner :

« C'est la conscience, dont je crois que maintenant, dans cette grande perspective de l'histoire mondiale chez tous ceux qui appartiennent en plus aux organismes mondiaux, dans lesquels on parle anglais, la responsabilité existe d'apporter dans l'empire économique extérieur, une réelle spiritualité. Car c'est seulement à prendre ou à laisser : soit l'aspiration demeure dans le simple empire économique et la conséquence en est le naufrage assuré de la civilisation terrestre, — ou bien de l'esprit sera déversé dans cet empire économique, et alors on atteindra ce qui était véritablement intentionnel dans l'évolution de la Terre. [...] Nous devons être au clair que cet « à prendre ou à laisser », chacun(e) d'entre nous a véritablement à en décider pour lui(elle)-même et que chacun(e) avec ses énergies d'âmes les plus intimes doit prendre part à cette résolution. Sinon, on ne vit pas véritablement avec les intérêts de l'humanité.<sup>284</sup> »

Les Alliés avaient proclamé au monde l'apparent « idéal », derrière lequel ils dissimulaient de solides intérêts de *realpolitik*, à la fois économiques impérialistes. « L'autodétermination ethnique », en lien avec l'idée de l'état national, ne mena pas du tout à un ordre de paix espéré durable, mais au contraire purement et simplement à une crise structurelle et à une infinité de conflits ethniques intra- comme inter-états, dans lesquels le penser s'abreuva de catégories collectives « du-sang-et-du-sol » et éveilla des passions archaïques, gouvernées par des instincts<sup>285</sup>.

<sup>282</sup> « La situation allemande », *The round Table*, n°39 (juin 1920), pp.578-596.

<sup>283</sup> Voir Lentin : *Lloyd George, Woodrow Wilson et la culpabilité de l'Allemagne*, pp.127 et suiv.

<sup>284</sup> Dornach, 22 février 1920 *GA 196*, p.289.

<sup>285</sup> Voir les remarques critiques sur le « système de Wilson » de Eric J. Hobsbawm : *Nations et nationalisme. Mythe et réalité depuis 1780*. Francfort-sur-le-Main- New York 1991, pp.157 et suiv.

Rudolf Steiner avait sans cesse insisté sur là où devait mener le penser « raciste-national », en s'alliant au principe corporel du sang :

« Rien d'autre ne mènera plus vite l'humanité au déclin que si les idéaux de races, de nations et de sang continuent de proliférer.<sup>286</sup> »

La liste de ces conflits est longue : Polonais contre Lituanais, Polonais contre Ukrainiens, Polonais contre Russes, Polonais contre biélorusses, Biélorusses contre Lituanais, Polonais contre Allemands, Polonais contre Tchèques, Tchèques contre Allemands de bohême ; Tchèques contre Slovaques, Slovaques contre Magyars, Magyars contre Autrichiens allemands, Magyars contre Roumains, Serbes contre Croates, Croates contre Italiens, Slovènes contre Autrichiens allemands, Slovènes contre Italiens, Italiens contre Autrichiens allemands, Grecs contre Turcs, Grecs contre Bulgares, Bulgares contre Serbes, etc., etc..

Même les traités de protection des minorités ancrés dans la SDN devinrent bientôt des maculatures. Dans l'est et le sud de l'Europe, ce n'était pas possible, comme mentionné, de créer des états nationaux sur la base des mosaïques de communautés de peuples constituées. La part en minorités nationales était en Hongrie de quelques 10% au moins ; Pologne et Roumanie en possédaient 31% et 30%, respectivement. Dans la république tchécoslovaque (ČSR) et dans le royaume SHS (Yougoslavie), par contre, il n'existait aucune « nation », considérée au plan numérique : les deux pays étaient factuellement des états poly-ethniques, un empire habsbourgeois en minuscule.

Dans la ČSR se trouvaient les régions tchèques, urbanisées et industriellement développées de la Bohême et de la Moravie, qui étaient historiquement liées depuis des siècles à l'espace germanophone qui les entourait, faisant face à la Slovaquie rurale laquelle avait été pendant 1000 ans gouvernée par des Hongrois. Le comportement entre Tchèques et Slovaques se configurait, à partir de la vision tchèque, comme celui d'un maître d'école en face de ses jeunes élèves, de sorte qu'au fond, on répétait sans cesse, en insistant du côté tchèque, qu'en réalité, il n'y avait qu'une seule et unique nation « tchécoslovaque ». On ressentait le maintien de cette « idéologie d'état » d'autant plus nécessairement que de fortes minorités vivaient dans les régions du pays. En Bohême et Moravie, il se trouvait environ 7 millions de Tchèques face à 3 millions d'Allemands ; en Slovaquie vinrent au-delà des 2,5 millions de Slovaques, quelques 720 000 Magyars et 569 000 Ruthènes (Carpato-Ukrainiens). Aux Allemands de Bohême, de Moravie et des Carpates, Masaryk voulait concéder un ministère territorial, après un commencement de réflexions, par la suite aussi un « gouvernement territorial » avec un nombre croissant de compétences. L'autonomie slovaque promise passa à l'as<sup>287</sup> ; on parla alors de « nation tchécoslovaque » et la constitution légalisa le concept de « langue tchécoslovaque » fictive. Lors de la présentation de la constitution devant l'assemblée nationale le politicien Bouček, argumenta de manière grotesque, le 17 février 1920 :

« Messieurs, Il n'y a pas dans notre histoire le moindre fondement pour un fédéralisme. Le Slovaque morave Masaryk agit pour notre unité. Des légionnaires des pays de Bohême, de Moravie et de la Slovaquie versèrent leur sang pour cette unité et la grande majorité de la nation tchécoslovaque veut cette unité. Pour cela, il n'existe aucune opportunité et ni non plus le moindre fondement pour la création de n'importe quel genre [...] de structure fédérative<sup>288</sup> .

La direction officielle propagea alors une idée d'unité centralisatrice, qui sous le mot-clef de « tchécoslovaquisme » insistait sur l'existence d'un État national. La raison pour une telle progression centralisatrice du gouvernement pragois, était avant tout à rechercher dans la crainte que les exigences autonomistes, au sens du droit d'auto-détermination, s'étendraient aux autres minorités dans les nations multiethniques. La direction pragoise souffrait d'un « syndrome habsbourgeois », à savoir qu'on se mit à croire que par la fermentation d'autonomie pour les minorités le nouvel état se déliterait inéluctablement. C'est ce qu'indique la déclaration du ministre des affaires étrangères Beneš de l'année 1932, qu'une plus grande autonomie pour la Slovaquie signifierait « pour cet état ; l'appel de la Slovaquie aux Slovaques, des régions allemandes aux

<sup>286</sup> Conférence du 26 octobre 1917, dans ; *Les arrières-plans spirituelles du monde extérieur. La chute des esprits des ténèbres*. Dornach 51999 (=GA 177).

<sup>287</sup> Leff : *Conflit aotional en Tchécoslovaquie*, p.152.

<sup>288</sup> Karol Sidor. *Solvesnká politika na pôde prakého snmu (1918-1938)*. Bratislava 1943, p.104.

Allemands, et de celle des Magyars aux Magyars.<sup>289</sup> » C'est pourquoi dans la constitution de 1920, malgré l'assentiment de droits linguistiques pour les citoyens individuels, il ne se trouve aucune amorce pour l'édification d'un fédéralisme étatique sur la base d'une autonomie personnelle.

La renaissance de l'état polonais fut enténébrée par la confrontation sur le principe constitutionnel menée par les deux hommes d'état polonais dominants de l'entre deux guerres, Roman Dmowski (1864-1939) et Józef Pilsudski (1867-1935). Les nationaux-démocrates, sous Dmowski, voulaient un état national polonais égalitaire et unitaire, à l'exemple français, qui devrait devenir homogène, le plus vite possible au plan ethnique, par la polonisation des peuples étrangers qu'il renfermait. Selon le principe de fond de la politique défendue par Dmowski, au sens de l'étatisme français, « ce n'est pas la nation qui crée l'état, mais l'état crée la nation.<sup>290</sup> » Dmowski était d'avis que l'entité étatique polonaise renaissante, culturellement supérieure possédait le droit naturel, d'associer et d'assimiler autant de « souches se trouvant plus profondément » dans les régions comme celles des Ukrainiens et celles des Biéloruthéniens, qu'on pourrait directement et centralement gouverner de Varsovie. À la région de l'est slave devait contribuer la force collective de la nation polonaise<sup>291</sup>. Au reste, il désirait une bonne entente avec la Russie soviétique, pour pouvoir réaliser une opposition plus concentrée contre l'Allemagne, selon son discernement, en cas de plus grande menace.

Pilsudski pensait plus fortement à une solution fédérale, dans le réveil de « l'idée jagellonienne », selon laquelle la Pologne comme autrefois déjà, au 15<sup>ème</sup> siècle, devait se retrouver unie dans un *Commonwealth*, avec ses voisins orientaux de Lituanie, d'Ukraine et du Bélarus. La solution « fédéraliste » fut le plus violemment débattue en Pologne dans les années 1918-1920. On voyait le fédéralisme en relation avec la tâche messianique d'ordonner l'Europe de l'est sous la direction polonaise selon un alliance de nations libres<sup>292</sup>. Pilsudski pensait que le processus de nationalisation chez les Lituanais, Biéloruthéniens et Ukrainiens était trop avancé, pour imposer, dans une entité étatique polonaise, un gouvernement direct centralisé.

Si le programme de Pilsudski révélait encore en 1918/19 des caractères fédéralistes, la réalisation s'en trouva rendue essentiellement difficile à cause de la lutte durable avec les influents partisans de Dmowski. Par ailleurs, il régnait déjà, à l'est de la Galicie, entre les polonais résidents et les Ukrainiens un état de guerre ; le 13 novembre 1918, on y avait proclamé une « république ukrainienne civile populaire » occidentale. L'enchevêtrement complexe religieux, ethnique et sociale des différences et oppositions fit apparaître comme totalement impossible la solution du problème de la région orientale de la Pologne, selon le principe des nationalités. Les Polonais étaient haïs, par exemple, chez les Ukrainiens en Galicie, pareillement en tant que grands propriétaires fonciers catholiques et champions d'une « polonisation » ethnique et culturelle.

Lorsque la Pologne ratifia, le 18 mars 1921, le Traité de paix de Riga, le courant national-démocratique unitaire avait nonobstant emporté la victoire sur les partisans de l'idée fédéraliste. Toute tentative d'acquiescer l'autonomie pour l'est de la Galicie et le centre de la Lituanie, fut renversée par les nationalistes polonais. Certes, Pilsudski voulait laisser exister les peuples non-polonais selon leurs caractères ethniques, mais désormais sous l'existence une couche supérieure d'expression polonaise pour garantir l'unité étatique.

La constitution d'état du 17 mars 1921 était formée à l'imitation de la constitution française. Quoique, par exemple, l'art. 110 accordait le droit aux minorités de fonder des associations

---

<sup>289</sup> František Janáček : *Poznámky k hodnocení Českoslovakismu v období*; cite d'après Leff: *Conflit national en Tchécoslovaquie*, p.137.

<sup>290</sup> Voir Hans Roos : *Histoire de la nation polonaise 1918-1985*. Stuttgart et aussi 1985, p.56 ; voir aussi Anthony Polonsky : *La politique dans la Pologne indépendante 1921-1939. La crise du gouvernement constitutionnel*, Oxford 1972.

<sup>291</sup> Voir à ce sujet : A. Groth : *Dmowski, Pilsudski et conflits ethniques dans la Pologne d'avant 1930*, dans : *Canadian Slavic Studies* 3 (1969), pp.69-91, en particulier la p.70.

<sup>292</sup> Voir M.K. Dziekanowski : *Józef Pilsudski : un fédéraliste européen*. Stanford/Cal. 1969, p.81 ; Józef Lewandowski: *Federalizm. Litwa i Białoruś w polityce obozu Belwederskiego (XI 1918- U+IV 1920)*. Varsovie 1962; Andrzej Chojnowski: *Koncepcje polityki narodowościowej rządów polskich w latach 1921-1939*. Wrocław et aussi 1979.

autonomes<sup>293</sup>, la structure gouvernementale ne faisait aucun cas de l'état pluriethnique. À partir de 1921, la Pologne se trouva en confrontation permanente avec ses « minorités » ; et tout particulièrement à cause de l'instabilité des frontières, combattues de tous les côtés, Pilsudski finit aussi par devenir un préconisateur de la centralisation politique. Il laissa démanteler soit des organisations de partis autonomistes, (comme la *Hramada* biélo-ruthénienne) ou bien combattre ouvertement, au moyen de « pacification » militaire (la terroriste « organisation Ukrainienne nationalistes »). De même des mesures de polonisation furent introduites à l'encontre de la population allemande de Haute-Silésie. Finalement la Pologne dénonça, le 13 septembre 1934, les traités de protection des minorités, qu'elle avait conclus avec la SDN, parce que l'on ressentait le fleuve des plaintes déposées à la SDN sur les infractions polonaise comme une honte nationale. En même temps on oeuvra à un programme de mise en polonisation accélérée des minorités orientales ; au moyen de subjugaison de l'Église orthodoxe, on voulut « homogénéiser » la partie est du pays.

De tous les états de l'est et du sud de l'Europe centrale, qui prirent naissance de la première Guerre mondiale, la Yougoslavie s'avéra, sous presque tous les points de vue, l'édifice le plus complexe. À partir des entités étatiques provisoires des Serbes, Croates et Slovènes qui avaient à Agram (Zagreb) leur Conseil national (*Naodno Vijeće*) leur organe principal, prit naissance — après l'entrée du Monténégro, le 24 novembre 1918 — l'état national « aux trois noms » des Serbes, Croates et Slovènes en tant que royaume SHS (*Srba, Hrvata i Slovenaca*) sous la domination du prince-régent Aleksandar Karađorđević. Mais de fait, le royaume SHS était un état de nationalités, dans lequel aucune de celles-ci ne disposait par elle-même de majorité suffisante.

Le royaume fut congédié, contre le volonté des Parlements Croate et Slovène, par la constitution proclamée et maintenue très unitaire et centralisatrice, le 28 juin 1921, le jour de la fête nationale serbe (Veits-Tag), ce qui éveilla dès le début l'impression que le nouvel état n'était rein d'autre qu'un nouveau royaume de la Grande Serbie<sup>294</sup>. Avant le 28 juin 1921, malgré la tendance croissante au centralisme la possibilité avait existé d'articuler le nouvel état selon des points de vue pluralistes et fédéralistes. Après cette date, une fédéralisation ne pouvait être réalisée que par une modification de la constitution.

Le nom officiel du royaume SHS était censé manifester, selon l'art. 1 de la constitution, la pleine égalité de ses trois « souches » composantes, à savoir Slovènes, Croates et Serbes. Des autres minorités, il n'en était pas question. L'art. 3 de la constitution déclarait les langues « serbe-croate-slovène » langue administrative<sup>295</sup>. Pour pouvoir justifier l'existence de l'idée étatique, on reprit, comme dans la CSR, un état nation construit à partir des « Serbo-Croates », auquel on compta les Serbes, Croates, Monténégrins, Bosniaques et Macédoniens. Cette état-nation artificiel se constituait des 77 % de la population. Le domaine d'état fut partagé, selon le modèle français dans des districts (*oblasti*) d'étendues quelque peu égales. Certes l'organisme gouvernemental fut relativement décentralisé dans son organisation, mais au sens d'un état unitaire d'orientation serbe, sans structure fédérative reconnaissable. La vie ensemble fut grevée en outre par la pluralité des confessions religieuses. Précisément les Églises (catholique et orthodoxe), comme aussi la confession musulmane, considéraient l'idée d'état yougoslave, en premier lieu, comme une attaque portée directement à l'autonomie de chaque confession catholique, orthodoxe et musulmane, selon le cas, et nourrissaient pour cette raison les courants séparatistes<sup>296</sup>.

Dans les années 20, la vie ensemble des peuples dans le royaume SHS se vit enténébrée de lourdes tensions. En réponse à la situation politique intérieure, le roi Aleksandar révoqua le Parlement, déclara la constitution Vidovdan sans effet et introduisit un centralisme absolu. En outre le royaume SHS fut officiellement rebaptisé *Yougoslavie*. Les partis particularistes régionaux ou bien d'obédience religieuse, furent interdits, la région principale de peuplement croate fut partagée,

---

<sup>293</sup> Vois Steven Horak : *La Pologne de=et ses minorités nationales 1919-1939*. New York 1961, p.196. Et aussi le texte de l'article constitutionnel le plus important au sujet de la question des minorités.

<sup>294</sup> Ivo Banać. *La question nationale en Yougoslavie : Origines, histoire, politiques*. Ithac-Londre 1984, p.403. Voir Raymond Pearson : *Minorités nationales dans l'est de l'Europe 1848-1945*, New York 1983, p.157.

<sup>295</sup> Texte dela constitution dans : Ivan Zolger : constitution de Yougoslavie. La naissance du royaume des Serbes, Croates et Slovènes. *Tübingen 1922 (= annale du droit officiel XI)*, pp.200-217.

<sup>296</sup> Ivo Banać. *La question nationale en Yougoslavie*, p.411.

l'ancienne Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine furent restructurées à l'avantage du côté serbe. Quoique les Serbes ne constituassent que 40% de l'ensemble de la population, ils disposaient d'une nette majorité<sup>297</sup> de 7 sur 9 banovini. Cette refondation étatique aggrava considérablement les oppositions nationales.

Pendant la guerre mondiale encore, se profilait en maints lieux ces épouvantables méthodes — il suffit de penser au génocide des Arméniens — par lesquelles en dépit d'avoir aux lèvres toutes les confessions idéalistes, en Europe à l'avenir (et plus au-delà encore) on allait conduire des politiques de minorités : expulsions et déplacements, persécutions, déportations, « purifications ethniques », ethnocides, génocides. Dans la phraséologie de Masaryk : « César et non Jésus ». Avec l'expulsion de 250 000 Bulgares de la Turquie, de la Grèce, du royaume SHS et de la Roumanie ainsi que les déplacements de plus d'un million de Grecs de l'Asie mineure et de 400 000 Turcs de Grèce, chacun dans sa « mère »-patrie, lesquels furent agréés par la SDN, parce que cela encourageait « l'homogénéité ethnique » des états concernés, s'engagea, après 1919, une politique méprisant les êtres humains qui, au nom de l'élément ethnique collectif et de son « droit d'auto-détermination » fictif, foulait aux pieds les droits de l'homme individuels. Le commissaire aux réfugiés de la SDN, Fridtjof Nansen, écrivit à l'époque :

« que la démixtion (*unmixing*) des populations du Proche Orient garantira la vraie pacification du Proche Orient [...] et que l'échange de populations est la voie la plus rapide et la plus efficace pour venir à bout des lourdes conséquences économiques, qui résultent du grand mouvement de population, qui est déjà intervenu.<sup>298</sup> »

Cet exemple devint un modèle de penser dominant, non seulement dans les duchés locaux nationalistes dans des villages « balkaniques » éloignés, mais au contraire, cela devint par Staline en Union soviétique et Hitler dans l'Allemagne nazie — *de véritables usufruits des résultats putrides sortis des « quatorze points » et du droit collectif à l'auto-détermination* — dans la plus vaste extension et pareillement repris même par Churchill et Roosevelt dans l'autre hémisphère. Au sujet de « l'échange » des peuples en tant que collectif, se joignit bientôt la « punition » collective, ou l'anéantissement collectif. Sous cette forme idéale des êtres humains devinrent des troupeaux de bêtes, que l'on pouvait transporter d'un lieu à un autre, qui reçurent un « tampon » enregistrable (d'appartenance ethnique, de langue et de religion). Dans le cas du national-socialisme l'être humain devint, en tant que partie d'un collectif un objet chosifié et l'on prit des dispositions correspondantes, « d'une manière conforme à des objectifs, d'éliminer les parties racialement non souhaitées de la population.<sup>299</sup> »

Les expulsions et « purifications » ethniques, depuis la première Guerre mondiale rencontrèrent des imitateurs tout particulièrement parce que l'on put y mettre en œuvre tous les raffinements du « progrès » technique, pour « transplanter » les êtres humains ou bien carrément les exterminer. Ainsi Winston Churchill défendait-il encore à la chambre des Communes britannique, le 15 décembre 1944, les déplacements des frontières conclus entre lui et Staline — avec l'aide de trois allumettes après quelques verres de vodka — de l'état polonais<sup>300</sup> et la déportation forcée en masses d'Allemands, de Polonais de Biéloruthéniens, d'Ukrainiens et de Lituaniens par ces mots :

<sup>297</sup> Holm Sudhausen : *Histoire de la Yougoslavie 1918-1980*, Stuttgart et aussi 1982, pp.78 et suiv.

<sup>298</sup> Cité d'après Karl Schlögel : *Kosova... la purification ethnique est un avorton du 20<sup>ème</sup> siècle*, dans *Die Zeit* n°18, 29 avril 1999.

<sup>299</sup> Session du « ministère du Reich pur la région occupée de l'est » sur les questions de la « germanisation » du 4 février 1942 ; Dok NO-2585. Helmut Heiber : *Le plan général est*. Dans : *Cahier trimestriel pour l'histoire contemporaine*, 6 (1958), pp. 281-325, ici 295.

<sup>300</sup> Le 28 novembre 1943, Churchill et Staline discutaient à Téhéran le déplacement futur de la Pologne, dont les frontières d'après-guerre courront « en principe entre ce qu'on appelle la ligne Curzon et l'Oder » ; avec cela furent sanctionnés les gains de régions soviétiques dans l'est de la Pologne à partir du pacte [germano-soviétique] Hitler-Staline. Churchill constat dans ses mémoires : « [Le ministre des affaires étrangères Antony] Eden était d'avis que ce que la Pologne perdait à l'est, pouvait être regagné à l'ouest. Staline rétorqua, que c'était possible ; mais il ne savait pas. Je démontrais ensuite mes idées à l'aide de trois allumettes, sur un déplacement occidental de la Pologne. Cela plut à Staline ». Churchill dit au ministre des affaires étrangères Eden : « Mettez-leur [aux Polonais] devant les yeux, qu'avec la reprise et le maintien durable des actuelles régions allemandes jusqu'à l'Oder, ils créent la base pour un arrangement amical avec la Russie et pour une alliance étroite avec la Tchécoslovaquie et avec cela, ils rendent service à l'Europe entière. » — Winston Churchill/ *La seconde Guerre mondiale* vol. V/2 : *le cercle se referme. 2. De Téhéran à Rome*

« On fait table rase. Je ne suis absolument pas alarmé par la perspective d'un décongestionnement de population, pas même par ces grands transferts, qui dans les conditions modernes d'aujourd'hui sont plus aisément possibles que c'était le cas autrefois.<sup>301</sup> »

César, pas Jésus...

**Markus Osterrieder**

(Traduction Daniel Kmiecik)

Ce texte correspond à une partie de l'ouvrage récente de Markus Osterrieder (1/18<sup>ème</sup> à peine, en nombre de page !:

**Markus Osterrieder *Welt im Umbruch. Nationalitätenfrage, Ordnungspläne und Rudolf Steiners Haltung im Ersten Weltkriege***

**[*Monde en révolution. Problèmes des nationalités, plans d'ordre mondial et l'attitude de Rudolf Steiner pendant la première Guerre mondiale*]**

Éditions *Freis Geistesleben & Urachhaus*, Stuttgart 2014, 1722 pages, 79 €.

---

Stuttgart 1953, pp.49 et suiv. ; Vojtěch Mastný : *Le chemin de Moscou à la Guerre froide. De l'alliance de guerre à l'hégémonie en Europe de l'est* Munich 1980, pp.153 et suiv.

<sup>301</sup> *A clean sweep will be made. I am not alarmed by the prospect of the disentanglement of populations, nor even by those large transfers, which are more possible in modern conditions than they were ever before.* — Cité d'après Gardner: *Sphères d'influence*, pp.218 et suiv.